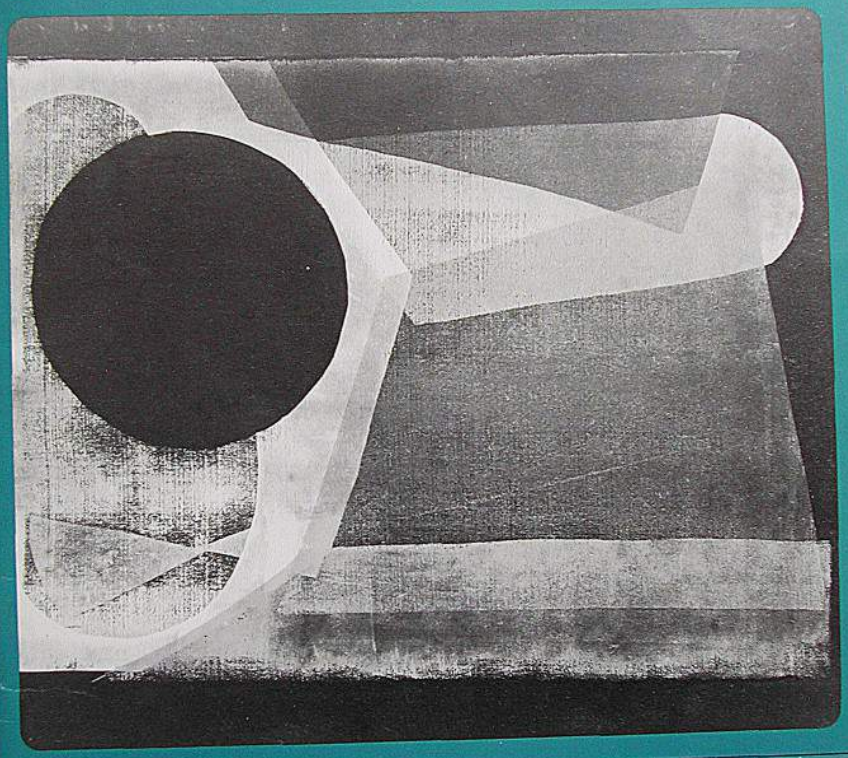
INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES INTERNATIONALES



1978 - 6/7

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

30th year

30e année

UIA's periodical celebrates its 30th anniversary in 1978, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations » in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit assciations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity,

The purpose of " Transnational Associations " is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense «Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociologe of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

« Transnational Associations » is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UlA.

En 1978 la revue entre dans sa 30e année.
L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d'« Associations internationales ».
Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d".< Associations Transnationales >. est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d' « Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des éludes, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations.des ONG avec les organisations intergouvemementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

lion sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 30th year, 1978

The subscription rate is : BF 850, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payement :

Bruxelles: Compte-chèque postal no 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London: Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 ORB.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 30e année, 1978

Le prix de l'abonnement est de : FB 850. ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais du port.

Mode de paiement à utiliser:

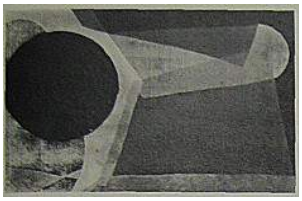
Genève: Compte courant no 472.0-43.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545 150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P, de la Banque no 170.09).

Copyright 1978 UAI

Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

Copyright 1978 UAI - Les opinions exprimées dans les articles , signes ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l' UAI.



Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président : **Président :**
P.A. CASADIO. Directeur, Societa Italiana per

Vice-Présidents : **Vice-Président :**
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian

S.K. SAXENA (India)

Alliance.

Trésorier Général : **Treasurer General :**
Paul E. HIERNAUX (Belgique)

Président de la Conférence Permanente des

Communauté Economique Européenne.

Membres : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions
Luis G. Qe SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.
Mahmoud FOROUGHI (Iran)
Ambassadeur. Directeur de l'Institut des

Johan GALTUNG (Norvège)
Director, Goals Processes and indicators Project. United Nations University.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)

Ouvrier international de l'Académie des Sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society lor International Development.

Secrétaire Général : **Secretary-General :**
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

" ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES "
" TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS "

Rédaction / Editorial

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Jennifer OTLET

juin-juillet 1978 - n° 6-7
june-july

Editorial 300
... 10 ans après... à propos de la résolution Ecosoc 1296 (XLIV) de 1968 302
Le Conseil International des Femmes (CIF) par Maryvonne Stéphan 303
Le rapport du Comité des ONG à l'Ecosoc
— L'examen dés rapports quadriennaux 306
— Review of quadriennal reports 307
Les ONG au service de l'Enfance, par J. Moerman 309
— Résolution adoptée par l'Assemblée générale
» Année internationale de l'Enfant » 314
Le dossier Unesco-ONG — L'Unesco des peuples
— Le plan de travail du Comité permanent des ONG (Unesco) en 1977/79 par Georges Malemprê 315
— L'allocution de M. Amadou-Mantar M'Bow 320
Le dossier ONG-CEE
— La quatrième assemblée des représentants de la coopération au développement, avec les services de la commission 326
— Les résultats de l'assemblée 1978 327
— Rapport d'activité du comité de liaison pour 1977 (extraits) 329
NGOs in the field of disarmament, by Homer A. Jack 330
The unmentionable weapons... 336
Bibliography 337
L'Apartheid et les ONG 337
In Memori'am : Jacques Rueff 338
Your conference at risk, by Peter West 339
6th supplement to the International Congress Calendar, 18th Edition 341
Le Palais des Congrès de Liège fête son 20e anniversaire 352

Photo de couverture : " La Lune Noire ", par Zulema Damianovic. international Communications Agency.
Cover Photo : " Black Moon ", by Zulema Damianovich. International Communications Agency.

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines I. 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.96.

Printing : POOT. Brussels. Tel. 267.78.88.

Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager. 9. av. de Lattre de Tassigny, 92210 St. Cloud France. Tel. 602.5383.

Union of International Associations, rue aux Laines 1, 1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511,83.96 — 512.54.42.

MENSUEL publié par -
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)

Editeur responsable: R. Fénaux. 1. rue aux Laines. 1000 Bruxelles (Belgique). Tél. (02)511.83.96.

Imprimerie : POOT. Bruxelles. Tél. 267,78.83.

Publicité : Roger Ranson. Délégué-Directeur de Publicité. 9. av. do Lattre de Tassigny. 92210 St. Cloud. France. Tél. 602.5333.

Union des Associations Internationaes, rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles Belgique. Tél. (02) 511.83.96 — 512.54.42.

Editorial

Bruxelles 1980

Un forum mondial des associations (OING)

Le (ait associatif se discerne et s'identifie en traits et en valeurs authentiquement démocratiques de liberté créatrice, d'initiative volontaire, bénévole, de solidarité humaine et sociale, de désintéressement au sens de détachement de tout intérêt ou profit personnels, aussi d'indépendance à l'égard des pouvoirs publics et des entreprises privées lucratives.

Fruit d'une société développée — on dirait d'une civilisation avancée si l'on ne craignait pas de paraître manquer au respect d'autrui dans un monde très ombrageux — l'association privée ou de caractère privé, comme on disait autrefois, l'organisation non-gouvernementale selon la terminologie actuelle des Nations-Unies, a fleuri ces deux derniers siècles essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, et de nos jours elle s'épanouit et se répand abondamment dans tous les jardins des activités contemporaines. Un sondage dans la communauté européenne occidentale indique qu'en cet espace régional une personne sur deux cotise à une association — syndicale ou mutualiste, sportive, religieuse ou philosophique, éducative, artistique ou culturelle, politique, amicale, coopérative (consommateurs), et autres, dans l'ordre proportionnel.

Dépassant les enclos nationaux, sautant les frontières territoriales, le mouvement associatif a pris une ampleur plurinationale en s'étendant progressivement de la région à la planète entière. Au seuil de notre siècle, les associations communément appelées internationales pouvaient encore se compter sur un boulier, par dizaines, quand quelques apôtres de l'idée de l'organisation internationale avant la lettre — Auguste Beernaert, Henri La Fontaine, Paul Otlet et d'autres Belges de même foi — prirent l'initiative de convoquer à Bruxelles, un beau jour de 1910, le premier Congrès mondial des associations, d'où naquit aussitôt notre Union. Aujourd'hui l'ordinateur de l'UAI, qui élabore la nouvelle édition française de l'Annuaire des Organisations Internationales après l'anglaise (17ème) a répertorié plus de 8.000 associations, une progression de 20 % en quelque deux ans. Signe certain d'un associationnisme en expansion géométrique, témoignage d'un immense besoin de solidarité. Le réseau transnational des associations — selon cette qualification nouvelle qui ouvre les frontières de la société fermée des Etats — est l'illustration de ce qu'on nomme maintenant l'interdépendance, l'appréhension globale des problèmes

A cet égard la localisation circonstancielle du phénomène à sa source, au foyer occidental de son rayonnement universel, n'est pas une barrière, ni un empêchement. Comme M. M'Bow, Directeur Général de l'Unesco, l'a fort bien dit dans une allocution aux ONG, que nous reproduisons d'autre part, en constatant « la réalité historique » de la concentration du savoir et du pouvoir politique et économique qui a produit l'organisation non-gouvernementale, il s'agit désormais de « s'engager dans la voie nouvelle de la solidarité entre les divers peuples », ce-qui suggère l'extension géographique des ONG à mesure des possibilités. Mais la limite même de ces possibilités « territoriales », en ce moment-ci de l'Histoire, doit être compensée par l'expansion de l'idée transnationale désintéressée, dans l'esprit de ce sixième continent sans territoire que le professeur Johan Galtung a défini à notre Colloque de Genève comme étant le rôle des universités transnationales. Cette idée admise, il est clair que la source et ses eaux jaillissantes, mises au service de tous, sont un irremplaçable bienfait. Le nier ou l'ignorer, alors qu'on vise à un nouvel ordre mondial faisant une plus juste part de toutes les valeurs et de tous les intérêts, serait plus qu'une sottise, un méfait. L'ignorance est ici plus grave que l'objection réfléchie. Ce n'est pas la fonction intergouvernementale, témoin quotidien de l'apport capital du secteur privé des ONG qui nous démentira. Il y a grand besoin d'information sur la nature, le rôle, l'importance des associations (OING). Mais l'information doit partir de l'étude des faits et en administrer objectivement la preuve. H faut pour cela du savoir, de l'expérience, de l'indépendance intellectuelle. Or il se trouve que notre Institut existe et qu'il remplit ces conditions préalables. C'est dans l'accomplissement de sa mission d'études et de son objet de démarches au service du mouvement associatif qu'il a tenu l'autre année à Genève son colloque de réflexion générale sur « L'avenir des associations transnationales dans les perspectives du nouvel ordre mondial », dont les Actes ont été publiés et largement répandus en français et en anglais. Nos lecteurs en savent les conclusions qui se résument dans le mot de la fin de notre président, le professeur Casadio : « Une importance adéquate devra désormais être attribuée au systèmedes relations transnationales, juxtaposé au système des relations internationales ».

Mais cette revendication de principe résultant d'un fait nouveau et à certains égards révolutionnaire dans ses développements, pose de nombreux problèmes que l'UAI a été sollicitée, de toutes parts, et pour tout dire pressée de mettre en chantier. C'est cet appel pressant qui nous a inspiré l'idée de convier les associations dites internationales, à plus proprement parler transnationales, à un Forum mondial à Bruxelles en 1980.

A Bruxelles et à cette date par une coincidence sympathique de deux anniversaires, la soixante-dixième année de l'UAI et le cent-cinquantenaire de l'indépendance belge, qui sera l'occasion d'évoquer le rôle historique que l'Etat-hôte de notre Institut a joué à la naissance de l'organisation internationale et l'appui constant qu'il nous a donné avec un désintéressement exemplaire auquel notre Comité directeur a été unanime à rendre hommage le 7 mars dernier.

Le programme du Forum est en élaboration à partir de concours déjà acquis et à la suite de consultations de bon conseil. Précisé, il sera soumis aux assocations qui sont déjà invitées à prendre date ; en principe la dernière semaine de juin 1980. L'organisation de l'événement prévoit une rencontre simultanée de groupes et de personnes, une base associative et un sommet de maîtrise de la matière; le Forum proprement dit sous la responsabilité de l'UAI et des manifestations organisées parallèlement par d'autres Unions ou Conférences d'associations sous leur initiative propre; aussi une exposition organisée avec la collaboration de la Direction Générale de la Foire internationale de Bruxelles, qui sera une présentation visuelle de l'univers actuel des associations, notamment des divers types de fédérations dans leur structure et leur fonctionnement.

Le thème général pourrait s'intituler :

• Regards sur le monde transnational des associations » en s'inspirant de cette

pensée de Valéry que si l'œil est l'organe de la vision, le regard est un acte de prévision. Sur le terrain des problèmes, le fait associatif serait étudié en tant que phénomène et mouvement de

société démocratique, pluraliste, et l'organisation non-gouvernementale considérée en soi comme entité originale. avec ses mécanismes propres et ses projections transnationales, en vue de sa participation au nouvel ordre mondial. On imagine déjà, après une préparation qui n'aura pas trop de deux ans, des travaux de commissions plénières et de groupes de travail. Deux commissions de compétence générale pourraient traiter :

— l'une de la personnalité des associations dites internationales (OING) sous ses divers aspects et avec toutes ses implications
— l'autre de la fonction transnationale de ces associations, impliquant leur participation à l'organisation internationale, universelle et régionale, et leur insertion dans un ordre mondial global.

Deux commissions d'intérêt commun aux associations, mais de domaine plus limité, traiteraient :

— l'une de la communication transnationale (langage, information, documentation) y compris - les problèmes mondiaux »
— l'autre des réunions transnationales (congrès et autres).

Mais encore... diront d'une même voix la curiosité éveillée et l'intérêt impatient ? Nous avons déjà jeté l'ébauche d'un programme plus élaboré en cours d'examen, qui sera soumis aux associatons incessamment. L'organisation internationale nous incite d'ailleurs à faire notre devoir dès lors qu'elle ne se prive pas, dans l'instant, de contester aux associations leur droit de critique par interprétation restrictive des dispositions du statut consultatif. Les dossiers que nous publions dans ce numéro ont valeur d'indication et force d'incitation à cet égard : au niveau des Nations-Unies le rapport du Comité des ONG de l'Ecosoc qui en a, depuis lors, adopté les conclusions et recommandations; au niveau régional, les résultats de l'Assemblée des ONG représentées « à titre personnel » auprès des Communautés européennes dans des limites que les ONG contestent avec raison. Nous y joignons un dossier des relations Unesco-ONG qui témoigne que l'administration de cette institution spécialisée et son Directeur Général M'Bow sont convaincus de l'importance de la contribution des ONG à l'Unesco des peuples, aux fins de la protection des libertés humaines, du développement de la culture et de la paix.

Il y a là belle matière à mise au point immédiate et à débat soutenu d'ici la grande manifestation de 1980, Des deux tendances parmi les Etats qui apparaissent à la lecture du Chapitre III du Rapport du Comité des ONG de l'Ecosoc au terme de l'enquête quadriennale, l'une voit bien le fait respectable et profitable de la participation des ONG en toutes questions, tandis que l'autre ne le voit pas ou ne le veut pas voir, dès lors qu'il gêne le pouvoir, par exemple dans le domaine des droits de l'homme. Ce conflit de tendances remonte aussi loin que l'application de l'art. 71 de la Charte, On le trouve dans la résolution de l'Ecosoc de 1958 auquel se réfère à plusieurs reprises le rapport du Comité des ONG en lui donnant un sens restrictif. Nos archives nous sont ici d'un précieux secours, en témoignant au demeurant d'une doctrine continue de l'UAI. On trouve en effet, dans notre Revue de septembre 1968, deux documents : le texte de la résolution 1296 (XLIV) et les commentaires du président du Comité des ONG de l'époque (M. Farewell, un Suédois comme cette année encore l'ambassadeur Dalhen), qui en dissipent les équivoques avec une autorité directrice des travaux préparatoires à la résolution, qui n'a pas été contestée. Les membres du Comité des ONG 1978, ceux du Comité social de l'Ecosoc et même les fonctionnaires de l'ONU intéressés ont-ils pris connaissance du dossiers de 1968 dans son ensemble ? On voudrait en être sûr. Pour notre part, nous n'aurions qu'à reproduire l'éditorial de notre prédécesseur et ami G.P. Speeckaert à ce propos. Nous le donnons intégralement dans son texte anglais. De la lecture des comptes rendus des débats de l'époque, notre éditorialiste a retenu tout ce que nous constatons aujourd'hui encore : le défaut d'information et le dédain des ONG dans le chef de beaucoup de délégués, le reproche d'ingérence dans les affaires d'Etat, en bref des remarques donnant « l'impression d'une mise en accusation des ONG plutôt que d'une recherche de la façon la plus adéquate dont les Nations Unies pourraient consulter les ONG " .. Et G.P. Speeckaert de conclure alors froidement d'un fâcheux état d'esprit de contestation des droits et des devoirs des ONG : *" Il n'est pas impossible qu'un jour les ONG* réagissent ». Le danger de voir cesser leur collaboration aux Nations-Unies n'est pas illusoire. Certes nous souhaitons qu'il y ait au contraire des explications franches, un vrai dialogue et une meilleure participation. Ce serait la façon authentique » de se *conformer aux réalités de la vie contemporaire de la communauté internationale* ».

Mais le vrai dialogue qui n'a pas encore eu lieu dix ans après, et dont on paraît même s'être plutôt éloigné qu'approché, avec le retour offensif des nationalismes travestis en exigences du développement, le vrai dialogue nécessaire ne pourra naître qu'à deux conditions : d'une part la solidarité des associations de toutes natures, pleinement conscientes de leurs intérêts communs, d'autre part l'information des Etats qui n'ont sans doute jamais songé que les associations s'avisant que le statut consultatif ne serait qu'un piège ou la participation un leurre, pourraient leur faire la révérence et reprendre leur liberté tout bonnement, avec les conséquences dommageables qui en résulteraient pour l'organisation internationale et ses buts.

Le Forum de 1980 sera précisément le lieu et le moment d'ouvrir les yeux et de forcer la réflexion.

Robert FENAUX

Pour éclairer le dossier des relations ONG-Ecosoc, qu'on trouvera dans la suite de ce numéro, et montrer la continuité de la doctrine de l'UAI en la matière, nous croyons utile de reproduire en version anglaise un editorial de notre prédécesseur et ami G.P. Speeckaert publié dans notre Revue en 1966 lors de la revision du Statut consultatif. Son propos se réfère à la résolution de l'Ecosoc à ce *sujet dont on trouvera le texte dans notre collection, à la date de septembre 1968.*

Dix ans après...
10 years later

We *have decided to reprint below the english version of an editorial written by our former Secretary General, Mr G.P. Speeckaert, in order to further clarify the question of NGO-Ecosoc relations taken up by articles further on in this review, and also to illustrate the continuity of UIA's position on this issue. Mr Speekaert's editorial* was *first printed in 1968, on the occasion of the revision of Consultative Status. The text of Ecosoc's resolution on this subject, to which Mr Speeckaert refers in his editorial, may be consulted in « International Associations* », September. *1968.*

Echo

Au Palais de Bruxelles

Le Roi a reçu en audience l'ambassadeur honoraire Robert Fenaux, secrétaire général de l'Union des associations internationales.

La presse belge du 12 mai 1978.

Arrangements for consultation with NGOs

The Ecosoc resolution N° 1296 (XLOV) of 1968

In the affairs of international organizations, there often comes 3 time when one text is replaced by another. There are occasions, however, when this in itself is loaded with significance. It is our belief that this is true in the case of the replacement of the text relating to the previous arrangements for consultation with non-governmental organizations, as laid down in the United Nations Economic and Social Council's Resolution 288 B (X) of 27 February 1950, by the new text adopted by the Council on 23 May 1968 - *Resolution 1296 (XLIV).*

We are reproducing this text in the present number of our magazine, followed by commentaries made by Mr Forshell (Sweden), Chairman of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, to the Economic and Social Council before the adoption of the new text.

Mr Forshell's observations are of great importance as regards the implementation of the new arrangements, the more so because in more than one instance his interpretation constitutes a considerable improvement on the text. It does more than clarify some of the provisions. One can say that it corrects them.

Following this exposé by the Chairman of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, not one comment was made by the members of the Economic and Social Council, and it was consequently approved on the same grounds as the new arrangements. This is something NGO's wilt make a point of remembering.

It is not our wish to discuss here the actual contents of Resolutions 1296 (XLIV) as this has been examined by the Conference of NGOs in consultative status with ECOSOC. As we pointed out in the July number of our magazine (p. 467), the Conference made a careful comparison of the former directives dating from 1950 and the new directives, issuing a circular on the subject dated 24 April 1968. Nor shall we discuss in this number problems relating to the questionnaire addressed to NGOs in consultative status (Categories A and B) by the Committee on Non-Governmental Organizations. We shall publish this questionnaire when its results are made known by the Secretariat of the United Nations. The full significance of this questionnaire will only become apparent in the light of the answers given by NGOs. We believe the question that should be raised is the following :

« What are we to think of this revision- ? "

What in fact we are concerned to know is whether this revision, the results of some 20 meetings of the Council Committee on Non-Governmental Organizations, constitutes a step forward for the United Nations and for NGOs.

Of course, everything will depend on how the new arrangements are implemented. Yet we are compelled to say that after reading the 270 pages of the summary records of the 223rd to 244th session of the NGO Committee of ECOSOC, held in New York from 22 January to 12 April 1968 (ECOSOC Doc. E/C.2/5 R 223-244, 2 *May 1968), we are left with an uneasy impression; and after reading the questionnaire sent by this Committee to NGOs this impression remains. These discussions, in which NGOs took no part, were dominated by the delegates of a few Member States openly hostile to non-governmental organizations for a variety of particular reasons. The charge that many NGOs were dominated by the West overlooks the fact that these NGOs would be only too glad to receive members from other regions. It is these States themselves which have on occasions prevented their nationals from participating in the activities of NGOs. The representatives of the other States seemed unwilling to use this forum to engage in debate. On reading the summary records of the discussions, one may wonder how many of the delegates present were really well informed about the different forms of constructive collaboration existing between NGOs and the United Nations Secretariat. Though some interesting and valid remarks were made, the overall impression is that of an indictment against NGOs rather than an attempt to find out the most effective way for the United Nations to consult NGOs.*

The fact that in a few cases NGOs have received — sometimes, it seems, unknowingly, owing to the intermediary of ad hoc foundations — money from the United States Central Intelligence Agency has cast suspicion on all NGOs. It seems to us that instead of sending a questionnaire to all NGOs that smacks of the cordon sanitaire, it would have been simpler and more correct to examine closely each of these organizations, the objectives and the nature of their activities, whether or not financed by grants, and the harm their activities could cause to the United Nations or its Member States. NGOs have also been reproached for not being sufficiently international, for taking a political role, for attacking certain governments, for having other governments as members. Here, as in all reproaches, there is a part-truth, but it is inappropriate to make a trial of it when another fact stands out fust as clearly : namely, that, though there are some NGOs in various political camps which do attack governments, etc., the great majority of NGOs work with the utmost devotion to the United Nations and its ideals, in an international spirit, which in most cases does not date from recent times, and have a competency and influence of great value to the United Nations and the developing countries.

In the hope of helping to make an objective assessment of two reproaches directed against NGOs, the UAI has undertaken and published two studies, concise, perhaps, but to the point : the first concerned national participation in international organizations and was published in the June 1968 number of this magazine. The second, dealing with governmental contributions to international non-governmental organizations, appeared in the July 1968 number.

We have not had time to carry out a third, which might well have been a reminder of all that NGOs have done in the past for the United Nations and what they could do even more effectively if they were used to better advantage. We hope it will not be necessary in future for us to turn our attention towards another attitude, this time one that could be adopted by NGOs. In a world where contention is rife, it is not impossible that one day NGOs will react. The danger of seeing their collaboration with the United Nations come to an end is not illusory. We certainly hope, on the other hand, that there will be some frank explanations, a real dialogue and improved participation. This would be a genuine way of " conforming to the realities of contemporay experience in the international community ». But it is clear that any improvement in relations, based on mutual confidence and respect, demands above all that the Foreign Ministers of the States represented on ECOSOC and its Committee on NGOs should understand more clearly the effective role of NGOs. The adoption of resolutions addressed to the Secretary-General of the United Nations wilt have little effect. NGOs believing in the need for co-operation between inter-governmental bodies and non-governmental organizations should make it their primary and urgent duty to address themselves directly to these Foreign Ministers to ensure that the new Resolution 1296 is administered with the justice, wisdom and understanding that its provisions permit.

G.P.S.

Le Conseil International des Femmes (CIF)

par Maryvonne STEPHAN (*)

Lady Aberdeen, Présidente du CIF : 1893-99, 1904-20, 1922-36

Réunion du Bureau du CIF, Genève, 1928

Baronne Boël, Présidente du CIF : 1936-47

En 1888, un groupe d'Européens et d'Américains, 49 au total représentant 53 ONG, se réunissent à Washington,

venues des Etats-Unis, Canada, France, Grande-Bretagne. Danemark, Finlande, Norvège et de l'Inde, pour créer un organisme mondial destiné à obtenir aux femmes les droits politiques, économiques, culturels et sociaux qui leur sont refusés. Une même pensée les anime :' en finir avec un certain statut social, une certaine image de la femme parce qu'ils sont indignes (qu'on pense au Code Napoléon), infériorisants, néfastes, dans le cas répété à un nombre immense d'exemplaires : celui où le chef de famille ne remplit pas sa tâche ou la remplit mal. En outre, l'incapacité juridique et professionnelle estimaient-elles les prive et prive les nations d'un potentiel considérable. Il leur fallait donc bénéficier des droits a l'éducation, au travail, longtemps discuté par les syndicats, du droit de vote et d'éligibilité.

Quelques unions de femmes existent déjà à cette époque, modestes quant au nombre, éclatantes quant à la qualité de leurs membres; impopulaires, raillées; celles-ci s'obstinent, soutenues par les grands esprits auxquels elles se réfèrent : en France, Montaigne, Condorcet, Fourier, Saint-Simon. Michelet. Balzac. Albert de Mun. Victor Hugo, premier président de la Ligue pour le Droit des Femmes; à l'étranger, et dans un tout autre contexte idéologique, Marx, Engels, August Bebel; et aussi Flora Tristan, Louise Michel, etc...

Depuis 1868, existait aux Etats-Unis, une « Association pour le suffrage des femmes,». La guerre de Sécession, guerre émancipatrice, avait eu sur les Américaines une profonde influence; en Europe, les mieux informées, soit qu'elles aient vécu dans le bouillonnement d'idées du XIXème siècle, soit

qu'elles aient pris la mesure de l'odieux
de la condition ouvrière de ce temps, cherchaient à « changer la vie ». Pour
ceci il fallait participer à l'élaboration des lois; et pour le pouvoir il fallait l'ou-
verture aux femmes des écoles, des. universités, l'accès à la profession, aux
droits politiques. Elles se dispersèrent,
unies par une même structure, pour

(*) Présidente de la Commission d'action sociale du CIF.

une même politique — définition possible des ONG- Le Conseil international des femmes en fut l'une des premières au plan international, de véritable importance et durée.

Actuellement, 70 conseils nationaux existent et il s'en crée d'autres. Ces Conseils sont en principe, et pratiquement partout, en fait, une fédération, formelle ou non, d'associations féminines d'ordres divers : professionnelles, culturelles, humanitaires, parapolitiques, etc. Ils rassemblent donc non seulement un nombre important de membres mais un volume considérable de vocations, de tendances, de programmes différents et presque hétéroclites. Ces Conseils sont le lieu où des idées se transmettent, se discutent et se diffusent, qui créent une opinion féminine; une « plateforme » de vœux s'y élabore, des solidarités se nouent qui joueront, avec le poids du nombre, sur les Pouvoirs Publics, la Presse, les Autorités intergouvernementales.
Au sommet du CIF, les organes habituels de réflexion, d'orientation et de gestion : une Présidence, un Bureau, un Comité exécutif, des Commissions Permanentes au nombre de douze. Les Congrès du CIF sont triennaux. Il s'y vote des textes dont les Conseils et les Représentations du CIF près Ses OIG s'efforceront de préparer, ou d'aider la mise en application. Les Présidentes des Commissions se répandront, chacune d'elles chargée d'un plan de travail destiné aux Commissions correspondantes des Conseils nationaux. (horaires flexibles, retour au travail des femmes de plus de 30 ans, humanisation des hôpitaux, problèmes particuliers des femmes chefs de famille; coordination des responsabilités des familles et de l'Etat dans le domaine de l'éducation; prévention dans le domaine de la santé; validité internationale de certains jugements; ratification de certains traités internationaux, etc., etc.).
Mais des institutions régionales ont également été créées. En Europe, fonctionne le CECIF (Centre Européen du Conseil International des Femmes). Le CECIF bénéficie du statut consultatif du Conseil de l'Europe et demeure en liaison permanente avec . la Commission des Communautés Européennes. En Amérique, l'ARC (American Régional Council) vient d'être mis en route (1). Pour l'instant l'équivalent n'existe pas en Afrique ni en Asie; mais d'importants Séminaires ont rassemblé les Conseils nationaux de Femmes de chacun de ces continents pour examiner leurs problèmes spécifiques. Depuis 1954 il s'en est tenu 10 : 1956 Téhéran Problèmes d'éducation, d'acculturation et de formation au travail social.

Her Royal Highness Princess Ashraf, Présidente du CN /Iran avec un groupe de Femmes.

Membres du CIF avec Lady Aberdeen, Paris, 1934.

Conférence du Cameroun, 1972, Mrs, Mary Craig Schuller McGeachy, Présidente du CIF, 1963-73 en compagnie de la femme du Président de la République Fédérale du Cameroun.

1971 Manille Contribution des femmes au développement régional et national.
1972 Lima Développement des ressources humaines.
1972 Yaounde Qualité de la vie familiale.
1973 Sydney Rôle des femmes dans le développement
1974 Beyrouth « Pour les femmes arabes .
1976 Freetown Des changements. Lesquels ?
1977 New-Delhi La condition féminine. Son amélioration par la loi
1977 Bogota Quelle action pour notre hémisphère ?
1978 Tananarive Rassemblement de femmes rurales.

L'utilité de ces Séminaires est incontestable. C'est le sentiment très affirmé de la signataire de ces lignes, qui vient de participer à celui, organisé par le Conseil National des Associations Féminines de Madagascar, qui s'est tenu au début de cette année à Tananarive. Ce Séminaire faisant suite à celui de Freetown (1976) au terme duquel 21 délégations de Conseils nationaux de femmes s'étaient engagées à poursuivre dans leurs pays respectifs les études faites sur place au sujet et avec des femmes rurales.
Ce Séminaire était financé par le Conseil des Femmes des Pays-Bas. Il y a été traité, en malgache, des problèmes primaires, immédiats (hygiène, santé, eau, commercialisation de l'artisanat et des produits de la ferme, alphabétisation, participation à la vie communale, etc..). Une soixantaine de rurales venues des campagnes profondes de Madagascar ont écouté et parlé. Ecoute attentive, parler serein, intelligent, critique, constructif; résumée devant l'Epouse du Chef de l'Etat, cette longue semaine de travail, terminée dans les chants et la danse, laissera des empreintes et forme déjà la base de changements à venir. L'opinion de ces cercles d'étude n'est plus de celles que l'on néglige...

Rien ne peut être plus utile que la prise de conscience et que la participation améliorée des femmes à la production et à la promotion rurales dont l'avenir du monde dépend pour une

Liban : Membres du CIF dans un cours donné à des villageoises.

H.M. la Reine Mère Raina, remettant le prix : « Raina Literacy Award ».

Photo: UNESCO/A. Tessore.

large part. Donc niveau d'action essentiel. La Présidente du CIF Princesse Prem Purachatra, et son prédécesseur Mme Dolatshahi actuellement Ambassadeur d'Iran au Danemark en sont intimement persuadées. Ainsi donc, comme on le voit, tous les aspects de la vie. tous les milieux nationaux et internationaux sont touchés. Une très réelle communication s'établit, de la base au sommet et vice-versa. Il semble que l'influence du CIF s'exerce autant en largeur qu'en profondeur et qu'il puisse croire avoir contribué au progrès de la condition féminine en près de 100 ans d'efforts. Sa première bataille avait été celle des Droits et de la formation professionnelle. La seconde avait au pour but d'engager les femmes à une participation réelle, régulière et aux niveaux les plus divers, à la vie de la nation : municipalités, assemblées, syndicats. La troisième a tendu à associer les femmes des pays industrialisés et celles du Tiers Monde au développement des ressources humaines, féminines en particulier, comme à l'élimination des fléaux sociaux, des tares, des abus; à la recherche de la Paix, La contribution du CIF à la première Décennie du Développement (1961-1970) puis à la seconde (1970-1980); à l'Année Internationale de la Femme (1975) qui en ouvrait une troisième (1975-1985), a été effective. La Conférence de Mexico de cette année 75 lui fournit des thèmes de travail pour longtemps encore.

Mais voici le CIF placé devant de nouvelles et récentes données : celles qu'impliquent la liberté et la capacité féminines, en plein essor, — étendues, dans un avenir proche, au grand nombre — et leur accès aux postes de décision, aux responsabilités de tous ordres, joint à un partage, en cours, entre les époux, des devoirs et tâches domestiques. Celles qu'impliquent le livre considérable, collectif, que présente la sociologue Evelyne Su lle rot, dans " Le fait féminin " (2).

Ce livre ouvre des horizons, sinon des atomes de réflexion, aux féministes de ma génération. Nos prédécesseurs s'étaient rebellées contre un prétendu « ordre du monde ». contre des tabous qui infériorisaient et culpabilisaient la femme : les sciences, anthropologie, psychologie etc. histoire des mentalités, les ont détruits et même ridiculisés. Les féministes ont vécu ensuite de l'illustre maxime de Simone de Beauvoir i « on ne naît pas femme, on le devient ». La Biologie nous informe maintenant que tes différences génétiques entre les deux sexes, fondamentales par conséquent, engendrent des déterminismes primaires sur lesquels se greffent par la suite d'autres déterminismes ceux-là socio-culturels, qui ne sont donc pas, comme on a pu le croire, les seuls à jouer. Quelles seront les conséquences sociales et culturelles, politiques de ces constatations ? Egalité des deux sexes au plan philosophique et juridique, travail identique, mêmes champs d'action, mais joints à des spécificités dont l'importance ne peut encore être appréciée. Les possibilités nouvelles données aux femmes que libèrent à la fois la biologie, les instruments ménagers et l'Etat qui prend en charge une très large partie de ses charges, risques et pouvoirs ou devoirs d'autrefois, signifient pouvoirs nouveaux et en conséquence une nouvelle répartition des rôles, un partage des pouvoirs, du pouvoir en fait.

Parmi ces pouvoirs, celui du contrôle de la fécondité démographique des nations — de leur puissance et par conséquent de leur survie. Problème moral — particulier à la femme — et capital. Le Conseil International des Femmes poursuivra ses " travaux pratiques " communs à ses Conseils nationaux des cinq continents par le jeu de ses résolutions et des thèmes de travail de ses Commissions internationales; particuliers à chacun de ces Continents par le jeu de ses séminaires régionaux. Mais il ne pourra se désintéresser de l'œuvre d'élucidation en cours sur les responsabilités et les pouvoirs des deux sexes dans la civilisation qui s'élabore, pratiquement planétaire; d'éducation et d'orientation des femmes, en vue de la mise en œuvre, avec leur participation, d'un nouvel ordre mondial et non seulement économique, puisque d'elles, de leurs capacités et de leur nombre peut dépendre qu'il soit en progrès sur celui qui prend fin.

(1) Le Comité International des Femmes *bénéficie du statut consultatif du Conseil économique et social de l'ONU.*
(2) Ed. Fayard. 1978.
Parmi les articles déjà parus au sujet des femmes: voir, Nos. 6-7, 8-9 et 12, 1975 *" L'Année Internationale de la Femme "* ; *Nos, 1-2, 1977. p, 13, No. 4, 1977. p. 131 par Maryvonne Stefan,*

United Nations : International communications Agency.

Le rapport du comité des

L'examen des rapports quadriennaux

Dans *ta suite des premiers commentaires que nous avons faits (*) de la réunion à New York en janvier dernier du Comité du Conseil économique et social, chargé des ONG. nous versons au dossier des relations ONG-ONU un extrait du rapport de ce Comité (E 1978/13) traitant en son chapitre III de l'examen* des rapports *quadriennaux présentés par les ONG dotées du Statut consultatif (Catégories I et II) auprès de l'Ecosoc. (Voir notre jugement dans l'editorial en tête du présent numéro).*

A : Opinions et suggestions

3. Dans sa décision 227 (LXII) le Conseil a prié le Comité chargé des organisations non gouvernementales de l'informer à sa soixante-quatrième session de la mesure dans laquelle les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif se sont conformées aux principes régissant leur statut consultatif et de la façon dont leurs activités ont contribué à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies. A sa soixante-troisième session, le Conseil a décidé que la réunion du Comité aurait lieu à New York du 16 au 27 janvier 1978 et a demandé au Secrétaire général d'inviter les Etats Membres intéressés à communiquer toute information pertinente concernant l'application, par les organisations non gouvernementales, des principes qui régissent leur statut consultatif, conformément aux dispositions de la résolution 1296 (XLIV), dans ses paragraphes 35, 36 et 40, et de la résolution 1919 (LVIII) du Conseil.

4. Lors de l'examen des rapports quadriennaux des organisations gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et classées dans les catégories I et II, les membres du Comité ont émis diverses opinions et suggestions. Certains ont estimé qu'il avait été difficile d'examiner les rapports quadriennaux de façon approfondie car le Comité ne les avait pas reçus suffisamment tôt.

5. Certains membres ont estimé que de nombreuses organisations non gouvernementales avaient apporté, sous diverses formes, une contribution appréciable à l'œuvre de l'Organisation des'Nations Unies, cependant que d'autres ont exprimé l'avis que ce n'était pas le cas pour certaines d'entre elles qui ne satisfaisaient pas comme il convenait aux conditions relatives au statut consultatif prévues dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil** mais abusaient au contraire de leur statut consultatif pour se livrer systématiquement contre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou contre l'Organisation elle-même à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques. Des délégations ont estimé que certaines organisations non gouvernementales ne respectaient peut-être pas comme il convenait les principes régissant leur statut consultatif, notamment ceux énoncés au paragraphe 8 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil.

6. Selon certains représentants, l'octroi du statut consultatif signifiait que, dans leurs activités, les organisations non gouvernementales sont tenues de montrer qu'elles appuient les décisions et résolutions de l'Organisation des Nattons Unies, et les organisations non gouvernementales devaient s'abstenir de critiquer l'action . de l'Organisation des Nattons Unies car cela était contraire à la résolution 1296 (XLIV). D'autres représentants se sont déclarés convaincus qu'en tant qu'entités indépendantes, les organisations non gouvernementales ne devaient pas être mises dans l'obligation d'appuyer toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies. De l'avis de certaines délégations, si les gouvernements ne pouvaient pas toujours s'entendre entre eux ou partager les vues des organisations non gouvernementales, celles-ci devaient être libres de critiquer l'action de l'Organisation des Nations Unies, car leurs observations permettaient souvent de faire entendre différents points de vue dans les débats qui s'y déroulent. Une délégation a souligné que certaines organisations non gouvernementales sont, en lait, habilitées à présenter au Conseil économique et social ainsi qu'à l'Organisation internationale du Travail des communications relatives à des violations des droits reconnus par les conventions de l'OIT et réaffirmés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

7. A propos des dispositions de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, certains membres du Comité ont estimé que les organisations non gouvernementales devraient être véritablement représentatives, qu'elles devraient choisir plus judicieusement ceux qui parlent en leur nom devant les organes de l'ONU et qu'elles devraient satisfaire aux critères exigés pour appartenir aux catégories dans lesquelles elles ont été classées.

8. On a cependant reconnu que l'apport des organisations non gouvernementales se faisait sentir dans de nombreux domaines d'activité tels que la coopération internationale aux fins du développement, les projets sociaux et humanitaires, l'éducation, les droits de l'homme et la création dans l'opinion publique d'un courant favorable à l'Organisation des Nations Unies et à son œuvre, et c'est pourquoi certaines délégations ont pensé qu'il fallait accroître leur rôle.

9. Les observateurs de deux Etats ont fait des déclarations. L'observateur du Canada a exprimé sa satisfaction de l'œuvre accomplie par les organisations non gouvernementales en faveur de l'Organisation des Nations Unies notamment pour informer le public. L'observateur de l'Argentine a demandé à la Commission internationale de juristes, à la Fédération internationale des droits de l'homme, à Pax Romana et au Fonds international d'échanges universitaires d'indiquer au Comité comment elles se sont conformées aux dispositions des paragraphes 6. 8, 17, 23, 24 et 28 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, et a exprimé l'espoir que les organisations non gouvernementales sauraient être objectives dans la conduite de leurs activités au

(*) Associations Transnationales, n° 5.
(**) Résolution du 29 mai 1968 publiée dans • Associations Internationales » 1968, *no 9.*

sein de l'Organisation des Nations Unies de sorte que la ligne d'action adoptée serve les buts et principes de la Charte des Nations Unies.

10. Les représentants de la Commission internationale de juristes, de la Fédération internationale des droits de l'homme, de Pax Romana et du Fonds international d'échanges universitaires ont répondu à cette déclaration.

11. Suite aux questions soulevées par l'observateur de l'Argentine, le Comité a demandé au Secrétariat de recueillir des renseignements supplémentaires, au sujet notamment de l'application du paragraphe 8 de la résolution 1296 {XLIV} du Conseil.

12. Le Comité a rédigé une décision devant être soumise au Conseil pour approbation.

B — Le projet de résolution

Le Comité a recommandé au Conseil d'adopter la décision ci-après :

Le Conseil économique et social a décidé :

1. De noter qu'en application des résolutions 1296 (XLIV) et 1919 (LVIII) et des décisions 227 (LXII) et 278 (LXIII) du Conseil, 195 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (catégories I et H) auprès du Conseil économique et social ont présenté des rapports quadriennaux sur leurs activités. Ces rapports ont été demandés par le Conseil aux fins de déterminer dans quelle mesure ces organisations se sont conformées aux principes régissant leur statut consultatif et comment leurs activités ont contribué aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

2. D'exprimer sa satisfaction pour l'œuvre utile qu'accomplissent de nombreuses organisations non gouvernementales en faveur de la promotion de ses objectifs.

3. De noter les inquiétudes exprimées au sein du Comité du fait que certaines ONG ne s'étaient pas totalement conformées aux principes régissant leur statut consultatif.

4. De prier instamment les organisations non gouvernementales de respecter les dispositions énoncées dans la résolution 1296 (XLIV); et de leur lancer un appel, dans l'esprit de la Charte, compte tenu des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'elles appuient les travaux de l'Organisation et en fassent mieux connaître les principes et les activités, conformément à leurs propres buts et objectifs.

5. D'inviter les organisations non gouvernementales à faire preuve d'un soin particulier pour le choix de leurs représentants auprès d'organes des Nations Unies.

6. D'appliquer, comme il est prévu aux paragraphes 35 et 36 de sa résolution 1296 (XLIV), aux organisations (mentionnées dans le document) qui n'ont pas présenté de rapport conformément à la décision 227 (LXII) du Conseil et qui ne l'auront pas fait dans un délai de trois mois se terminant le 15 mai 1978, comme suite à la demande du Comité chargé des organisations non gouvernementales, des sanctions que le Conseil déterminera à sa deuxième session ordinaire de 1978 sur recommandation du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

8. De prier le Comité chargé des organisations non gouvernementales d'examiner à sa réunion ordinaire de 1979 les rapports soumis conformément aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus ainsi que les rapports des organisations qui ont été reçus trop tard pour que le Comité puisse les examiner, et de faire rapport au Conseil à sa première session ordinaire de 1979.

C — Composition et participation

16. Les Etats ci-après, membres du Comité élus par le Conseil économique et social à ses 1938ème, 1939ème, 1951ème, 1983ème, 2001ème et 2042ème séances, ont participé à la session :

Chili, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Irak, Japon, Kenya, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Photo : International Communication Agency.

Review of quadriennial reports

*Following our preliminary commentary on the * Reunion in New-York last January of the ECOSOC Committee on Non-Governmental Organizations, we now add the following extract of this Committee's report (ci E1978/13) to our dossier on NGO-UN relations. This report deals, in chapter III, with the examination of the reports presented quadrennially by those NGOs in Consultative Status 1 and 11, with ECOSOC. (See discussion in this month's editorial).*

A — Opinions and suggestions

3. In decision 227 (LXII) the Council requested the Committee on Non-Governmental Organizations to report to the Council at its sixty-fourth session on the extent to which non-governmental organizations m consultative status have complied with the principles governing their consultative status and how their activities have contributed towards the work of the United Nations. At its sixty-third session the Council decided that the meeting of the Com-

mittee would take place in New York from 16 to 27 January 1978 and requested the Secretary-General to invite interested Member States to provide any relevant information concerning compliance by non-governmental organizations with the principles governing their consultative status in accordance with the provisions of the arrangements set out in resolution 1296 (XLIV) (paras. 35, 36 and 40) and the provisions Of resolution 1919 (LVIII).

4. In undertaking the review of the quadrennial reports of organizations in consultative status categories I and II with the Economic and Social Council. a variety of opinions and suggestions were voiced by the members of the Committee, it was felt that since the Committee had not received them in time, it had been difficult to undertake a thorough study of the quadrennial reports.

5. While some members felt that many non-governmental organizations had made valuable contributions to the work of the United Nations in many different ways, several members expressed the opinion that certain non-governmental organizations do not do so and do not adequately fulfil the requirements of consultative status as required by Council resolution 1296 (XLIV), but instead abuse their consultative status by systematically engaging in unsubstantiated or politically motivated acts against States Members of the United Nations and the United Nations itself. Some delegations felt that certain non-governmental organizations might not be fulfilling the conditions governing their consultative status, in particular in relation to paragraph 8 of resolution 1296 (XLIV).

6. Some representatives felt that granting consultative status to non-governmental organizations implied that they are bound in their activities to reflect support for the decisions and resolutions of the United Nations, and that non-governmental organizations should abstain from criticizing actions of the United Nations since this was in contradiction of resolution 1296 (XLIV). Other representatives expressed their conviction that non-governmental organizations, as independent entities, should not be required to support all the resolutions and decisions of the United Nations. Some delegations felt that while it was not possible for Governments to agree always among themselves or with the views of non-governmental organizations, the organizations should be free to criticize actions of the United Nations since their comments were often helpful in bringing different points of view to United Nations debates. One delegation pointed out that some non-governmental organizations are in fact legally authorized before the Economic and Social Council as well as before the International Labour Organisation, to present communications regarding infringements of rights recognized by the International Labour Conventions and reaffirmed in the International Covenant on Econome, Social and Cultural rights.

7. Referring to the provisions of Council resolution 1296 (XLIV), some Committee members felt that non-governmental organizations should be of truly representative character-, should select more judiciously those speaking on their behalf to United Nations bodies; and should meet the criteria for the categories in which they have been placed.

8. It was, however, recognised that the contributions of non-governmental organizations extend to numerous fields of activities such as international development co-operation, social and humanitarian projects, education, human rights and the creation of a favourable public opinion for the United Nations and its work, and for this reason some delegations felt that the role of the non-governmental organizations should be expanded.

9. Statements were made by the observers for two States. The observer for Canada expressed appreciation for the work that non-governmental organizations were undertaking in support of the United Nations, particularly in the realm of public information. The observer for Argentina asked the International Commission of Jurists, the International Federation for Human Rights, Pax Romana and the International University Exchange Fund to inform the Committee about the manner in which they had complied with the provisions of paragraphs 6, 8, 17, 23, 24 and 28 of Council resolution 1296 (XLIV), and expressed the hope that non-governmental organizations would conduct their activities within the United Nations with objectivity so as to ensure that the course adopted would serve the purposes and principles of the Charter of the United Nations.

10. The representatives of the International Commission of Jurists, the International Federation for Human Rights, Pax Romana and the International University Exchange Fund responded to this statement.

11. On the question raised by the observer for Argentina, the Committee asked the Secretariat to obtain additional information, with particular reference to paragraph 8 of Council resolution 1296 (XLOV).

12. The Committee drafted a decision for the approval by the Council (see chap. I).

B — Project of resolution

The Committee recommended to the Council the adoption of the following decision :

The Economic and Social Council decided :

1. To note that 195 non-governmental organizations in consultative status i and II with the Council submitted quadrennial reports of their activities in compliance with Council resolutions 1296 (XLIV) and 1919 (LVIII) and Council decisions 227 (LXII) and 278 (LXIII) which were requested by the Council for the purpose of determining the extent to which these organizations had complied with the principles governing their consultative status and how their activities had contributed towards the work of the United Nations.

2. To express its appreciation for the valuable work being done by many non-governmental organizations in the promotion of its objectives.

3. To note the concerns expressed in the Committee that some non-governmental organizations have not complied totally with the principles governing their consultative status.

4. To urge non-governmental organizations to abide by the provisions contained in Council resolution 1296 (XLIV); and to appeal to the non-governmental organizations in the spirit of the Charter, taking into consideration' United Nations resolutions, to support the work of the United Nations and to promote knowledge of its principles and activities, in accordance with their own aims and purposes.

5. To appeal to non-governmental organizations to exercice particular care in the selection of their representatives to United Nations bodies.

6. That the organizations listed below that have not submitted reports under Council decision 227 (LXII) and which fail to do so within three months ending 15 May 1978, as requested by the Committee on Non-Governmental Organizations, be subject to sanctions, in accordance with paragraphe 35 and 36 of Council resolution (XLIV), to be determined by the Council at its second regular session in 1978 upon the recommendation of the Committee on Non-Governmental Organizations.

8. To request the Committee on Non-Governmental Organizations to consider at its regular 1979 meeting the reports submitted in accordance with paragraphs 6 and 7, as well as those reports from organisations which were received too late for the Committee to examine them, and to prepare a report for the Council's first ordinary session in 1979...

C — Membership and attendance

16. The following States, members of the Committee, elected by ECOSOC on the occasion of its 1938th. 1939th, 1951st, 1983rd. 2001st and 2042nd sessions, all attended the session : Chile. Cuba, Czechoslovakia, France, Ghana, Iraq, Japan. Kenya. Sweden, Tunisia, USSR, UK. USA.

Photo : UNICEF by Bernard Gerin

Justification et historique

1979 Année Internationale de l'Enfant
International Year of the Child

Les ONG au

par J. Moerman*

Encore une année internationale ? Ce fut la question que beaucoup se posèrent lorsqu'on annonça que certaines organisations s'efforçaient d'obtenir la proclamation d'une Année Internationale de l'Enfant. Depuis lors, les arguments présentés en faveur de cette Année ont été suffisamment convaincants, et le fait que les Nations Unies aient adopté le projet sans opposition a mis fin à ce genre de question. Le scepticisme marqué par certains au début semble tellement peu partagé que des projets pour d'autres années internationales sont en train d'être préparés, par ceux-là mêmes qui formulaient des hésitations voici quelques mois à peine. Autant dire que, malgré le phénomène normal de certaines résistances, le principe des années internationales ne semble plus être rejeté par un grand nombre d'organisations et de personnes engagées dans la vie internationale.

Cela se comprend. Une année internationale est une perte de temps, d'argent et d'énergie pour ceux qui en attendent ce qu'elle ne peut offrir, mais elle a néanmoins sa spécificité et son efficacité propres. En concevant une année internationale de façon réaliste on peut atteindre des résultats qu'on ne peut obtenir par aucune autre voie. Nous indiquerons ci-après que l'Année Internationale de l'Enfant a été conçue dans la prolongation de certaines années précédentes et en tenant compte des expériences acquises. Probablement plus que toute autre année, elle a été conçue à la lumière de ce qu'une année internationale peut et ne peut pas donner.

Quelles que puissent avoir été les critiques contre certaines années ou autres grandes initiatives précédentes des Nations Unies, il est un fait qu'elles ont laissé des traces durables. Il eût été insensé d'avoir attendu d'elles un changement total du comportement des hommes dans les domaines considérés, tout comme il serait peu réaliste de croire que tous les enfants seront dans une situation idéale à la fin de 1979. Mais s'il fallait exprimer en peu de mots ce que chaque année a laissé comme trace ineffaçable dans l'humanité, on pourrait dire qu'elles ont fait naître une nouvelle sensibilité collective dans l'humanité et qu'elles ont élargi la conscience collective des hommes en y créant de nouvelles dimensions. Qui aurait parlé du développement, de la solidarité planétaire, de la pollution et de l'environnement, de l'écologie, de la réalité démographique, de la condition de la femme, dans les termes dans lesquels on en parle et avec les préoccupations qui sont les nôtres actuellement, s'il n'y avait pas eu dans ces différents domaines de grandes initiatives des Nations Unies, telles les années internationales. Cette création de nouvelles sensibilités et de nouvelles prises de conscience présentait le danger que certaines réalités de tout temps et de toute culture n'occupent plus au sein de la conscience de l'ensemble des hommes la place qu'elles méritent, ou que du moins ces réalités ne soient plus présentes avec l'acuité qui devrait être la leur dans un cadre adapté aux conditions contemporaines. Tel est certainement le danger qui menace l'ensemble de notre comportement vis-à-vis de l'enfant. Ce danger est d'autant plus grand que certaines des années précédentes ont touché à des questions très proches du monde et de la réalité de l'enfant, sans toutefois intégrer de dernier dans les préoccupations de ces initiatives internationales. Nous songeons en particulier à la sensibilisation sur la réalité de l'environnement, à l'année internationale de la population et à l'année internationale de la femme. L'enfant est une partie intégrante des thèmes qui ont fait l'objet de ces trois grandes initiatives, mais on peut sérieusement se poser la question s'il y a réellement occupé la place qui lui revient. De là le danger que dans la croissance progressive d'une nouvelle conscience globale de l'humanité et d'un nouveau type de comportement des hommes, l'enfant ne soit traité comme entité, sinon négligeable, du moins négligée et méconnue en fait. En d'autres mots, à part le fait que l'enfant en tout temps mérite de notre part une attention particulière, une année internationale de l'enfant s'imposait dans la logique des années précédentes.

La réalité de l'enfant étant normalement plus présente au monde des ONG qu'au monde gouvernemental et intergouvernemental, il n'est pas étonnant que l'idée d'une Année Internationale de l'Enfant ait pris racine dans le monde non gouvernemental, plus particulièrement au sein des organisations internationales s'occupant directement des enfants, tel le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE), d'ailleurs immédiatement rejoint en cela par l'Union Internationale de Protection de l'Enfance (UIPE).

La toute première manifestation de cette idée, qui germait au sein du BICE depuis l'automne 1972, s'est traduite par une lettre de son président adressée en date du 3 janvier 1973 à M, Wald-

Les ONG au service de l'enfance

Tchad — Photo : UNICEF by M.E. Bernheim.

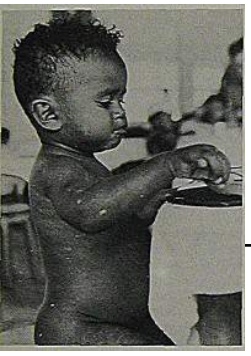


Photo UNICEF : Jean Speiser

Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies, 1959

LE DROIT

à l'affection, l'amour et la compréhension
à une alimentation et des soins médicaux appropriés
à l'éducation gratuite
au plein accès au jeu et aux loisirs
à un nom et une nationalité
à une attention spéciale pour les handicapés
à être parmi les premiers secourus en cas de sinistre
à apprendre à devenir un membre utile de la société et à développer ses facultés personnelles
à être élevé dans un esprit de paix et de fraternité universelle
à jouir de ces droits sans distinction de race, couleur, sexe, religion, origine nationale ou sociale.

Photo UNICEF

Photo UNICEF by AL Mellett.

Photo UNICEF by H. Cerni, éducation en Colombie.

Photo :
Réunion de Groupe de Direction pour l'Année Internationale de l'Enfant (A.I.E.)
Genève, 14 octobre 1977

de gauche à droite :
M. James McDougall, Directeur du Secretarial des Nations-Unies pour l'AIE a Geneva.
Mme Estefania Aldaba-Lim. Secrétaire Générale Adjoint des Nations-Unies, Représentante spéciale du Secrétaire Général.
Mme Patricia H. Smyke, du Secrétariat général du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE).
M. Joseph Moerman, Président du Comité des organisations non-gouvernementales pour l'Année internationale de l'Entant (AIE).
M. John Directeur de l'ensemble du Secrétariat des Nations-Unies pour l'AIE et Directeur de la Section de ce Secrétariat à New York.

heim, Secrétaire Général des Nations Unies. Celui-ci répondit promptement par une lettre datée du 29 du même mois, marquant son intérêt pour le sujet et invitant le BICE à passer par les canaux administratifs ordinaires. A partir de ce moment, le BIC fit toutes ses démarches en son nom et au nom de l'UIPE, dont l'autorité au sein du monde international en matière de service de l'enfance n'a pas contribué pour peu au succès de l'initiative. Une dizaine d'ONG importantes ont rapidement rejoint les deux organisations mentionnées ci-dessus. Ce groupe n'a cessé de croître, de sorte qu'actuellement à peu près 150 ONG ont explicitement marqué leur soutien à l'AIE et que quelque 600 autres ont marqué leur sympathie en demandant d'être fidèlement informées de ce qui se passe.

Cette solidarité croissante entre ONG les mettait en bonne position pour aborder le mécanisme des Nations Unies afin d'arriver finalement à la proclamation d'une Année Internationale de l'Enfant.

C'est lors de la Session du Conseil d'Administration de l'UNICEF en 1974 que le projet fut présenté pour la première fois par des porte-paroles des ONG. Depuis lors le Conseil de l'UNICEF s'est, à chacune de ses sessions, penché sur le projet, tout en l'ayant déjà approuvé à sa session de 1975 et l'ayant transmis pour approbation à l'instance supérieure, c'est-à-dire au Conseil Economique et Social (ECOSOC). Celui-ci en a pris connaissance pour la première fois en 1974, l'a examiné en 1975 et transmis à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour approbation au cours de sa session d'été (61ème) en 1976. C'est le 21 décembre de cette même année que l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une Résolution (A/RES/31 /169) proclamant 1979 comme Année Internationale de l'Enfant. Signalons que cette Résolution rappelle que 1979 sera le 20ème anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Enfant. Nous faisons suivre le texte de cette Résolution à la fin du présent article.

Motivations de base

La Résolution indique clairement certaines caractéristiques particulières de cette Année que nous reprendrons ci-après. Toutefois, avant de les aborder, il convient peut-être d'attirer l'attention sur les idées de base qui ont été présentes à l'esprit de ceux qui ont soutenu ce projet dès son origine.

1. — Dans la ligne de ce que nous avons dit précédemment, l'Année s'efforcera de rendre l'humanité consciente de la réalité de l'enfant ou de lui restituer cette conscience. Nous ne pouvons plus aborder la monde de l'enfant comme on le faisait jadis. Alors que nous sommes convaincus que nous, adultes, nous vivons dans un monde différent de celui d'il y a à peine quelques années, et que ce monde est en rapide évolution, nous devons acquérir plus vivement la conviction que ce monde nouveau a des incidences très profondes sur l'enfant, et que dès lors l'enfant d'aujourd'hui vit dans des conditions que nous n'avons pas connues comme enfants. Même si l'enfant n'a jamais connu autre chose, cette nouveauté présente un problème car les adultes, ses guides naturels, ne savent trop comment se comporter vis-à-vis d'une enfance déterminée autrement que leur propre enfance. En d'autres mots, certains problèmes des enfants de nos jours proviennent du fait que les adultes sont déroutés face à la réalité dans laquelle se trouve l'enfant, bien plus que du fait que cette réalité est neuve pour l'enfant lui-même. Bien entendu, tout n'est pas négatif : la santé des enfants, du moins dans de nombreux pays, est mieux assurée; la mortalité infantile diminue; il est possible de favoriser la venue au monde d'enfants désirés en respectant les différentes attitudes morales; tes stimulants sur l'éveil de l'intelligence et de la perception des enfants sont plus vifs et l'enfant acquiert donc plus rapidement une certaine connaissance de son entourage et même une certaine maturité. Mais d'autre part l'enfant est aussi victime de ces nouveautés. Il est soumis à des agressions, comme on dit de nos jours, qui lui étaient épargnées dans le temps, qu'il s'agisse de traumatismes au sein des familles désunies, de violences dans son entourage ou d'autres formes d'agression véhiculées par les moyens de communication sociale. Tout cela nous amène à dire que, si nous désirons que l'enfant trouve son intégration dans un monde irréversiblement neuf et évolutif, il faut que l'adulte prenne conscience de son inadaptation actuelle pour jouer auprès de l'enfant le rôle qu'il jouait antérieurement.

2. — L'idée d'une AIE étant partie du monde des ONG, il est normal que celles-ci jouent un rôle important au cours de cette Année. Cela implique que de nombreuses ONG s'engageront dans des programmes concernant l'enfant à l'occasion de l'AIE et y occuperont une position clé. L'importance de cette position par rapport à l'AIE ne dépendra pas seulement du nombre et de l'envergure des programmes développés par les ONG. mais également de la qualité de la relation entre le monde des ONG et les structures des Nations Unies engagées dans l'AIE. L'AIE s'étendant à de nombreux domaines où certaines agences ou unités des Nations Unies ne se sont pas engagées jusqu'à présent, cette collaboration étroite entre des organisations intergouvernementales et non gouvernementales est donc aussi suscitée par les objectifs mêmes de l'Année. Si le dialogue qui s'est amorcé à l'occasion des préparatifs de l'AIE se poursuit dans le sens dans lequel il a débuté, nous allons certainement vers un nouveau type de relation entre le monde intergouvernemental onusien et le monde des organisations non gouvernementales. En effet les relations entre les ONG et les Nations Unies dans le cadre de l'AIE sont excellentes pour le moment.

Elles concernent une vingtaine d'agences ou d'unités des Nations Unies et on peut donc espérer y voir le signe avant-coureur de relations, non seulement plus cordiales, mais également plus organisques et plus complémentaires, entre les deux grands secteurs de la vie internationale. Un tel rapprochement permettra également aux Nations Unies de retrouver auprès d'une partie de l'audience non gouvernementale la sympathie et le crédit qu'elles ont perdus, et permettra d'autre part à certaines ONG de faire mieux valoir sur le plan international leur réelle qualification et la contribution qu'elles peuvent apporter à la promotion de la société humaine.

3. — Comme l'enfant concerne chaque humain et que les réactions spontanées de tous les hommes sont identiques quand it s'agit des besoins et des souffrances des enfants, il n'est pas utopique de penser que l'Année Internationale de l'Enfant apportera une importante contribution à une meilleure compréhension de tous les hommes entre eux. C'est avec cet espoir que tant les responsables des Nations Unies pour l'AIE que les responsables des mécanismes non gouvernementaux s'efforcent de concentrer leur activité sur les besoins spécifiques de l'enfance en évitant des aspects marginaux qui peuvent susciter des divergences d'ordre politique ou idéologique. On pourrait dire qu'on servira l'entente universelle et le bien-être de l'humanité tout entière dans la mesure où ceux qui travaillent dans le cadre de l'AIE auront travaillé pour le bien-être de l'enfant et uniquement pour ce bien-être. Ce faisant, l'AIE aura servi la grande cause de la paix universelle qui est sous-jacente à toute action des Nations Unies.

Quelques caractéristiques

Après avoir indiqué les trois grandes motivations qui sont à l'origine de l'AIE, il faut maintenant jeter un coup d'œil sur quelques caractéristiques de l'Année telle qu'elle se présente après l'adoption de la Résolution :

1. — Il s'agit d'une Année qui concerne tous les pays et pas seulement les pays en voie de développement. Il est bien évident qu'un intérêt majeur sera accordé aux enfants des pays en voie de développement en accroissant considérablement les efforts pour faire face dans des délais aussi brefs que possible aux besoins fondamentaux de ces enfants. Mais les responsables des pays industrialisés ne peuvent pas se contenter d'accroître leur aide au Tiers Monde et se donner ainsi bonne conscience comme s'il n'y avait pas de problèmes dans leurs pays. Même si dans fa majorité de ces pays on a pu donner satisfaction à la plupart des besoins de base, on y a créé des besoins d'un nouveau type, très souvent d'ordre psychologique, sociologique ou moral.

Photo : World Council of Women, primary education programmes in India

Qui oserait prétendre que les enfants des pays industrialisés sont tellement plus heureux que bon nombre d'enfants des pays en voie de développement ? La situation précaire de beaucoup d'enfants des pays industrialisés se traduit tant par des troubles internes que par des troubles externes du comportement, dus notamment à la violence, l'usage de la drogue, etc. Ce serait faire injustice aux enfants des pays industrialisés que d'organiser une action dite mondiale sans songer a leur situation, qui est souvent loin d'être enviable.

En disant que l'AIE touchera tous les pays, nous avons donc également voulu indiquer qu'elle s'intéresse à tous les enfants.

2. — L'AIE ne s'intéresse pas seulement à tous les enfants, mais aussi à tout l'enfant.

Les besoins d'ordre matériel, sanitaire et nutritionnel sont évidents dans certains pays, en particulier dans ceux du Tiers Monde. Mais dans tous les pays se manifestent les besoins d'ordre psychique, moral et éducatif, tant dans les pays du Tiers Monde que dans les pays industrialisés, ainsi que nous venons de l'indiquer. Peut-être est-ce une bonne chose que l'Année Internationale de l'Enfant se situe au creux d'une crise économique mondiale. En effet, nous avons appris depuis quelque temps que le bonheur des hommes ne se trouve pas dans l'augmentation illimitée des biens matériels et que la civilisation technique se retourne très souvent contre l'homme lui-même. Autant dire que nous avons mis en place sur notre planète un équipement de haute technologie — encore que celui-ci soit très mal réparti entre les pays — mais que nous n'avons pas appris à nous en servir ou, en d'autres mots, que disposant d'un équipement technologique nous ne sommes pas parvenus à créer une culture pleinement et adéquatement intégrée dans la civilisation technologique. Cela se répercute aussi bien sur les enfants que sur les adultes, parce que les enfants ne sont pas seulement, comme les adultes, directement victimes de cette inadaptation, mais qu'ils sont, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, également victimes du comportement inadapté des adultes à leur sujet.

3. — Puisque l'Année veut s'intéresser à tout l'enfant, il fallait que le système des Nations Unies dans sa totalité y prenne part. C'est pourquoi l'Année Internationale de l'Enfant n'est pas une année de l'UNICEF seul, encore que l'UNICEF ait été investi de la responsabilité d'assurer la direction et la mise en place des mécanismes requis pour le bon fonctionnement de l'Année. On voit donc à côté de l'UNICEF de nombreuses agences spécialisées et autres unités des Nations Unies que nous indiquons ci-après :

l'Office pour les Affaires Inter-Agences et la Coordination (OIACC)
le Département des Affaires Economiques et Sociales (DESA)
la Division des Droits de l'Homme
la Division des Affaires Sociales
l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
l'Organisation Internationale du Travail (OIT)
l'Union Internationale des Télécommunications (UIT)
l'Unesco
l'Organisation Mondiale de ta Santé (OMS)
le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
le Bureau du Coordonateur des Secours en cas de catastrophe (UNDRO)
le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
le Fonds des Nations Unies pour la Lutte contre l'Abus des Drogues (UNFDC)
le Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population (FNUAP)
le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR)
l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)
l'Institut de Recherche des Nations Unies sur la Défense Sociale (UNSDRI)

Photo : G. Wauthier

les Volontaires des Nations Unies (UNV)
le Conseil Mondial de l'Alimentation (WFC)
le Programme Mondial pour l'Alimentation (WFP)
certaines Commissions Economiques Régionales.

Cette collaboration entre agences au sein des Nations Unies permet de créer des relations qui sans PAIE n'auraient pas existé et qui ne peuvent qu'être bénéfiques pour le développement harmonieux et intégré des enfants.

4, — Tout en étant une Année qui s'adresse à tous les pays, à tous les enfants et à tout l'enfant, à l'ensemble du système des Nations Unies et à toutes les ONG intéressées, cette Année se caractérise néanmoins par l'absence de certaines manifestations internationales spectaculaires dont le profit n'a pas été estimé proportionnel aux efforts et aux frais qu'elles entraînent. Nous songeons en particulier à la décision de ne pas tenir de conférence mondiale comme ce fut le cas pour la conférence du Bucarest lors de l'Année Internationale de la Population ou pour la conférence de Mexico lors de l'Année Internationale de la Femme. L'année est avant tout orientée vers les pays, qui sont invités à prendre sérieusement en considération la situation des enfants chez-eux et à dégager les besoins prioritaires tels qu'ils se présentent. De là l'importance des Commissions Nationales pour l'AIE, que chaque gouvernement a été invité à mettre en place dans son pays. Ces Commissions, à la demande même des Nations Unies, doivent autant que possible refléter les efforts gouvernementaux et non gouvernementaux et être à niveau national l'image de l'étroite coopération qui existe entre le secteur intergouvernemental et le secteur non gouvernmental au plan international. Il est évident que le dosage entre le gouvernemental et le non gouvernemental est très différent d'un pays à l'autre. Si dans certains pays nous trouvons un dosage correspondant à la réalité et présentant une coopération réciproque confiante, par contre dans d'autres pays nous remarquons que le gouvernement a laissé l'initiative presque exclusivement aux mains des ONG, tout comme dans certains pays où les structures politiques ne s'y prêtaient pas. les ONG ne jouent qu'un rôle mineur. Il y a actuellement (avril 1978) 30 Commissions Nationales établies, et de très nombreux autres pays ont fait savoir que ces commissions seront établies très prochainement.

Si l'orientation vers les pays et l'inventorisation de leurs besoins réels a augmenté les chances pour l'Année d'arriver à des programmes concrets s'appliquant à des besoins bien déterminés, il y a évidemment un certain danger de fractionnement exagéré laissant l'impression que nous assistons à une multiplicité d'années nationales mais pas à une véritable année internationale. Toutefois, l'impression qu'on pourrait avoir est plus apparente que réelle,- car si la motivation est la même chez tous les amis de l'enfant et dès lors que nous sommes convaincus que nous sommes tous solidaires de la situation des enfants dans chaque pays déterminé, cette Année, sous une forme d'apparente multiplicité, opérera et réalisera son unité d'idéal. C'est d'ailleurs ce à quoi visent les mécanismes internationaux mis en place et dont nous devons parler maintenant.

Mécanismes

La Résolution des Nations Unies ayant désigné le Directeur Exécutif de l'UNICEF comme responsable de son application devant l'Assemblée Générale, M. Labouisse a procédé sans tarder à l'établissement des organes nécessaires. Une Représentante Spéciale, avec rang de secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a été nommée dans la personne de Mme Estefania Aldaba-Lim, de nationalité philippine. Mme Lim dirige le • Groupe Consultatif », dont nous parlerons ci-après, et le Secrétaire pour l'AIE. Le Groupe Consultatif est un carrefour où se rencontrent toutes les agences et unités de Nations Unies qui participent à l'AIE. Elles ont l'occasion de s'y consulter, de procéder à des échanges d'idées et d'expériences, d'éviter les doubles emplois et de faciliter la coopération. De la sorte le Groupe permet au Secrétariat d'exécuter sa tâche dans une meilleure connaissance de ce qui s'accomplit au sein du système des Nations Unies. Remarquons toutefois que ce Groupe comprend une représentation des ONG, ce qui présente évidemment un très grand avantage en vue de l'intégration du travail des agences intergouvernementales et desorganisations non gouvernementales. Le Secrétariat des Nations Unies pour l'AIE est organisé à deux endroits différents : à New York, sous la direction de M. John Grun, et à Genève, sous la direction de M. James McDougall. Ce Secrétariat est le mécanisme officiel que doivent contacter tous ceux qui désirent entrer en relations avec les Nations Unies dans le cadre de l'AIE. Il se laisse à la fois informer sur ce qui se passe, comme il fournit aux intéressés les informations qui sont à sa disposition. Il favorise les initiatives qui lui semblent valables et veille à ce qu'il n'y ait pas d'abus d'ordre commercial ou idéologique à propos de l'emblème ou du titre même de PAIE. L'encouragement a la mise en place dans chaque pays d'une commission nationale n'est pas une de ses moindres tâches.

Parallèlement au mécanisme des Nations Unies, les ONG ont établi leur propre Comité qui dispose également d'un secrétariat, établi en partie à New York et en partie à Genève. Le bureau de New York est établi au siège même du Secrétariat des Nations Unies pour l'AIE. Le Comité ONG /AIE joue vis-à-vis des ONG un rôle analogue à celui joué par le Secrétariat des Nations Unies vis-à-vis des gouvernements. Néanmoins, il a lui-même établi des Groupes de Travail. Ceux-ci sont au nombre de trois pour le moment et concernent les sujets suivants : « Les Droits de l'Enfant »; « L'éducation . et « L'enfant handicapé ». D'autres groupes de travail seront établis sous peu. En outre, il favorise le lancement des « programmes conjoints », c'est-à-dire de programmes établis par une seule ONG à laquelle d'autres apportent leur contribution. Les relations du Comité ONG /AIE s'établissent avec les présidences ou les secrétariats généraux des organisations internationales non gouvernementales, avec les regroupements d'ONG à niveau national, très souvent dans le cadre des commissions nationales pour PAIE, et avec des ONG nationales indépendantes si celles-ci n'ont aucun lien, ni avec une commission nationale ni avec une autre organisation internationale, A part ces structures au niveau international, il y a bien entendu au niveau

national les Commissions Nationales dont nous avons parlé ci-dessus, mais il faut également signaler que ces Commissions Nationales, pour être efficaces, ont très vite réalisé qu'elles devraient décentraliser leurs activités, et c'est ainsi que dans de nombreux pays se créent des comités ou des commissions à niveau régional, provincial ou même local. Il est en effet difficile d'imaginer que l'ensemble de la population se sente concernée si celle-ci ne trouve pas à proximité un organe stimulant son intérêt pour l'Année et les besoins de l'enfant.

Les 3 et 4 avril 1978 le Comité ONG / AIE a tenu sa session plénière, la première après sa réunion de fondation qui s'est tenue à New York les 27 et 28 juin. 1977. La session fut suivie entièrement par Mme Lim et de nombreux représentants des diverses agences des Nations Unies, en particulier du Secrétariat pour l'AIE. On a pu s'y rendre compte que le nombre des programmes développés par les ONG dans le cadre de l'AIE va sans cesse en croissant, que la plupart des ONG ont compris qu'il s'agit d'établir des

Les ONG au service de l'enfance

programmes concrets concernant des besoins identifiables, et qu'il ne fallait pas s'en tenir à des déclarations creuses ou à des déclarations d'intention. Il a été extrêmement réjouissant de voir que parmi les 120 participants représentant toutes les tendances idéologiques il n'y a eu aucune tension ni même aucun malentendu. Si durant les mois qui viennent les activités de l'Année peuvent se développer dans l'esprit qui fut celui de la session plénière du Comité ONG /AIE, il sera certainement possible d'atteindre les objectifs majeurs de l'Année.

Cette plénière a également révélé que de nombreuses organisations qui jusqu'à présent n'avaient pas développé de programmes spécifiques pour l'enfant se sont engagées à en entreprendre à l'occasion de l'AIE. D'autres, déjà depuis longtemps spécialisées dans des actions de l'enfance, entament de nouvelles actions de grande envergure. Sans vouloir donner une liste exhaustive des programmes engagés, nous indiquons ci-après quelques titres ou orientations sous lesquels on pourrait regrouper bon nombre de ces programmes :

le souci des plus déshérités

le souci de l'enfant handicapé, et plus particulièrement de toutes les formes de stigmates

une vérification de l'application de fait des principes reconnus dans la Déclaration des Droits de l'Enfant

les multiples aspects nocifs pour l'enfant liés à l'environnement, qu'il s'agisse de l'environnement physique, psychique ou affectif

un désir de rendre les parents plus conscients de ta complexité de leur rôle d'éducateurs

un effort d'éducation à la paix.

Tout ceci nous amène à la conclusion évidente qu'à partir de maintenant jusque vers la fin 1979 nous assisterons à une vaste mobilisation d'efforts matériels et intellectuels au service de l'enfant. Il s'avère d'ores et déjà que l'Année aura des lendemains. On ne peut que s'en réjouir. M eût été regrettable que cette Année ne soit qu'un aboutissement; au contraire, elle sera un tremplin qui catapultera les efforts vers l'Horizon 2000, afin que des maintenant les enfants puissent espérer devenir des hommes et des femmes heureux dans un monde plus pacifique. •

Résolution adoptée par l'Assemblée générale A/RES/31/169

ANNEE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

L'ASSEMBLE E GENERALE,

AYANT EXAMINE le rapport du Secrétariat général sur les mesures prises et les modalités arrêtées pour assurer la préparation, l'appui et le financement adéquats d'une année internationale de l'enfant, la décision 178 (LXI) du Conseil économique et social en date du 5 août 1976 concernant une année internationale de l'enfant et le rapport complémentaire du Secrétariat général établi à la lumière des discussions qui ont eu lieu au Conseil économique et social.

RECONNAISSANT l'importance fondamentale pour tous les pays, en développement et industrialisés, des programmes en faveur de l'enfance qui sont non seulement destinés à assurer le bien-être des enfants mais

accékérer le progrès économique et social.

RAPPELANT à ce propos ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et te Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975. relative au développement et à la coopération économique internationale.

PROFONDEMENT PREOCCUPEE par le fait que, malgré tous les efforts qui sont déployés, de trop nombreux enfants, surtout dans tes pays en développement, sont sous-alimentés, n'ont pas accès à des services de santé adéquants, ne reçoivent pas sur le pian de l'instruction la préparation indispensable à leur avenir et sont privés des agréments élémentaires de l'existence.

CONVAINCUE qu'une année internationale de l'enfant pourrait contribuer à encourager tous tes pays à revoir leurs programmes pour la promotion du bien-être des enfants et à mobiliser l'appui nécessaire aux programmes d'action nationaux et locaux selon'la situation, les besoins

est un élément capital du développement social et économique et qu'elle devrait être soutenue et appliquée par les efforts de coopération des communautés internationales et nationales.

AYANT A L'ESPRIT que l'année 1979 sera le vingtième anniversaire de la Déclaration des droits de l'enfant et pourrait être une occasion d'en encourager davantage l'application.

CONSCIENTE que, pour qu'une année internationale de l'enfant produise ses effets, il faudra qu'elle solt convenablement préparée et largement appuyée par les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le public.

ESTIMANT que les dépenses d'administration de l'année Internationale doivent se limiter au minimum nécessaire.

PRENANT NOTE de la déclaration faite par le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance a la Deuxième Commission.

1. PROCLAME l'année 1979 Année Internationale de l'enfant.

2. DECIDE que l'Année internationale de l'enfant devrait avoir les objectifs généraux suivants :

a) Servir de cadre au plaidoyer en faveur de l'enfance et aux efforts visant à rendre les responsables des décisions et le public davantage

b) Encourager la reconnaissance du fait que les programmes en faveur des enfants devraient taire partie intégrante des plans de développement économique et social, l'idée étant de réaliser, tant à long terme qu'à court terme, des activités soutenues en faveur de l'enfance aux échelons national et international;

3. DEMANDE INSTAMMENT aux gouvernements d'intensifier leurs

façon durable le bien-être des enfants, une attention particulière étant portée à ceux qui font partie des groupes les plus vulnérables et des groupes particulièrement désavantagés;

4. DEMANDE aux organes et organismes appropriés des Nations Unies de contributer à l'élaboration et à la réalisation des objectifs de l'Année internationale de l'enfant;

5. DESIGNE te Fonds des Nations Unies pour l'enfance comme principal organisme des Nations Unies chargé de coordonner les activités de l'Année internationale de l'enfant, et le Directeur général du Fonds comme responsable de la coordination de ces activités;

6. INVITE tes organisations non gouvernementales et le public à participer activement à l'Année internationale de l'enfant et à coordonner aussi complètement que possible leurs programmes pour l'Année, en particulier à l'échelon national;

7. ADRESSE UN APPEL aux gouvernements afin qu'ils versent ou annoncent des contributions pour l'Année internationale de l'enfant par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, afin que les activités destinées à assurer la préparation et la célébration de l'Année soient convenablement financées;

8. EXPRIME L'ESPOIR que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le public répondront généreusement à cet appel par des contributions qui permettent d'atteindre les objectifs de l'Année Internationale de l'enfant et, par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes d'aide extérieure, d'accroître sensiblement les ressources mises à la disposition des services en faveur de l'enfance;

9. PRIE le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance de faire rapport à t'Assemblée générale lors de sa trente-deuxième session, par l'intermédiaire du conseil économique et social a sa soixante-deuxième session, par l'Intermédiaire du Conseil économique et social à sa soixante-troisième session, sur l'état d'avancement des préparatifs de l'Année internationale de l'enfant, y compris son financement et le montant des contributions annoncées. •

106e séance plénière
21 décembre 1976

Après la 16ème conférence des ONG
Paris, 22 nov. 1977

L'Unesco des peuples

L'acte constitutif de /'UNESCO (Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, ta science et la culture) proclame qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne *saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et qu'il importe par conséquent que cette paix soit établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité. Pour atteindre cet objectif, les fondateurs de l'UNESCO ont recherché les moyens d'associer plus étroitement les peuples à l'élaboration et à l'exécution de la politique de l'organisation.*

C'est ainsi que la participation d'organisations internationales non gouvernementales à l'action de l'UNESCO lui ont permis de dépasser son caractère intergouvernemental en nouant des liens avec des associations volontaires représentatives de l'opinion nationale et internationale.

Les directives concernant les relations de l'UNESCO avec tes organisations internationales non gouvernementales prévoient qu'avec l'accord du Directeur général de l'organisation, les 233 associations internationales bénéficiant du statut consultatif A et B peuvent se réunir tous tes deux ans pour échanger leurs expériences respectives et formuler des recommandations en ce qui concerne les orientations et programmes futurs de l'UNESCO.

La dernière conférence des ONG, la seizième, s'est tenue au siège de l'UNESCO, du 22 au 25 novembre dernier, sous la présidence de M. Georges Malempré qui, au terme de cette rencontre, fut réélu à la quasi unanimité pour un nouveau mandat de deux ans.

A l'intention des lecteurs de notre revue, le Président du Comité permanent des ONG bénéficiant du statut consultatif auprès de l'UNESCO fait le point à l'issue de cette conference.

Le point des activités

Désarmement, éducation en matière de droits de l'homme, lutte contre l'apartheid, rôle de la science et de technologie dans le développement, droit à la communication...

autant de thèmes qui s'inscrivent dans le plan de travail du Comité permanent des ONG (UNESCO) en 1977/79.

par Georges Malempré*

La 16e Conférence des ONG a été marquée par un exposé substantiel de M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO dont on trouvera le texte intégral ci-après. Outre qu'il a rappelé aux organisations participantes les grandes orientations qui se dégagent de la 19e session de la Conférence générale des Etats-membres, tenue à Nairobi, en octobre et novembre 1976. le Directeur général a traité, avec la franchise qui le caractérise, quelques-unes des questions qui concernent la coopération entre l'UNESCO et les organisations non gouvernementales.

Ce dialogue renouvelé avec le Directeur général, à l'occasion de la conférence des ONG. est à mon point de vue l'un des temps privilégiés de la consultation collective sur les orientations et programmes de l'UNESCO. Avec la collaboration du Bureau et du Comité permanent, je m'efforcerai, de préparer la prochaine conférence des ONG de manière telle qu'un échange de vues approfondi sur les questions essentielles entre le Directeur général et les ONG puisse se dérouler dans les meilleures conditions, du point de vue notamment de l'ordre du jour et de la méthode de travail.

La revue « Associations transnationales » a publié in extenso, dans on premier numéro de 1978. le rapport d'activité du Comité permanent des ONG

** Secrétaire général de l'Université de Paix, Huy (Belgique).*
Président du Comité permanent des ONG de l'Unesco.

que j'ai présenté lors de la 16e Conférence. Je n'y reviendrai donc pas si ce n'est pour souligner combien il me paraît que le plan de travail qui découle des décisions prises par la dernière conférence des ONG se situe dans la « trajectoire » amorcée précédemment lorsqu'il s'agissait d'élucider la nature et les formes de la contribution des associations volontaires à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.
Les colloques et autres consultations qui ont rassemblé ces dernières années un grand nombre d'ONG pour traiter des différents aspects de cette question n'ont pas manqué de souligner la nécessité d'une approche non seulement économique des problèmes, mais aussi politique, sociale et culturelle, ce qui rejoint sans aucun doute l'optique selon laquelle il y a lieu d'en traiter si l'on se réfère aux domaines de compétence de l'UNESCO.

16e Conférence des ONG/UNESCO, Vue partielle de l'Assemblée.

Ainsi que je viens de le souligner, les perspectives d'un nouvel ordre économique et social mondial se trouvent être renforcées par le plan de travail adopté par le Comité permanent dans les semaines qui ont suivi la 16e Conférence, sur base des décisions prises par cette dernière. Ce plan de travail comporte notamment les actions suivantes :
— Dans le cadre de la deuxième réunion du Comité permanent (février 1978), s'est tenue la journée de conclusion d'un colloque sur le thème * *Le désarmement, le développement et l'éducation pour la paix : leur influence réciproque* ». Question d'actualité s'il en est puisque l'Assemblée générale de l'O.N.U. tiendra pour la première fois, en mai et juin 1978, une session spéciale sur le désarmement. Les conclusions de ce colloque, qui soulignent l'interaction entre le désarmement et le développement et la nécessité d'une action éducative pour la paix, outre qu'elles ont été transmises au Directeur général de ['UNESCO, ont été soumises à l'attention des participants à la conférence des ONG sur le désarmement (Genève. 28 février - 4 mars 1978) et seront adressées au secrétariat de l'O.N.U. et aux Etats-Membres et à l'occasion de la session spéciale de New-York.
— L'UNESCO ayant convoqué à Vienne, en septembre 1978, un Congrès international sur l'enseignement des Droits de l'Homme, les ONG ont voulu s'associer à la préparation de celui-ci en organisant un séminaire qui s'est tenu à Paris à l'occasion de la Troisième réunion du Comité permanent, du 10 au 14 avril dernier. Les conclusions de ce séminaire, qui contiennent un certain nombre de recommandations précises à l'égard du Directeur général de l'UNESCO, de l'Organisation des Nations-Unies, des Etats-Membres et des Organisations Non Gouvernementales elles-mêmes, seront sans aucun doute disponibles au moment de la parution du présent article. Sans attendre cependant la publication de ces conclusions, les ONG participantes ont tenu à attirer immédiatement l'attention du Directeur général sur l'opportunité de ne pas limiter le Congrès de Vienne au seul domaine de l'enseignement supérieur, mais de réserver une place aussi large que possible à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, non seulement dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire, mais aussi dans l'éducation des adultes et les activités extra-scolaires.

— En application d'une décision de la 16e Conférence des ONG, une consultation sectorielle sur le rôle de la science et de la technologie dans le processus du développement, s'est tenue au siège de l'UNESCO, les 20 et 21 avril 1978. Les contacts préalables à cette consultation, de même que la coordination des travaux a été assurée par la Fédération Mondiale des Travailleurs scientifiques, organisation qui exerce par ailleurs la vice-présidence du Comité permanent des ONG.

— La Fédération syndicale mondiale s'est vue confier par le Comité permanent la coordination de la préparation et du déroulement d'un colloque sur « l'éducation face à l'apartheid » qui se tiendra en marge de la 4e réunion du Comité permanent, du 2 au 6 octobre 1978. Cette rencontre s'inscrit naturellement dans la série des initiatives qui seront prises à l'UNESCO et ailleurs à l'occasion de l'année internationale de la lutte contre l'apartheid.
— La 5e réunion du Comité permanent, qui se tiendra du 12 au 16 mars 1979, sera le cadre d'un colloque sur le droit à la communication, dont la coordination sera assurée par le Conseil international du Cinéma et de la Télévision. Si l'on se réfère aux grands thèmes qui ont animé la 19e session de la Conférence générale de l'UNESCO à Nairobi, il ne fait pas de doute que les problèmes que pose l'instauration d'un nouvel ordre international de la communication et de l'information figure incontestablement parmi les objectifs prioritaires de l'organisation intergouvernementale. Etant donné le rôle considérable joué par les organisations internationales non gouvernementales, qu'il s'agisse de journalistes, de producteurs de radio et de télévision, de spécialistes de l'audio-visuel d'organisations éducatives et culturelles, il est inconcevable que de nouvelles perspectives en la matière puissent être imaginées sans la contribution créatrice et efficace de celles-ci.
— Afin de pouvoir situer la consultation collective des organisations non gouvernementales de manière plus opérationnelle par rapport à l'élaboration des grands axes du programme de l'UNESCO, il a été décidé que les prochaines conférences des ONG se tiendraient six mois plus tôt qu'auparavant, soit durant le premier semestre de l'année intermédiaire entre deux conférences générales. C'est ainsi que la 17e Conférence des ONG est d'ores et déjà prévue du 18 au 22 juin 1979.
— Enfin, deux groupes de travail ont été constitués en application des décisions de la Conférence :
— l'un pour étudier la contribution des ONG à l'Année internationale de l'Enfant dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Ce groupe fonctionnera sous la présidence de Madame M. Grégoire (Centre inter-

Photo : l'Ambassade d'Irlande, Bruxelles
Ballynahinch un des lacs situé dans la région des « 12 Bens »„ Co. Galway, Ireland.

national du film pour l'enfance et la jeunesse);

* l'autre, présidé par Mademoiselle £. Boucherant. vice-présidente (Association Internationale pour la lecture), est chargé d'élaborer des propositions de modifications au règlement intérieur de la conférence et du Comité permanent des ONG.

Ces deux groupes de travail ont d'ores et déjà présenté au Comité permanent un rapport intérimaire sur l'état d'avancement de leurs travaux.

La responsabilité de la mise en œuvre du plan de travail précité incombe au Comité permanent élu par la Conférence et dont la composition est publiée ci-contre. A ce sujet, je m'en voudrais de passer sous silence l'intervention qui fut faite par deux ou trois organisations suite à la proclamation du résultat des élections, les uns regrettant la sous-représentation de certaines tendances idéologiques, les autres que certains grands secteurs de préoccupation ne soient pas représentés. Je tiens sur cette question à faire les commentaires suivants :

1. La procédure d'appel et de dépôt des candidatures, le bon déroulement des élections et le dépouillement des votes ont eu lieu conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur de la conférence. Cela n'a d'ailleurs été contesté par personne.

2. Conformément au règlement intérieur, seules ont figuré sur la liste électorale les organisations qui ont volontairement déposé leur candidature. Autrement dit, certaines organisations représentant des secteurs essentiels pour l'UNESCO ou de larges couches de population ont choisi de ne pas présenter de candidature, pour des raisons qui leur sont propres et dont j'estime qu'il ne nous appartient pas de juger.

3. Je rappelle que les réunions du Comité permanent sont ouvertes à toutes tes ONG ayant le statut consultatif et que les faits démontrent qu'elles sont nombreuses à y prendre une part active. Alors que le Comité permanent est composé de 15 organisations, les réunions rassemblent généralement plus d'une cinquantaine d'organisations. De plus, de nombreuses ONG prennent une part active dans la préparation et le bon déroulement des séminaires, colloques et autres consultations et que certaines d'entre elles sont chargées par le Comité permanent, sans en être membres, de responsabilités importantes dans la mise en œuvre des décisions de la conférence. Un exemple parmi d'autres est celui des grandes organisations syndicales (CISL, CMT, FSM) qui, bien que n'ayant pas présenté leur candidature au Comité permanent, lors de la dernière conférence, ne manquent pourtant pas d'apporter leur soutien loyal et efficace à l'action collective des ONG dans le cadre de l'UNESCO. Leur participation active au récent séminaire sur les contenus et méthodes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme est significative à cet égard.

4. Cela étant dit, il y a lieu selon moi de réfléchir à l'expérience de ces dernières années et d'examiner dans quelle mesure, soit par une modification du règlement intérieur, soit par d'autres recommandations, des progrès peuvent être accomplis en cette matière.

L'une des difficultés rencontrées lors de la dernière conférence a été l'impossibilité devant laquelle nous nous sommes trouvés de trailer l'ensemble des projets de résolution soumis par les ONG participantes. La question n'est pas simple, si l'on teint compte :

- d'une part, qu'une des fonctions essentielles de la conférence est de promouvoir la consultation des organisations non gouvernementales sur les orientations et programmes de l'UNESCO;
- d'autre part de la nécessité de disposer d'un temps suffisant pour traiter suffisamment en profondeur de préoccupations essentielles; d'où l'intérêt d'un ordre du jour qui ne soit pas trop chargé.

Il ne fait pas de doute que la difficulté d'assumer la double préoccupation ci-dessus peut être dépassée par l'adoption de méthodes de travail appropriées. Je pense notamment à ce sujet à un mécanisme préparatoire des conférences au travers des réunions précédentes du Comité permanent, au cours desquelles il serait possible déjà d'examiner un certain nombre de projets de résolutions dont l'adoption serait facilitée à la Conférence elle-même, et peut-être aussi la formation durant certains jours de la conférence de commissions de travail qui traiteraient de questions particulières.

Deux organisations non gouvernementales, Caritas Internationalis et la Fédération mondiale des Associations pour les Nations-Unies, ont chacune soumis à la 16e Conférence un projet de résolution visant à améliorer les règles de fonctionnement des colloques et autres séminaires organisés par le Comité permanent afin d'assurer la consultation collective sur les objectifs précis du programme de l'UNESCO. Ces propositions, qui n'ont pas été adoptées par la Conférence, sont cependant de nature à alimenter la réflexion des organisations non gouvernementales quant à leurs procédures de travail. Au travers de l'expérience des derniers colloques, certaines questions ont pu être clarifées. qui donneront sans doute lieu plus tard à la formulation de règles de travail adaptées au type de coopération que les ONG souhaitent développer entre elles et à la nature des liens qu'elles entendent entretenir avec l'organisation intergouvernementale.

En ce qui concerne les modes d'expression notamment, il y a lieu de noter qu'il se dégage un consensus assez large pour considérer que ces réunions doivent faire l'objet d'un rapport synthétique, publié sous la responsabilité des rapporteurs désignés, présentant la diversité des points de vue qui ont été exprimés sur les questions traitées, Ce-

ci rencontre d'ailleurs la préoccupation du secrétariat de l'UNESCO qui souhaite \disposer d'une information aussi riche que possible sur la diversité des débats qui ont lieu dans le cadre de ces réunions.

Par contre, lorsqu'il s'agit de recommandations ou de conclusions, il apparaît tout à fait clair qu'il y a lieu d'adopter des textes à une très large majorité. lorsque le consensus ne peut pas être obtenu. En effet, il s'agit alors d'exprimer un point de vue collectif des ONG sur une question précise et pour ce faire, il est évidemment préférable que les organisations se présentent, unies face à l'UNESCO et aux Etats-Membres, sur les positions et revendications qu'elles ont en commun. Dans certains domaines, le secrétariat de l'UNESCO procède à des consultations de caractère sectoriel, qui concernent un nombre restreint d'organisations non gouvernementales. De telles consultations ont lieu notamment sur le problème de l'éducation des adultes par exemple et aussi dans le domaine de la jeunesse. A cet égard, il y a lieu de noter qu'un fait nouveau est intervenu ces derniers mois, à savoir l'initiative prise par les ONG elles-mêmes de demander au secrétariat d'organiser de telles consultations sur des questions qui les préoccupent directement.

Cette initiative a été positivement accueillie par te secrétariat de l'UNESCO, notamment lorsqu'il s'est agi d'organiser une rencontre d'ONG, les 20 et 21 avril 1978, sur le rôle de la science et de la technologie dans le processus du développement.

Il me paraît opportun d'encourager de telles initiatives à l'avenir et de tirer des expériences qui auront lieu les éléments qui permettront progressivement d'énoncer un certain nombre de règles de travail pour ces consultations et ceci dans une claire collaboration avec le secrétariat de l'organisation. Je voudrais enfin relever deux points dans l'intervention de M. Amadou Mahtar M'Bow, qui est publiée par ailleurs dans le présent numéro :

1. L'« Extension géographique . des ONG:

Cette question est prise très au sérieux par les ONG. Dans l'exposé que j'ai fait lors du débat de politique générale à la 19e session de la Conférence générale de l'UNESCO (Nairobi, novembre 1976), j'ai réaffirmé combien les ONG sont soucieuses de répondre au souhait de la Conférence générale de refléter toujours mieux la diversité culturelle du monde contemporain par la multiplication de leurs branches nationales, notamment dans les pays du Tiers-Monde. A ce sujet, j'ai souligné que cela implique, au plan national, que les organisations volontaires de caractère non lucratif puissent disposer d'un statut garantissant un minimum de liberté de réunion, d'association, d'information et d'expression. Cette question de l'extension géographique a fait l'objet d'un premier échange de vues lors de la troisième réunion du Comité permanent d'avril 1978. En réponse à l'invitation du Directeur général, le Comité permanent a décidé de mandater le Bureau pour former, avec les fonctionnaire de l'UNESCO qu'il voudra bien désigner à cet eftet, un groupe de travail conjoint pour approfondir cette question.

2. Le deuxième point que je désire aborder brièvement n'est pas sans liaison avec le premier. En effet, la coopération entre les ONG et les Commissions nationales pour l'UNESCO peut être l'une des modalités selon lesquelles le souhait exprimé par la Conférence générale en vue de l'extension géographique peut se réaliser. A cet égard, je crois utile de rappeler les termes de la recommandation adoptée à l'unanimité par la 7ème conférence régionale des commissions nationales pour l'UNESCO de la région de l'Europe (Helsinki, avril 1977) :

« La *7ème Conférence régionale des Commissions nationales pour l'Unesco de la région de l'Europe :*

— Consciente de *la nécessité d'associer le plus étroitement possible les milieux intéressés à l'élaboration et à la mise en œuvre des orientations et programmes de l'UNESCO;*

— Reconnaissant à cet *égard la contribution des organisations non gouvernementales représentatives de l'opinion publique nationale et internationale;*

— Prenant *note avec satisfaction de la volonté exprimée par ls Comité permanent des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'UNESCO de favoriser la coopération entre les Commissions nationales et les organisations non gouvernementales;*

— Invite *les Commissions nationales à resserrer leurs liens de coopération avec les organisations non gouvernementales, notamment :*

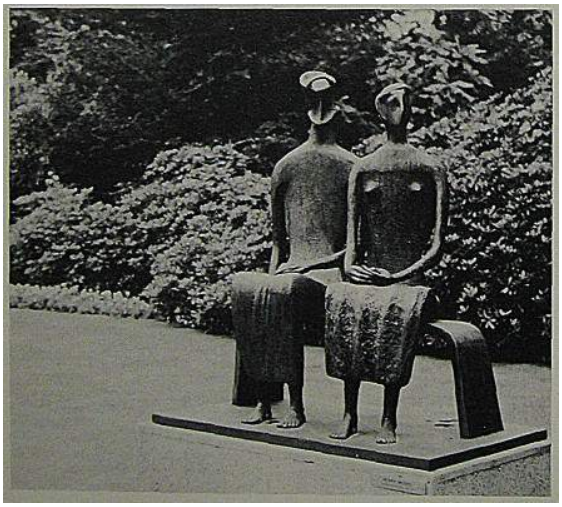
— par *le développement d'une meilleure information réciproque;*

LE SENS COOPERATIF DES SUBVENTIONS ACCORDEES AUX ONG

* Mes *collègues et moi considérons que les subventions ne sont pas accordées pour ' faire plaisir » à telle ou telle ONG mais parce qu'il est du devoir de la communauté internationele d'apporter son concours le plus large aux ONG, pour leur permettre de s'acquitter dans les meilleures conditions possibles de leur tâche ".*

A.M. *M'Bow, Directeur Général de l'*Unesco
le 22 novembre 1977

I.N.B.E.L.



DEUX DES * SEPT MERVEILLES DE BELGIQUE » : Photo de gauche, à Namur, le - Trésor du prieuré d'Oignies ». Les œuvres les plus importanles sont de la Huy. dans l'église Saint-Barthélémy, une cuve en laiton, chef-d'œuvre de ta fonderie mosane du moyen âge.

- *en les associant autant que possible à leurs délibérations, ainsi qu'aux programmes qu'elles entreprennent;*
- *en leur permettant de prendre pan, au plan national, à l'élaboration des propositions transmises au Directeur général de l'UNESCO en vue du programme à court et à moyen terme'de l'organisation;*
- en *donnant la possibilité aux organisations non gouvernementales qualifiées, par la conclusion de contrats notamment, de prendre part à l'exécution de certains aspects du programme de l'UNESCO ".*

Le Comité permanent des ONG, lors de sa troisième réunion d'avril 1978, a regretté que le projet de Charte des Commissions nationales pour l'UNESCO, qui a été soumis pour avis à la 104e session du Conseil exécutif, et qui sera présenté pour approbation lors de la 20e session de la Conférence générale, ne sort pas plus explicite en ce qui concerne précisément les perspectives de coopération entre les ONG et les commissions nationales. Afin de remédier à cette carence, j'ai été chargé par le Comité d'entreprendre une consultation à ce sujet et de communiquer un avis circonstancié au Directeur général. Ainsi que l'a rappelé M. Amadou Mahtar M'Bow dans son exposé d'ouverture de la 16e Conférence des ONG,

- l'UNESCO, qui a vocation à s'occuper d'éducation, de science, de culture et d'information, ne peut s'acquitter de sa mission que par une collaboration étroite avec tes milieux intellectuels, scientifiques, artistiques du monde en-

Il ne fait pas de doute que pour promouvoir ses idéaux, l'UNESCO a besoin, non seulement du plein concours des Etats, mais aussi des moyens de communiquer avec les peuples eux-mêmes, que le rayonnement et les activités des organisations volontaires peuvent lui procurer.

En prolongeant les ramifications du dispositif instrumental des Etats et des administrations, les OING permettent en effet à l'Organisation de devenir une véritable UNESCO des peuples et des personnes.

Comme l'a souvent rappelé l'Union des Associations internationales, on ne peut imaginer de nos jours un ordre mondial des Etats et des peuples qui n'engloberait pas dans son système la société ouverte et diversifiée des associations volontaires, sans but lucratif, différentes par leur nature des Etats. Instrument des gouvernements, l'UNESCO peut, grâce aux ONG, tendre vers une véritable universalité et ainsi devenir une organisation au service de tous les peuples pour que se réalise le développement, la justice et la paix entre les hommes.

«

Le Comité permanent élu par la 16e Conférence des ONG (Unesco) :

Président : *M. Georges Malempré*

Vice-Président : *Association internationale pour la lecture (représentée par Mademoiselle Elisabeth Boucherant)*
Fédération mondiale des Travailleurs scientifiques (représentée par M. Guy Bernet)

Rapporteurs : *Fédération internationale des Universités catholiques (représentée par Madame O. Moreau)*
Fédération mondiale des associations pour les Nations-Unies (représentée par M. Jon Alexander).

Trésorier : *Fédération internationale pour l'économie familiale (représentée par Madame Odette Goncet).*

Membres : *Alliance internationale des femmes*
Amnesty International
Centre international du film pour l'enfance et la Jeunesse
Congrès juif mondial
Conseil international des femmes
Conseil international des Unions scientifiques
Conseil international du Cinéma et de la Télévision
Ligue internationale de femmes pour la Paix et la Liberté
Association catholique pour la radio et la télévision
Union mondiale des femmes rurales.

L'allocution de M. Amadou-Mahtar M'Bow Directeur général de l'Unesco

à l'ouverture de la seizième Conférence des ONG

C'est pour moi un 1res grand plaisir que de prendre la parole à la séance d'ouverture de la seizième session de votre Conférence et je remercie très sincèrement votre président, M. Georges Malempré de l'aimable invitation qu'il m'a adressée, comme des paroles très aimables qu'il vient de prononcer, A cette occasion, je suis heureux de renouveler mes félicitations à une organisation non gouvernementale dont les efforts ont été couronnés cette année par le Prix Nobel de la Paix; Je veux parler d'Amnesty International, animée par un ancien membre du Secrétariat de l'Unesco, et même ancien président de son Association du personnel, M. Martin Ennals. Je tiens aussi à remercier une (ois de plus les organisations non gouvernementales pour le concours constant qu'elles ont apporté à l'Organisation, et pour leur participation à la dernière session de la Conférence générale. Soixante-huit organisations étaient en effet, représentées à la dix-neuvième session de la Conférence générale; parmi les observateurs de ces organisations, huit ont pris la parole en séance plénière et une vingtaine dans les commissions du programme. Les organisations non gouvernementales collaborent ainsi à l'effort de réflexion qui marque l'élaboration du Projet de programme et de budget; elles participent à la discussion de ces propositions par la Conférence générale, et enfin contribuent à la mise en œuvre des activités qu'elle a décidées.

** Voir aussi Assoc, Transnationales No ' 12, p, 525. La consultation des ONG è l'UNESCO.*

L'importance et la nature du concours ONG

Lorsqu'elle a examiné, lors de sa dernière session, le rapport sexennal du Conseil exécutif sur le concours apporté à l'action de l'Unesco par 220 organisations non gouvernementales de catégorie A et B, la Conférence a souligné. en adoptant la résolution 7.33, l'importance qu'elle attache au concours de ces organisations, et exprimé sa satisfaction de la contribution que. dans leur ensemble, les organisations non gouvernementales de catégorie A et B ont apportée aux activités de l'Unesco. La Conférence générale a réaffirmé que la collaboration avec les ONG constituait un élément essentiel de l'élaboration comme de l'exécution du programme. Elle a souligné l'importance des subventions et des contrats parmi les formes de collaboration entre l'Unesco et les organisations non gouvernementales, et vous savez qu'elle a décidé que si les subventions doivent faire l'objet d'un examen attentif et individuel, à la lumière des directives qui régissent leur attribution, leur montant global ne devait pas diminuer par rapport aux exercices précédents. Lors de l'élaboration du Programme et budget pour 1977-1978 mon souci a donc été de veiller à ce que la subvention que nous versons à certaines organisations non gouvernementales ne se trouve réduite en aucun cas, tout en tenant compte par ailleurs des directives de la Conférence générale, concernant la transformation éventuelle de certaines subventions en contrats. La Conférence générale m'a également prié d'examiner avec le Conseil exécutif les critères à appliquer dans l'octroi de subventions aux organisations non gouvernementales. J'entends aborder cette question que le Conseil étudiera à sa session de printemps, avec la volonté de la résoudre de la façon la plus positive. Mes collègues et moi considérons en effet que les subventions ne sont pas accordées pour « faire plaisir » à telle ou telle organisation non gouvernementale, mais parce qu'il est dû devoir de la communauté internationale d'apporter son concours le plus large aux organisations non gouvernementales, pour leur permettre de s'acquitter dans les meilleurs conditions possibles de leur tâche.

L'Unesco des peuples

M. Malempré rappelait tout à l'heure un passage de l'Acte constitutif de l' Unesco. J'affirme continuellement, pour ma part, qu'une institution intergouvernementale comme l'Unesco. qui a vocation de s'occuper d'éducation. de science, de culture et d'information, ne peut s'acquitter de sa mission que par une collaboration étroite avec les milieux intellectuels, scientifiques, artistiques du monde entier; lors de la fondation de l'Unesco, comme M. Malempré le signalait à l'instant, cette préoccupation a guidé les auteurs de notre Acte constitutif. Ces derniers comprenaient la nécessité, par-delà l'appareil intergouvernemental de l'Unesco, de toucher directement la communauté intellectuelle mondiale, se dirigeant ainsi vers cette Unesco des peuples que vous évoquez d'ailleurs dans un de vos documents. Les fondateurs de l'Unesco ont pensé réaliser cette Unesco des peuples de deux manières. Ils ont proposé d'in-

Photo: UNESCO/Dominique Roger

stituer au sein de chaque Etat membre, des commissions nationales composées non seulement de représentants officiels mais aussi de personnalités choisies en fonction de leurs compétences ou de leur intérêt pour les problèmes de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information. Ils ont estimé de plus que, par-delà l'action de ces commissions nationales, il fallait susciter et encourager la création d'organisations de professionnels, d'intellectuels, d'artistes, de scientifiques, etc. et établir des liens directs de coopération entre l'Unesco et ces organisations. C'est pourquoi nous attachons, et moi le premier, la plus grande importance à notre coopération avec les organisations non gouvernementales. Je voudrais maintenant aborder très franchement avec vous certains problèmes. Je crois que notre coopération s'est jusqu'ici développée sans difficultés réelles. Le nuage créé chez certains dirigeants d'organisations non gouvernementales par certains malentendus relatifs au problème des subventions se dissipe, et je vous assure que c'est à renforcer les moyens que nous mettons à votre disposition, et non pas à les diminuer que nous nous efforcerons.

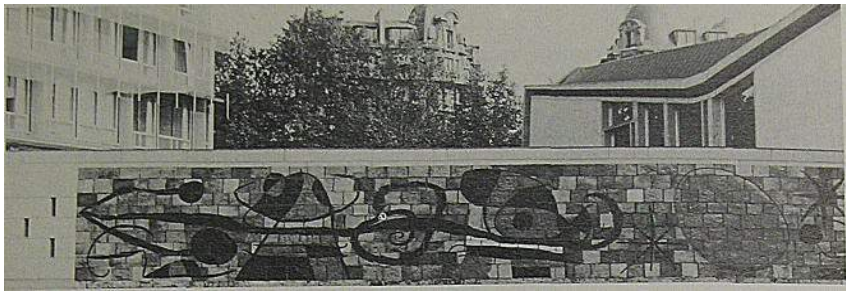
Le cas de l'Afrique du Sud

Deux problèmes ont fait à la Conférence générale l'objet de résolutions proposées par certains dirigeants et membres d'organisations non gouvernementales. Il s'agit d'abord de l'enquête demandée par la Conférence générale et le Conseil exécutif sur les organisations non gouvernementales qui seraient associées au système de l'apartheid institué en Afrique du Sud.

Les résultats de cette enquête n'ont conduit le Conseil exécutif à suspendre l'aide ou la coopération envers aucune organisation non gouvernementale qui ait clairement répondu aux questions qui avaient été posées. J'ajouterai, qu'avant d'être Directeur général, j'ai défendu la cause d'une organisation internationale non gouvernementale qui avait des branches en Afrique du Sud et à rencontre de laquelle on avait voulu prendre des sanctions. J'ai estimé que cela aurait été une grave erreur, dans la mesure où l'organisation en question, l'Association internationale des universités, non seulement n'avait pas partie liée au système de l'apartheid mais comprenait en son sein une université qui avait eu le courage d'apposer une plaque déclarant qu'elle considérait que sa liberté lui avait été confisquée le jour où on lui avait imposé l'apartheid dans le recrutement de ses étudiants. J'ai déclaré que de telles initiatives devaient être encouragées et non pas découragées, et que si on sanctionnait une organisation non gouvernementale qui inclut parmi ses membres des institutions de cette nature, on obtiendrait un résultat opposé à celui que l'on prétendait rechercher. Le Conseil exécutif a été sensible à nos arguments et a estimé que ['Organisations en question avait satisfait aux exigences de la Conférence générale et du Conseil exécutif. Le problème de l'apartheid est l'un des plus dramatiques de ceux auxquels nous sommes confrontés à l'heure actuelle. Ce n'est pas le seul; on aurait pu évoquer également les problèmes posés par les droits de l'homme; nous avons un rôle à jouer dans ce domaine, et essayons d'agir dans de nombreux pays. Le problème de l'apartheid n'est d'ailleurs pas pour nous séparé du problème du respect des droits de l'homme — pour tous les hommes, pour toutes les femmes, pour tous les peuples; qu'il soit exercé par des Noirs contre des Blancs, ou par des Blancs contre des Noirs ou des Jaunes, il paraît également abominable. L'Unesco ne peut manquer d'être préoccupée par ces questions, et c'est pourquoi la Conférence générale avait estimé qu'il fallait s'assurer que les organisations non gouvernementales qui coopèrent avec l'Unesco ne sont mêlées aucunement au problème de l'apartheid et ne l'encouragent pas par leur action. C'est, vous en serez certainement d'accord, une préoccupation légitime, comme est légitime, je le répète, notre souci de veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés partout dans le monde.

Le cas de Formose

Un autre problème a également suscité certaines difficultés : c'est le problème des relations de certaines organisations non gouvernementales avec Formose. Certaines organisations ont dit : « Nous sommes indépendantes, nous ne nous occupons pas des gouvernements, et en conséquence nous n'avons pas à déférer à la demande qui nous est adressée par la Conférence générale de rompre avec telle ou telle organisation, têt ou tel individu se trouvant à Formose ». Je dois, en toute franchise, vous dire que j'ai eu moi-même, dès les premières semaines qui ont suivi mon élection, de longues conversations sur cette question avec les autorités de la Chine populaire. Au cours d'une visite officielle rendue à Pékin en janvier 1975, j'ai



évoqué ce problème avec les autorités chinoises et je continue d'ailleurs à le faire. Il convient, là aussi, d'examiner la question de façon objective et positive. Je peux dire ici, sans violer le secret de mes discussions avec des Etats membres, que la Chine populaire a eu, à l'égard de cette question, une attitude extrêmement patiente, et n'a pas voulu, tout au moins jusqu'ici, que cela puisse entraîner des tensions au sein de l'Organisation, ou entre elle et les organisations non gouvernementales. Mais je ne vous cache pas que tout autre Etat, placé dans la même situation que la République populaire de Chine aurait réagi exactement de la même façon. Il faut le dire franchement : quel pays accepterait, lorsque se posent des questions touchant à sa souveraineté politique, que l'on puisse, je ne dis pas vouloir mettre, mais paraître mettre en cause cette souveraineté par le biais de la pratique de certaines organisations non gouvernementales ?

Je pourrais citer l'exemple de nombreux pays, dans lesquels existent des mouvements autonomistes. Aucun gouvernement dans aucun de ces Etats n'admettrait une ambiguïté quelconque uuant à sa souveraineté, dans ses relations avec des organisations non gouvernementales qui auraient des attaches avec une fraction autonomiste ou avec une portion du territoire national qui revendiquerait son autonomie. Je pense donc que les Chinois ont fait preuve de patience, et continuent à le faire chaque fois que le problème est posé au Conseil exécutif. Lors de la dernière session du Conseil exécutif par exemple, au cours des entretiens qui ont eu lieu soit à l'initiative de la délégation chinoise, soit à mon initiative personnelle, j'ai toujours obtenu uue les Chinois acceptent que cette question ne soit pas traitée d'une manière qui puisse conduire à des tensions au sein de l'Organisation, Je voudrais donc demander aux organisations non gouvernementales d'avoir une attitude également positive, et de chercher à définir — je suis prêt à le faire avec elles — des solutions qui, sans mettre en cause des principes auxquels les organisations non gouvernementales sont attachées, préservent pleinement le caractère fondamentalement intergouvernemental de l'Unesco.

• Réfléchissons donc en commun pour définir des solutions positives; je suis prêt à le faire, comme à discuter avec les organisations intéressées, mais évidemment à condition que le désir d'aboutir existe. J'ai d'ailleurs favorisé parfois des contacts directs entre certaines organisations non gouvernementales et des représentants de la République populaire de Chine, pour rechercher une solution réellement acceptable et pour éliminer définitivement des éléments de tension, à mon avis artificiels, mais qui risquent néanmoins de créer des "difficultés qui seraient dérisoires comparées à la tâche fondamentale à laquelle doivent s'atteler et les organisations intergouvernementales, et les organisations non gouvernementales.

L'extension géographique des ONG

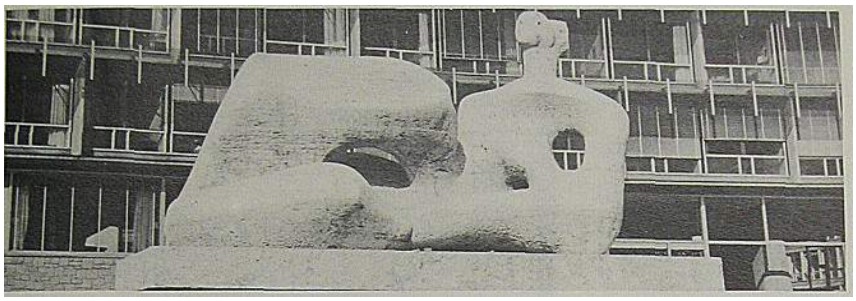
Ce sont ces tâches que je voudrais maintenant évoquer. Un autre problème a été posé, en effet, par la Conférence générale : celui de l'extension géographique des organisation non gouvernementales. La aussi nous avons hérité d'une situation historique; ceux qui pensent pouvoir du jour au lendemain supprimer les contraintes de l'histoire, se trompent sans doute un peu. Non pas que l'on ne puisse parfois, à force de volonté et de ténacité, transformer une situation donnée mais il faut tenir compte des contraintes historiques.

Toutes vos organisations sont nées en Europe ou en Amérique du Nord, Pourquoi ? Parce que, du fait de l'histoire, le savoir se trouve concentré dans vos régions, comme la puissance économique et la puissante politiuue. Je ne fais que constater cette réalité historique. Je pense cependant, comme l'a déclaré *M.* Malempré tout à l'heure, qu'il faut que le monde s'engage dans une voie nouvelle qui soit une voie réelle de solidarité entre les différents peuples. Nul mieux que les ONG ne peut jouer un rôle plus positif dans le renforcement de cette solidarité entre les différents peuples. Vous êtes des organisations désintéressées, vous luttez pour le progrès et la diffusion du savoir, pour une coopération et une entente plus grandes entre les membres de vos différentes organisations. Par là même vous défendez les intérêts de vos adhérents — ce qui est légitime. En faisant largement place, au sein de vos organisations, aux spécialistes venus de tous les horizons du Tiers Monde, nul mieux que vous n'est donc aussi bien placé pour jouer un rôle positif, dans le renforcement de la coopération internationale.

La solidarité mondiale

Ceci m'amène tout naturellement à évoquer la question du nouvel ordre économique international. Nous avons envisagé sous deux aspects le rôle que l'Unesco peut jouer dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Nous avons tout d'abord admis qu'un nouvel ordre économique international ne pourra s'instaurer que s'il est assumé consciemment par les peuples eux-mêmes, et non pas seulement par les gouvernements. Tant que les peuples n'auront pas pris conscience, en effet, de la nécessité d'instaurer ce nouvel ordre économique international, les gouvernements ne pourront pas aller très loin dans cette voie. Mais les peuples ne peuvent susciter la volonté d'agir des gouvernements sans connaître eux-mêmes la nature et les implications de ce nouvel ordre économique international. D'où l'importance

Photo : UNESCO / Di San Marzano, La statue de Moore, « Silhouette au repos» . devant le secretariat de l'UNESCO



de la réflexion sur ce nouvel ordre économique international, sur sa nature et ses implications.

Il convient d'écarter de l'esprit du public l'idée selon laquelle le nouvel ordre économique international consisterait à enlever à ceux qui ont le plus pour donner à ceux qui ont le moins. Cette conception des choses est absolument erronée. Au contraire, le nouvel ordre économique international, tout en renforçant les possibilités de ceux qui sont les pous avantagés, permettra aux autres de vivre aussi. Nous sommes dans une ère d'interdépendance de fait entre les peuples et les nations; aujourd'hui, aucun pays, quel qu'il soit, ne peut prétendre à l'autarcie sur le plan économique. La question qui se pose alors est de savoir si les gouvernements et les peuples ne peuvent pas déterminer les moyens par lesquels ils pourraient assumer collectivement le progrès de l'ensemble des peuples de cette terre, qui rétrécit de plus en plus. Que l'on soit Européen, de Paris, d'Oslo ou de Leningrad, que l'on vienne du Colorado, ou de la brousse africaine, notre sort à tous est désormais lié. Si, un jour, une guerre éclate, aucun gouvernement ne résistera à employer quelque arme que ce soit quand il se sentira acculé et quand il pensera que le seul moyen de survie pour lui et son peuple est d'utiliser les armes les plus perfectionnées dont il dispose. La guerre sera donc nucléaire.

Or, le jour où une guerre nucléaire sera déclenchée, peut-être ne verrons nous pas la fin de l'espèce humaine, mais nous connaîtrons une régression certaine, qui ne touchera pas seulement les peuples chez lesquels se trouve concentré le potentiel scientifique et technologique, mais tous les autres. Les pays où se trouve concentré le potentiel scientifique et technologique seront détruits les premiers, c'est tout à fait probable. Mais cette destruction affectera aussi, forcément, les peuples qui se trouvent hors de cette zone. Le sort de l'Européen, celui du Pygmée de la forêt équatoriale ou du berger de mon Sahel africain sont liés, parce que le Pygmée de la forêt équatoriale comme le berger du Sahel africain aspirent à ce que les moyens modernes de la science et de la technique servent son propre progrès; le jour où ce potentiel sera détruit, il le sera pour les peuples qui le détiennent actuellement, mais il le sera également pour les peuples qui aspirent à l'utiliser pour pouvoir progresser eux-mêmes. Ce qui est encore plus grave, c'est que les effets des radiations — les mutations que pourrait déclencher l'utilisation massive d'armes nucléaires — auraient également des effets sur l'espèce humaine partout où elle se trouve. ici à Paris même, ou bien parmi les aborigènes du désert d'Australie, Nous devons donc contribuer, à l'Unesco, à la réflexion sur les problèmes du nouvel ordre économique international, et à la compréhension générale de la nature et des implications de cette question, afin que les peuples puissent l'assumer volontairement eux-mêmes, et que ce nouvel ordre devienne une réalité.

Il y a développement et développement

L'Unesco a par ailleurs un rôle spécifique à jouer dans les domaines de sa compétence, éducation, science, culture et communication. Si le nouvel ordre économique international ouvre à tous les peuples de nouvelles possibilités de développement matériel, il importe de réfléchir sur la nature même du développement, de chercher à saisir si développement est simplement synonyme de croissance économique, ou bien s'il n'implique pas autre chose. Il faut envisager les buts du développement : s'agit-il d'une croissance économique n'ayant pour objet que sa propre finalité, sans prendre en considération les besoins multiples de l'homme, de la femme, de l'espèce humaine en tant que telle ? Une telle croissance économique est-elle conforme aux aspirations actuelles des peuples du monde ? C'est une question complexe; elle nous conduit à réfléchir aux effets d'une croissance non maîtrisée, d'une croissance orientée vers des fins qui ne tiennent pas toujours compte de la nature spécifique des besoins humains d'une croissance qui ignore les contraintes nouvelles qu'elle crée, lesquelles ont des conséquences extrêmement graves sur les individus comme sur les sociétés, surtout dans les pays les plus développés. N'avons-nous pas sous les yeux, le cas des grandes agglomérations humaines ? La paralysie de New York par exemple : y réfléchit-on assez ? Je ne ferai que rappeler les problèmes de la circulation automobile, des tensions, de la violence. On n'étudie pas assez la violence. N'est-elle pas causée par certains aspects de la société contemporaine, par les conditions dans lesquelles on vit aujourd'hui ? L'éducation n'est-elle pas également respon-, sable ? Quelle est la part de responsabilité des messages que l'on diffuse ?

Les exemples que l'on propose à la jeunesse n'ont-ils pas une influence négative ? Il faut y réfléchir. Le nouvel ordre économique international suppose donc que l'on réfléchisse aux problèmes du développement, au sens même du développement, à sa finalité et à ses conséquences sur la vie des individus comme sur la vie des sociétés et des collectivités quelles qu'elles soient, et où qu'elles soient. C'est pourquoi nous lions à la question du nouvel ordre économique international, les problèmes de l'éducation et ceux de la culture. Mes voyages me convainquent chaque jour davantage qu'il y a une aspiration de tous les peuples à sauvegarder leur identité culturelle, une aspiration à préserver certains aspects de leur spiritualité. Souvent négligés, les aspects spirituels, resurqissent quelles que soient les

croyances et les idéologies dont on se réclame. De même, les peuples sont attachés à certaines valeurs sociales, certaines valeurs humaines qui sont à la base de leur identité culturelle propre.

Les problèmes de la communication

L'Unesco doit réfléchir à ces questions; elle doit réfléchir à la façon dont la science et la technologie peuvent être utilisées pour assurer le progrès de tous les peuples et aux conditions qu'il faut remplir à cet égard, comme elle doit réfléchir au problème de la communication. La question de la communication a été longuement débattue lors de la dernière session de la Conférence générale de l'Unesco et j'ai été amené, en raison de l'importance que revêt ce problème dans la vie internationale et de la préoccupation des gouvernements comme des spécialistes, à nommer une commission qui va étudier les problèmes de la communication dans le monde contemporain. Cette commission, j'ai demandé à M. Sean McBride d'en être le président. Composée de 16 membres de différentes régions du monde, appartenant à des idéologies et systèmes politiques différents, elle a pour mandat d'étudier le rôle que la communication peut jouer du point de vue de la coopération internationale et également du point de vue du progrès de l'éducation, de la science et de la culture, sans éluder pour autant les problèmes spécifiques de l'information et de sa libre circulation considérés dans leur ensemble. C'est bien entendu dans une liberté totale d'appréciation que la commission aura à tirer ses conclusions. Si je me reserve de présenter à la Conférence générale de l'Unesco mes propres réflexions et recommandations sur les travaux de la commission, j'estime en effet que ses membres doivent travailler librement. Si l'accord ne se faisait pas en son sein, il appartiendrait aux membres de la commission d'identifier les points sur lesquels ils sont d'accord et ceux sur lesquels ils ne le sont pas et de dire les raisons de telles divergences d'opinion; ce qui donnerait du moins, une base de réflexion à la communauté mondiale et permettrait également de susciter de nouvelles recherches dans certains domaines.

La coopération internationale suppose l'accord le plus large, car nous sommes dans un monde où personne ne peut imposer sa volonté à autrui. En conséquence, si l'on veut que la coopération internationale se développe de façon positive, il faut accepter le dialogue et la discussion. Dialoguer n'implique nullement une similitude de vues a priori : on peut être en désaccord total, mais chacun exprimera son point de vue et la discussion permettra éventuellement de dégager des points de convergence pour aboutir à ce que j'appelle le consensus le plus large, en vue de permettre une action. Cette recherche du consensus est une préoccupation fondamentale et j'espère que les organisations non gouvernementales apporteront leur coopération à cette entreprise; j'ai en effet demandé à la commission de prendre contact avec les ONG et de demander à des spécialistes de fournir des études ou d'élucider un certain nombre de questions dont la commission pourrait se saisir et à partir desquelles elle pourrait élaborer elle-même ses propres synthèses.

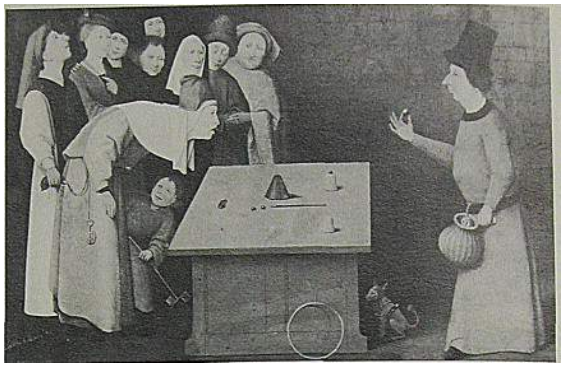


Photo ; INBEL — Jérôme Bosch (Heironymus Van Aken) : L'escamoteur.

L'universalité des ONG

En ce qui concerne l'extension géographique, je peux déjà vous dire que la Conférence générale m'a demandé une étude qui sera entreprise prochainement, A cet égard, je souhaiterais, Monsieur le Président, que votre nouveau Comité constitue avec nous un ,groupe de travail en vue d'examiner les moyens par lesquels on pourrait contribuer à l'implantation des organisations non gouvernementales dans toutes les parties du monde, afin d'aboutir à l'universalité la plus grande des organisations non gouvernementales elles-mêmes. Je sais les efforts que beaucoup d'entre vous ont déployés, les difficultés aussi que vous avez rencontrées et il m'est arrivé d'intervenir au niveau le plus élevé dans certains pays pour qu'on aide les organisations non gouvernementales qui veulent s'y implanter. Le Secrétariat continuera de réfléchir avec vous sur les moyens par lesquels nous pourrions vous apporter notre contribution soit à partir du Siège, soit à partir de nos organismes régionaux. Autant de perspectives d'une coopération réelle et étroite.

Science et technologie

Reste maintenant le problème de la science et de la technologie. J'en ai parlé tout à l'heure, parce que la science et la technologie jouent un rôle fondamental dans le développement des différentes nations; j'ai toujours dit que si les pays en développement veulent assurer leur développement matériel, il est important pour eux qu'ils maîtrisent la science et la technique. Or, l'aventure de la science est une aventure difficile et de longue haleinè. Je ne cesse de dire qu'on ne transfert pas la science clés en main, comme on construit une usine. Si on veut vraiment créer les bases d'un développement il faut créer les bases d'un développement scientifique et on ne le peut qu'en agissant d'abord au niveau de l'éducation. Les disciplines scientifiques sont parfois négligées dans certains pays; or, comment développer la science sans spécialistes, la technologie sans ingénieurs, sans contremaîtres, sans cadres moyens, sans ouvriers qualifiés formés de 'la façon la plus adéquate ? C'est donc tout le système d'éducation qui doit agir pour faciliter l'implantation de la science et de la technique.

Mais dans beaucoup de pays il n'y a pas d'environnement scientifique moderne; seulement des traditions techniques, fruits d'un pragmatisme quotidien. J'évoque parfois mon expérience personnelle, quand je dis que je faisais de ta chimie sans le savoir. Pourquoi ? Parce que j'habitais dans une société où nos parents étaient obligés de fabriquer eux-mêmes leur savon, et

avant d'aller à l'école, je fabriquais du savon. Je sais également comment on fabriquait un certain nombre de colorants, à partir d'ailleurs de produits naturels. Il y a donc des efforts extrêmement importants à faire pour créer les bases d'un développement scientifique et technologique. Là aussi la coopération internationale est indispensable.

En lait le problème de la science et de la technologie se pose partout et pas seulement dans les pays développés. Pour moi tous les pays sont en développement. Car, le progrès étant infini, il n'y a pas de pays qui ne soit en développement. Aussi faut-il envisager les problèmes de la science et de la technique non pas en fonction des seuls pays dits en développement, mais en fonction des pays développés eux-mêmes. Il faudrait réfléchir en effet à la nature de la science et de la technique, au rôle et à l'impact de la scienet de la technique dans des conditions et sur la société, et en même temps envisager l'utilisation de la science et de la techniuue dans des conditions telles qu'elles servent le progrès de tous les peuples du monde.

Pour définir ce que pourrait faire l'Unesco dans ce domaine, j'ai également l'intention de constituer une commission qui étudierait les problèmes de la science et de la technique dans le monde contemporain. A ce projet seraient aussi associées les organisations non gouvernementales.

La Conférence des Nations Unies de 1979 sur la science et fa technologie, conférence mondiale intergouvemementale, peut ouvrir ou non la voie à des progrès considérables. Si la conférence aboutissait à une confrontation de diplomates, à des discours et non pas à une réflexion véritable sur les problèmes de la science et de la technique dans le monde contemporain et sur l'utilisation de la science et de la technique pour le progrès de tous les peuples, elle n'aurait pas atteint le but fixé. Pour contribuer avec les Etats membres à la préparation de cette conférence, j'ai créé une unité spéciale, dont j'ai confié la direction à M. Harada, de l'Université de Tokyo. M. Harada étudie cette question avec les bureaux régionaux et avec nos collègues du Secrétariat, sous la responsabilité du sous-directeur général pour la science et la technologie, et s'attache à organiser une coopération qui devrait dépasser le cadre gouvernemental. Je pense que les organisations non gouvernementales doivent être pleinement associées à la préparation de cette conférence pour apporter la vision que les scientifiques ont eux-mêmes des problèmes de la science et de la technique dans le monde contemporain et des modalités par lesquelles fa science et la technique pourraient servir te progrès de tous. J'ajoute que lorsque je parle de science et de technique, il s'agit aussi bien de sciences exactes et naturelles que de sciences sociales et humaines.

En conclusion

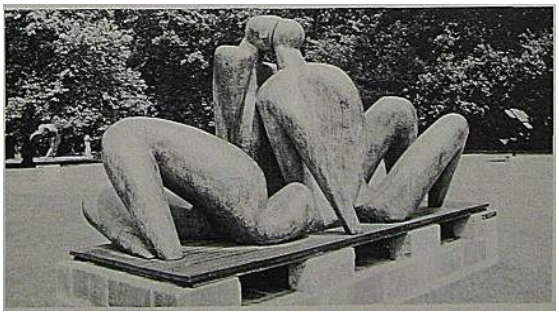
Voilà Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire. Je me suis quelque peu étendu sur ces questions, mais j'ai pensé qu'il fallait que je parle très franchement, comme j'ai l'habitude de le faire avec vous. En conclusion je voudrais simplement vous dire que, soucieux de renforcer le plus possible la coopération avec toutes les organisations non gouvernementales, je serai heureux d'examiner et de prendre en considération toutes les propositions que vous pourriez me faire en ce sens. Je pense que vous devez être impliqués dans toutes les grandes actions qui visent au progrès du monde actuel, que ce soit le progrès des pays dits développés, que ce soit le progrès des pays en développement. Je suis prêt à vous apporter tout mon concours dans la limite des compétences de l'Unesco et des décisions de la Conférence générale, pour que vous puissiez atteindre cet objectif, au moment où précisément, le Secrétariat élabore le programme et le budget de l'Organisation. Cette entreprise — je ne vous le cache pas — pose un problème fondamental : celui du renouvellement des modalités d'action de l'Organisation. Ne devrions-nous pas imaginer d'autres modalités qui permettraient de donner à l'action de l'Organisation une plus grande efficacité, pour mieux atteindre ses objectifs? Je suis prêt à examiner avec vous tout problème, quel qu'il soit. M. Najman, sous-directeur général chargé des relations avec les organisations non gouvernementales. est prêt également à étudier avec vous tous les moyens par lesuuels nous pourrions améliorer cette coopération pour que les organisations non gouvernementales puissent jouer le rôle fondamental uui leur revient.

Les droits de l'homme

Permettez-moi, avant de conclure, quelques considérations sur la question des droits de l'homme. Dans ce domaine qui la préoccupe hautement, l'Organisation agit de deux manières. D'abord, en intercédant auprès des gouvernements; ce type d'action, pour être efficace, ne peut, la plupart du temps, être rendu public. L'expérience a en effet montré que nous pouvons obtenir des résultats auprès de certains gouvernements, à condition que les interventions demeurent confidentielles. D'autre part, il existe une procédure officielle que l'Organisation utilise en matière de violation des droits de l'homme. Cette procédure relève du Conseil exécutif, qui est en train d'en étudier à nouveau les modalités et qui a examiné plusieurs cas lors de sa dernière session. C'est un fait singulier, ignoré de la plupart. Ici à l'Unesco, les représentants des gouvernements sont appelés à discuter avec les membres du Comité sur les violations concernant telle ou telle personne se trouvant, dans tel ou tel pays. Bien entendu. l'Unesco ne peut pas être un tribunal, mais c'est en essayant de servir de médiateur entre les Etats, en essayant de les amener à adopter une attitude plus conforme aux exigences de la Déclaration universelle des droits de l'homme ou en tout cas aux résolutions de la Conférence générale ou à l'Acte constitutif de l'Unesco que l'Organisation peut agir. Cette action non négligeable sera poursuivie avec la discrétion qui est — je le répète — la condition de son efficacité.

(1) Les sous-titres encadrés sont de la rédaction de l'UAI.

Photo INBEL :
Grand couple, cuivre de Jean-Pierre Ghysels, dans le parc de Middelheim, Anvers. Belgique.



La quatrième assemblée des représentants de la coopération au développement, avec les services de la CEE

Bruxelles, 13-15 février 1978

Foncièrement soucieux de la participation des ONG à l'organisation internationale tant régionale qu'universelle ou spécialisée c'est bien volontiers que nous versons à notre dossier ouvert aux relations entre les ONG et la Communauté économique européenne le compte-rendu des résultats de la quatrième assemblés des représentants ONG s'occupant de la coopération au développement, avec les services de la Commission (Bruxelles. 73-75 février 1978), suivi d'extraits en version française du rapport d'activité du Comité de liaison pour 1977, que nous avons déjà publié intégralement en version anglaise sous la signature de son président le Dr Thom Kerstiën (1), enfin des résultats de la réunion du Comité du 7 mars 1978.

Les résultats de l'assemblée 1978

Introduction

1. Comme tes années précédentes, la quatrième Assemblée annuelle ONG(1) a réuni des représentants ONG. invités à titre personnel en raison de leur expérience, et compte tenu de l'équilibre nécessaire entre les neuf Etats membres de la Communauté et entre diverses disciplines ONG. Le nombre des participants demeure limité à une cinquantaine pour des raisons d'efficacité.
Grâce à la notation appliquée entre les participants potentiels, près de la moitié des représentants participaient pour la première fois à une telle rencontre. L'Assemblée était organisée par les directions générales du développement (VIII) et de l'information (X) en collaboration avec le comité de liaison ONG, et en liaison avec les services des directions générales des relations extérieures (2), des Budgets (XIX) et du contrôle financier (XX).
2. Dès l'ouverture de la réunion, le !e président du comité de liaison ONG, M. Thom Kerstiëns, a fait rapport à l'Assemblée sur les activités du comité dans le cadre des cinq réunions qu'il a tenues en 1977. En rappelant notamment l'intérêt des ONG pour une coopération avec la Communauté européenne, il a d'emblée souligné leurs préoccupations actuelles à cet égard(3).
3. De son côté le porte-parole de la Commission, M. Maurice Foley, a indiqué que la coopération de la Commission avec les ONG pourra s'effectuer en 1978 sur des bases consolidées pour diverses raisons, grâce à l'expérience très positive des deux années précédentes : le Conseil des Communautés vient d'approuver formellement — lors de sa session de novembre 1977 — les orientations et critères de base à la coopération avec les ONG. Par ailleurs, grâce à l'appui constant du Parlement européen, des novations importantes sont apportées au système de coopération, et le montant des crédits disponibles à cet effet a été augmenté de manière considérable. M. Foley souligne que la coopération avec les ONG est susceptible de prendre une signification particulière en 1978 dans la perspective des grands événements au sein de la Communauté : notamment les négociations pour le renouvellement de la Convention de Lomé et la préparation des élections du Parlement européen.
4. Les représentants ONG ont saisi l'occasion de cette Assemblée pour se réunir entre eux.
5. Les travaux de l'Assemblée se sont ensuite déroulés en séances plénières et en trois groupes de travail : cofinancements /volontaires; éducation de l'opinion au développement; aide alimentaire.
Les résultats sont résumés dans les chapitres suivants.

(1) Voir " Associations Transnationales " no 4, pp. 202-203,
(2) La première Assemblée a eu lieu a Bruxelles en juin 1975, la deuxième en janvier 1976, la troisième en janvier 1977.
(3) Voir rapport d'activité du comité de liaison ONG.

Les cofinancements et projets opérationnels sur le terrain

1. Nouvelles possibilités en 1978.
Les ONG ont pris connaissance avec satisfaction des perspectives nouvelles, notamment :

— accroissement de 300 % du crédit communautaire disponible pour les cofinancements avec les ONG en 1978 : celui-ci étant porté à 12 MUCE (contre 4 MUC en 1977)
— possibilité, pour la première fois, de cofinancer des projets ONG pluri-annuels, dont la réalisation s'étend sur maximum trois ans; la contribution maximale de la Communauté est de 300.000 UC pour un projet triennal. Dans ce contexte la Commission attire l'attention sur la mise à jour des orientations et conditions générales de cofinancement :
  ± un chapitre supplémentaire (XIV) est introduit concernant le système du cofinancement de projets pluriannuels;
  • le plafond des contributions communautaires pour les petits projets, payables en une seule fois, est porté à 40.000 UCE (au lieu de 30.000);

• un plancher minimal de contribution communautaire a été introduit et fixé à 10.000 UCE. Par ailleurs, la « Commission de contrôle » est remplacée par la " Cour des'Comptes» créée fin 1977 au sein de la Communauté. En outre, il est rappelé que, à partir de 1978, le budget communautaire est établi en unités de compte européennes (UCE au lieu de UC), dont la valeur est, dans les monnaies des Etats membres, publiée régulièrement dans les journaux officiels de la Communauté et des Etats membres.
2. Les cofinancements en 1977.
La Commission a indiqué que, en 1977, 113 projets ont été cofinances avec 43 ONG originaires des neuf Etats membres, dont 18 nouvelles ONG par rapport à 1976.
Les projets sont réalisables dans 44 pays en voie de développement, dont 14 bénéficient pour la première fois d'un cofinancement.
Pour 8 projets les ONG ont obtenu le plafond maximal de 100.000 UC, tandis que, pour 22 projets, une contribution de moins de 10.000 UC était demandée et accordée : à cet égard, la Commission estime qu'à l'avenir. Les ONG doivent supporter par leurs propres moyens les projets moins coûteux, afin de cofinancer avec la Communauté des projets de dimensions plus importantes.
D'autre part, dans six cas exceptionnels, la Commission a pu accorder une contribution dépassant les 50 % du coût total du projet.
Dans l'ensemble, les ONG et la Commission ont exprimé leur satisfaction sur le fonctionnement du système de cofinancement en 1977.
Un grand nombre de questions pratiques afférentes aux cofinancements ont fait l'objet des échanges de vues... Parmi celles-ci la question du financement de projets CMCF par les ONG a retenu l'attention générale...
Quant à la question plus générale du volontariat, celle-ci reste à l'étude, compte tenu de la complexité des problèmes posés, notamment en ce qui concerne les implications en la matière pour les politiques nationales des Etats membres et les changements intervenant dans l'offre et la demande.

L'éducation au développement de l'opinion européenne

1. Les travaux de l'Assemblée ont confirmé les résultats du séminaire particulier consacré aux * moyens et méthodes » d'éducation de l'opinion au développement, tenu il y a quelques mois tant en ce qui concerne les carences que les perspectives positives à cet égard.
La coopération ONG /Commission européenne en la matière répond à une nécessité et devrait porter essentiellement sur des actions d'éducation en profondeur de dimension européenne, laissant de côté les actions spécifiques à chacun, la propagande ou la pression politique. Pour la Communauté il va de soi que cette coopérative doit être compatible avec sa politique de développement qui n'exclut pas la possibilité d'une critique constructive de certains aspects de cette politique. L'opportunité de mener des actions à travers des organisations de jeunesse et d'enseignants mérite une mension spéciale, sans diminuer pour autant l'importance des actions visant les autres groupes d'intérêt et d'opinion.
2. En plus des possibilités de coopération précisées lors de ce séminaire, et au-delà de la coopération que les ONG obtiennent de la part de la division " information » (DG. X, M, Cros),

les représentants ONG ont manifesté leur intérêt pour les possibilités qu'offre le quota spécial de 100.000 UCE, pouvant être effectuées en 1978 à des actions spécifiques d'éducation au développement de l'opinion européenne. Il est convenu que les 100.000 UCE pourraient être affectées, à titre de première expérience, au cofinancement de deux ou trois actions dont des groupes d'ONG de différents Etats membres voudront prendre l'initiative et qui seront de nature à mettre en lumière la dimension communautaire dans les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, et ce dans le cadre de questions actuelles intéressant directement les producteurs et consommateurs, les travailleurs et entreprises dans la Communauté.

Dans cette optique deux proposition ONG concrètes ont d'ores et déjà trouvé un large écho au sein des participants à l'Assemblée :

— organisation d'un effort de réflexion et de recherche autour de la prochaine négociation, à partir de septembre 1978, pour le renouvellement de la Convention de Lomé ACP /CEE, dans la perspective d'une préparation du débat politique public qui s'engagera au moment des élections européennes (juin 1979?). Dans ce but un grand colloque européen de trois jours serait organisé, en septembre / octobre de cette année, suivi de « Jorums » nationaux tenus dans chacun des neuf Etats membres de la Communauté.
  L'Assemblée ONG du début 1979 dresserait le bilan et engagerait éventuellement une étape suivante.
— organisation d'un « salon européen «des moyens et matériels d'éducation au développement de l'opinion, réalisés par les ONG spécialisées. Cette manifestation devrait permettre aux ONG intéressées de mettre en commun leurs moyens et matériel dans le but de réaliser des économies, d'améliorer leur technique, et d'arriver peu à peu à ce que la dimension européenne à donner à l'information soit systématisée. Ce salon se tiendrait en novembre 1978 dans les bâtiments de la Commission à Bruxelles. Pour mener à bien ces opérations, les représentants ONG ont chargé le comité de liaison ONG d'un rôle moteur et coordonnateur : le comité pourra se faire assister de trois représentants ONG particulièrement qualifiés qui ont été désignés à cet effet.

(1) Voir composition du comité de liaison ONG — 1978 ~ en annexe VII ci-jointe.

3. La possibilité ultérieure du cofinancement de projets ONG d'éducation au développement au-delà de la phase expérimentale en 1978 a fait également l'objet d'un examen. A ce sujet un document de travail portant sur les renseignements concernant les ONG concernées, les projets d'éducation et les modalités de financement de ces projets, a fait l'objet des échanges de vues. Sur cette base, il est convenu que. dans le courant de l'année, le comité de liaison ONG et les services de la Commission élaboreront des critères, conditions et procédures de cofinancement plus concrètes.

4. Enfin, dans le cadre des possibilités envisagées lors du séminaire " Education " précité (juin 1977), celle visant à insérer des actions d'éducation de l'opinion européenne dans le cadre des projets ONG cofinancés sur le terrain a retenu particulièrement l'attention. Il s'agirait pour les ONG de prévoir un montant ne dépassant pas les 5 % de leur quote-part de 50 % d'un projet cofinancé, à utiliser pour une action d'éducation de l'opinion en Europe liée à ce projet, pour autant qu'il se prête à une telle action...

Aide alimentaire

Les travaux ont porté sur l'utilisation du quota de poudre de lait écrémé réservé aux ONG en 1976 (12.000 T), et exploité effectivement en 1977, ainsi que du quota prévu pour 1978 (20.000 T.)...

Il semble que le problème majeur en la matière reste la lourdeur des procédures au sein de la Communauté : à cet égard, la Commission européenne envisage d'introduire des propositions de simplification.

Le comité de liaison ONG

Les représentants ONG ont élu leur nouveau comité de liaison pour l'année 1978(1). A cette occasion, les représentants de la Commission ont souligné l'utilité de ce comité et l'esprit d'objectivité et de coopération des membres du comité en 1977. Afin d'admméliorer les possibilités d'action de ce comité, notamment pour assurer les liaisons et informations entre les ONG, la Commission a obtenu qu'il puisse bénéficier, pour la première fois en 1978. d'une subvention permettant de contribuer à couvrir les dépenses afférentes aux travaux de secrétariat et de coordination. Il a été précisé à cet égard qu'il ne s'agit évidemment pas d'introduire une quelconque cogestion des cofinancements, ni — au stade actuel — de créer un secrétariat ONG nouveau, ni d'institutionaliser ce comité : ces questions sont du ressort des ONG elles-mêmes.

L'année internationale de l'enfance (aie) 1979

En marge des travaux, les représentants ONG ont entendu des interventions des observateurs de ('UNICEF et de l'Union internationale de protection de l'enfance concernant les préparatifs de l'année internationale de l'enïance — 1979 — décidée par l'Assemblée des Nations-Unies (décembre 1976).

A cet effet un comité mondial a notamment été constitué. Le représentant de l'Union internationale a précisé qu'une dominante se dégage actuellement pour orienter les actions en 1979 entre autres vers l'aide des jeunes des régions menacées de desertification (un des thèmes = " Un arbre — un enfant ").

Les ONG européennes pourront largement contribuer à sensibiliser l'opinion dans la Communauté à ce sujet, et à agir sur le terrain.

Conclusion

1. Les travaux de cette Assemblée se sont déroulés d'une manière très soutenue et satisfaisante grâce à la bonne préparation entre le Comité de Maison et les services de la Commission et à la participation très dynamique des invités. Les résultats en seront communiqués à l'ensemble des ONG intéressées en relation avec la Communauté.

2. Les représentants ONG étant invités à participer à titre personnel, la question de la représentativité, voire du statut, des organisations en tant que telle a été posée. Cette question étant en premier lieu du ressort des ONG elles-mêmes, devra être approfondie par celles-ci.

3. L'évolution des relations avec les ONG durant l'année 1977 a été jugée très positive par les représentants ONG et par les services de la Commission tant en ce qui concerne les résultats obtenus que les perspectives de leur coopération en 1978 dans les différents domaines : cofinancements, éducation au développement de l'opinion européenne, aide alimentaire.

Du côté des services de la Commission un problème d'absorption des travaux de gestion impliqués a été constaté. Les représentants ONG ont exprimé l'espoir que la Communauté pourra mettre un minimum d'effectifs supplémentaires à la disposition de la coopération ONG /Communauté permettant de faire usage des possibilités nouvelles et accrues qui ont été offertes.

Il va de soi. dans ce contexte, que les perspectives nouvelles de coopération donnent une importance grandissante au rôle que le comité de liaison ONG pourra assumer à l'égard de la Communauté et de l'ensemble des ONG,

Rapport d'activité du comité de liaison pour 1977 *(Extraits)*

Comme l'année dernière, il n'est sans doute pas inutile que les ONG qui ont travillé en collaboration avec la Commission européenne reçoivent le compte rendu des activités du Comité au cours de l'année écoulée...

En 1977, les membres du Comité de liaison ONG étaient les suivants :

— M. Thom Kerstiëns (président) Pays-Bas
— M. Pierre Gilli (vice-président) Italie
— M. Philippe Farine France
— M. Ruy Dasilva France
— M. August Vanistendael Belgique
— M. Ulrich Koch Allemagne
— M. Brian McKeown Irlande
— M. Viggo Mollerup Danemark
— M. Brian Walker Royaume-Uni

On a veillé autant que possible à ce que tous les pays membres de la Communauté soient représentés.

L'assemblée générale des ONG avait autorisé le Comité à coopter un certain nombre de personnes à titre de consultants, vu l'attention particulière requise par deux secteurs.

Le Comité de liaison ONG a tenu 5 réunions en 1977.

Les comptes rendus de ces réunions ont été diffusés aux ONG conformément à la demande exprimée par l'assemblée générale en janvier 1977.

En raison de la pénurie de personnel à la Communauté européenne, c'est l'organisation du président, Cebemo, qui s'est chargée en 1977 de la diffusion des comptes rendus et d'autres questions administratives.

Le Comité de liaison estime qu'à l'avenir, des fonds devraient être mis à sa dispositon pour que ce problème puisse être réglé sans constituer une charge pour l'une ou l'autre ONG.

Des entretiens qu'il a eus avec certains responsables de la DG VIII, le président a retiré l'impression que le problème pourrait être résolu de manière satisfisante en 1978.

Il convient de souligner le caractère à la fois cordial et constructif des relations qui se sont créées entre les fonctionnaires de la Commission et le Comité...

Avec les développements rapides enregistrés dans le domaine du cofinancement — doublement l'an dernier, triplement en 1978 — et dans celui de l'aide alimentaire — 10.000 t en 1977 et 20.000 t en 1978 — un sérieux problème de personnel est en train de se créer dans la C.E., problème auquel le Comité de liaison devrait porter une attention croissante. Une résolution en ce sens de l'assemblée générale pourrait être utile, les problèmes de personnel risquant de compromettre l'ensemble des relations CE /ONG.

Il convient également de noter l'attitude favorable du Parlement européen et en particulier de sa commission du développement, présidée par Mme Flech (Luxembourg).

C'est en grande partie grâce aux initiatives du Parlement européen que le montant de l'aide financière en faveur du programme ONG a pu être triplé.

Des contacts ont été établis entre le Comité de liaison et la commission du développement du Parlement européen; ils devraient être développés à l'avenir.

Le Comité de liaison a par ailleurs participé le 22 novembre dernier à une réunion entre les services de la Commission et les fonctionnaires des Etats membres chargés des relations avec les ONG.

Les différents domaines de la coopération ont été examinés; il est manifeste qu'un nombre croissant d'Etats membres sont ouverts a la coopération avec les ONG.

Suivent trois chapitres sur l'évolution favorable de la situation dans les domaines du colinancement, de l'éducation de l'opinion publique et de l'aide alimentaire.

Le rôle du Comité de liaison.

Au cours du débat à l'assemblée générale des ONG sur le rôle du Comité de liaison, il a été précisé que :

— Le Comité de liaison ne devrait pas devenir une superstructure.
— Il devrait s'efforcer de représenter dans toute la mesure du possible les neuf pays de la communauté.
— Il devrait s'efforcer de servir d'intermédiaire, en ce sens qu'il est chargé de trouver une réponse aux problèmes posés par la Communauté européenne d'une part et de fournir aux ONG de plus amples informations sur les activités de celle-ci d'autre part.

Le Comité de liaison s'est efforcé de remplir ces différantes tâches. Son utilité est devenue de plus en plus évidente aux deux parties, comme le présent rapport essayé de le montrer.

Cependant le Comité de liaison devrait toujours garder présent à l'esprit que sa ligne politique devrait être :

— De sauvegarder le caractère autonome des ONG.
— De reconnaître le caractère pluraliste des ONG.
— De souligner la complémentarité qui est à la base de la coopération entre une organisation intergouvernementale comme la Communauté européenne et les ONG.
— De promouvoir l'idée que l'action des ONG dans les pays du Tiers Monde constitue un facteur essentiel de développement.

Conformément à la demande formulée l'année dernière, il est proposé qu'en vue de sa réélection, le Comité de liaison présente une liste de candidats à la fin de la première journée de l'assemblée générale.

Le scrutin pourrait alors avoir lieu le matin du troisième jour.

Les services de la C.E. ont donné l'assurance que les frais relatifs aux réunions normales de liaison seront couverts en 1978, ainsi que d'autres dépenses administratives, afin de permettre au Comité d'agir avec toute l'efficacité voulue.

La réunion du Comité de liaison O.N.G. Bruxelles, 7 mars 1978

Il s'agissait de la première réunion du Comité avec les services de la Commission en 1978.

I. Rencontre avec la Commission du Développement et de la Coopération du Parlement Européen.

Le Président du Comité de liaison (Thom Kerstiëns) a fait rapport sur les discussions avec les membres de la Commission précitée, le 1er mars 1978.

Le Comité de liaison a exprimé le souhait que d'autres rencontres du Comité plénier puissent avoir lieu avec les Parlementaires.

II. Cofinancement de projets dans les pays en voie de développement

Les représentants de la Commission ont exposé la situation des cofinancements au 1er mars 1978.

III. Education au développement de l'opinion.

Les travaux ont porté sur les deux projets d'éducation approuvés dans leur principe lors de l'assemblée ONG annuelle de février 1978 : le projet de foire de matériel éducatif en matière de développement et le séminaire « Lomé ».

IV. Secrétariat du comité de liaison.

Le comité a approuvé la - description des tâches » proposée par M. Kerstiëns à la Commission dans le cadre de la subvention de celle-ci prévue pour les travaux de secrétariat et de coordination au sujet desquels l'assemblée avait marqué son accord.

Le Comité de liaison plénière s'est de nouveau réuni à Bruxelles à la fin du mois d'avril.

NGO-Liaison committee 1978

Chairman :

Thom Kerstiëns, CEBEMO, Den Haag.

Vice-Chairman :

Piergiorgio Gulli, Movimento Sviluppo e Pace, Torino.

Members :

Menotti Botazzi. CCFD, Paris; Ulrich Koch, MISEREOR /KZE, Aachen, Jorgen Lissnor, Danchurchaio, Kobenhavn, Brian McKeown, TROCAINE, Co. Dublin; Mildred Nevile. CIIR, London, Auguste Van Istendael, CARITAS CATHOLICA BELGICA, Brussels, Biran Walker, OXFAM, Oxford,

NGOs in the *Field of disarmamament*

By Homer A. Jack*

SEKHMET « The Powerful ", Egyptian goddess of war and battle

Bishamon trampling on a demon Originally the heavenly guardian of the North, Bishamon (or Bilhamonten) was later invoked as the protector 01 the law and of human life against illness and demons and as a god of war. As dispenser of wealth he was also included among the seven gods of happiness.

The U.N. General Assembly will convene a Special Session devoted to disarment during May/June 1978. U.N. Secretary-General Kurt Waldheim has predicted that this Eighth Special Session will be « the largest, most representative gathering ever convened to consider the question of disarmament ». Non-governmental organizations (NGOs) have been deeply concerned about disarmament for many decades, including making major contributions to the disarmament conference sponsored by the League of Nations in the 1930s. Under the U.N. system, NGOs have been equally concerned and involved, although without any legal authority for doing so. With the convening of the Special Session devoted to disarmament, NGOs are continuing to advocate new arrangements so that their work—facing both toward the U.N. in a consultative capacity and toward their constituency in an information one—will be more effective. This article discusses their current efforts.

The Background

NGOs have worked for disarmament in the U.N. system for decades, but they have not had the legitimization accorded to those working in the economic and social field. Nevertheless, NGOs have persisted in attempting to attain a recognized role.

Article 71 of the U.N. Charter explicitly deals with NGOs : « The Economic and Social Council may make suitable arrangements for consultation with non-governmental organizations which are concerned with matters within its competence. Such arrangements may be made with international organizations and, where appropriate, with national organizations after consultation with the Member of the United Nations concerned ».

Over the three decades of U.N. history, NGOs have engaged in a consultative capacity with the ECOSOC, especially in the fields of development and human rights. But they have not confined their activity to these fields. NGOs have also been involved in anti-colonialism, anti-apartheid—and disarmament. The Office of Public Information (OPI) also has accredited NGOs in an effort to interpret the work of the U.N. to world public opinion.

Although the Charter is the best basis for NGO participation in the work of the U.N., many organs have taken the prerogative of inviting involvement by NGOs. Thus a number of specialized agencies of the U.N. have welcomed NGO participation, such as FAO, UNESCO, and WHO. So have other entities in the U.N. system as UNDP, UNICEF, and UNEP. Even the General Assembly on several occasions has asked for NGO assistance in the operative clauses of disarmament resolutions. For example, the 30th session in Resolution 3462 on updating the Secretary-General's report on the economic and social consequences of the arms race called upon « non-governmental organizations and international institutions and organizations to co-operate with the Secretary-General in the preparation of the report ». The 31st session in Resolution 31 /68 called upon « non-governmental organizations and international institutions and organizations to further the goals of the Disarmament Decade ».

With the expanded role of NGOs, efforts have been suggested to regularize these activities. The Ad Hoc Committee on the Restructuring of the Economic and Social Sectors of the U.N. System provisionally suggested the rationalization of the consultative status of NGOs in relation to the U.N. as a whole. Secretary-General Kurt Waldheim in 1975 observed that « given the evolution of the activities of the U.N. and those of non-governmental organizations over the past 29 years, both the need and the opportunity exist to enhance and improve this consultative machinery ».

* *Dr. Homer A. Jack is Secretary-General of the World Conference on Religion and Peace, an international non-governmental organization in consultative status with ECOSOC. Since 7957 he has been an observer of disarmament negotiations in the U.N. system and is currently Chairman of the NGO Committee on Disarmament (at U.N. Headquarters).*

In the field of disarmament, a significant step occurred when NGOs based at Geneva formed the Special NGO Committee on Disarmament in 1969. This was followed in 1973 by the NGO Committee on Disarmament (at Headquarters) in New York. Both are arms of the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the U.N. Economic and Social Council, or CONGO. For years a few NGOs have observed regularly the disarmament debates in the First or Political Committee of the General Assembly at New York. While the Conference of the Committee on Disarmament (CCD) at Geneva makes no provisions for NGOs, the latter very informally have tried to influence its snail-like negotiations. After strong interventions by Mexico and Sweden, the Review Conference for the Non-Proliferation Treaty, held at Geneva in 1975, gave a minimum role to NGOs. This was continued at the Review Conference on the Sea-bed Treaty, also at Geneva, in 1977.

The Ad Hoc Committee

One opportunity for the U.N. community to examine the role of NGOs in disarmament was the Ad Hoc Committee on the Review of the Role of the U.N. in the Field of Disarmament. This was created by the General Assembly in 1975. Composed of all Members States of the U.N., The Committee held three sessions during 1976 under the chairmanship of Mrs. Inga Thorsson of Sweden. Its scope was very wide and included the role of NGOs in the field of disarmament within the U.N. system. Member States were initially asked to submit their views and suggestions on the entire work of the Committee to the Secretary-General. Forty-two responded. Of these, ten mentioned the role of NGOs. Canada replied that the Committee « should give careful consideration to ways in which the U.N. can improve its ability to compile information on disarmament questions and disseminate it to Governments, other interested organizations, and the public ». Finland observed that various non-governmental organizations are « making a valuable contribution to the over--all objectives of disarmament ». Norway felt that « consideration should be given to the increasingly important contribution that can be made by non-governmental organizations.. Romania indicated that « means must be found to enable the U.N. to communicate with non-governmental organizations and international research organizations » and « these organizations and institutions could be granted consultative status with the Disarmament Commission ..

Sweden, as chairman of the Ad Hoc Committee, declared that « consultations (could) take place in the Ad Hoc Committee on the best ways to bring about a desirable close interaction between the U.N. arid recognized non-governmental organizations in the field of disarmament ». Venezuela indicated that « serious consideration must also be given to the possibility of increasing the, participation and activity of the non-governmental organizations in deliberations of U.N. forums dealing with disarmament ». New Zealand said that arrangements similar to those m ECOSOC should be made « to enable non-governmental organizations to offer their views to any U.N. organ considering disarmament ». Costa Rica believed that « the NGOs interested in the subject can make a very useful contribution » and « the lines of cooperation between the U.N. Secretariat and the NGOs should be closer and more systematic ». Finally, Ireland observed that « increasingly in the preparation of research papers, the Secretariat should be given the authority to call on the assistance of specialists from the Member States or on the assistance of intergovernmental and non-governmental organizations active in the field of arms control and disarmament ». While most States were significantly silent on the subject, including the major Western Slates which historically have supported NGO activity in the economic and social field, at least one State expressed negative thoughts on the subject to the Secretary-General. Hungary indicated that « neither the extension of information activity nor the increase in taks of the Secretariat, not even the enlarged role of non-governmental organizations can replace the political commitment and firm determination of Member States to promote disarmament negotiations on substance ». If Stales would not go on record against NGOs, or in effect did so by not mentioning their potential role, the informal opposition of some States was well known. The Eastern European States, including the Soviet Union, but not including Romania or Yugoslavia, did not want any role for NGOs. Their relations with NGOs in the human rights field were frayed. Also some of the Non-Aligned States were opposed, especially the Arab States which opposed positions of some NGOs on Middle East issues.

During the meetings of the Ad Hoc Committee, only a few States discussed the role of NGOs. Costa Rica, Venezuela, and Ireland did so positively. The Soviet Union observed that « The U.N. should not distribute information received from private research institutions ».

While NGOs had no explicit relationship with the Ad Hoc Committee, they did submit — informally — explicit suggestions on a new role. On June 24, 1976. 13 NGOs in consultative status with ECOSOC submitted a formal me-

MARS : Originally a Roman agricultural deity, subsequently their god of war, reflecting the Roman people's evolution as a warring nation.

The Hawaiian war-god, Ku.

morandum on their role, including seven specific suggestions. This is reprinted in the accompanying box. In addition, ten separate organizations submitted proposals to the Chairman. Also conversations were held with the Chairman by officers of the NGO Committee on Disarmament (at Headquarters). It soon became apparent to the Chairman that the role of NGOs in the field of disarmament was so controversial as to preclude any small innovation on the role of NGOs vis-a-vis the Ad Hoc Committee or any small proposals for a future role of NGOs to be recommended. Thus proposals that the communications by NGOs be officially circulated were never implemented. A proposal for an informal hearing of NGOs was not put into effect. The Swedish delegation, which took leadership in the work of the Committee, felt unable to mention the role of NGOs in its working paper, except within the context of studies. A phrase in its first draft read : « Whenever appropriate, from other sources inside and outside the U.N. system, such as UNITAR, SIPRI, and recognized non-governmental organizations who (sic) take a special interest in disarmament affairs ». This was revised to read : « With the assistance of qualified governmental experts and with assistance, whenever appropriate, from other sources ». This was further modified to read in the final report of the Committee : « with the assistance of qualified experts nominated by Governments and with the assistance, whenever appropriate, from other sources ».

Thus the result of the year-long work of the Ad Hoc Committee was completely negative in giving a role to NGOs in the field of disarmament. The whole effort resulted, not in the far-reaching proposals needed to give strength to the role of the U.N. in disarmament, but in a series of very modest and even marginal proposals. Thus the disappointement of the work of the Committee was not limited to its failure to give a role to NGOs.

The Special Session

Persistent efforts during the 31st session of the General Assembly late in 1976 were made by the Non-Aligned States to convene a Special Session of the U.N. General Assembly devoted to disarmament. NGOs tried to have a role inserted into draft resolution. For various reasons, the Non-Aligned leaders would not yield to these requests. They replied that they wanted a draft resolution which would be adopted by consensus. They implied that some States would oppose such an insertion. Indeed, it was known that most Eastern European States and some Non-Aligned States for various reasons continued to oppose any exolicit NGO role

In opening the first session of the Preparatory Committee for the Special Session in March 1977, Secretary-General Kurt Waldheim stated that there « should also be an involvement by world public opinion and the organizations, governmental and non-governmental, that are active in mobilizing this opinion ». During the three days of meetings of that first session, several States Members of the Committee raised the question of the role of NGOs. Ambassador Peter Florin of the German Democratic Republic expressed « serious reservations concerning the participation of non-governmental organizations in the work of the Committee and the Special Session » since the General Assembly resolution « made no mention of participation by non-governmental organizations and referred only to participation by Member States ».

UNESCO : Dominique Roger

Yugoslavia felt that the Bureau (the Chairman and nine other officers) should discuss the question of participation of NGOs « before the Committee took a decision on the subject ». Algeria made a similar comment. Liberia favored the participation by NGOs « without the right of vote, but only in the case of important, internationally-recognized bodies which were seriously involved in disarmament matters ». Ambassador Ralph L. Harry of Australia said that NGOs « also had an essential contribution to make, at least through written submissions if not as participants in the debates, and his delegation would welcome suggestions from the Chairman regarding the mechanical handling of such submissions ». Austria likewise indicated that NGOs « could make a useful contribution, and his delegation would welcome proposals regarding the procedures for their participation ».

Swedish Ambassador Gustaf Hamilton felt that internationally-recognized NGOs « could play an important role in enlightening public opinion and could provide valuable input into the deliberations on disarmament ». Thus careful « consideration should therefore be given to finding some practical way for them to participate ».

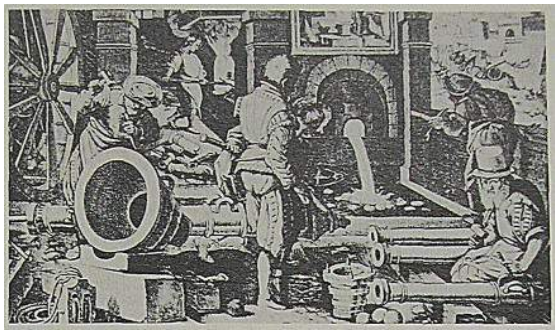
In the meantime, a few NGOs themselves, associated with the NGO Committee on Disarmament, were holding consultations with the Chairman, Argentina Ambassador Carlos Ortiz de Rozas, and other members of the Committee. The former received a letter from the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the U.N. Economic and Social Council (CONGO), expressing the desire « of many non-governmental organizations who (Sic) are active in the field of disarmament » to attend and participate in both the Committee and the Special Session itself. The letter further suggested « reserved seating at meetings of the Preparatory Committee, prompt availability of documentation, and the circulation of written statements by non-governmental organizations ». The letter contained a useful appendix of quotations on rules of procedure involving NGO participation in several world conferences sponsored by the U.N. system in the decade of the 1970s.

At the final meeting of the first session ' of the Preparatory Committee, Ambassador Ortiz de Rozas revealed that he had received « a number of proposals regarding the participation of non-governmental organizations and that a consensus on how they might contribute seemed to be close at hand *. He indicated that a number of delegations had suggested that the Bureau should deal with the matter and Sweden had expressed the view that the decision could be postponed. Thus he suggested that the Bureau should consider the question and submit recommendations for the role of NGOs in the Preparatory Committee on the first day of the next session of the Committee. The members of the Committee so decided. Between the first and second sessions of the Preparatory Committee — March 30th and May 9th — NGOs especially at New York worked to present their case to the Chairman, members of the Bureau, and other members of the Committee. In addition, two occurences also brought this issue strongly before the Committee. Replies of Member States to the inquiry of the Secretary-General were being received and issued, and some of these included recommendations on the role of NGOs. Also the Stanley Foundation, on the very eve of the convening of the second session. sponsored a conference on the Special Session and one discussion group dealt specifically with the role of NGOs, The

Conference was attended by many diplomats who, the day alter it adjourned. were members of the second session of the Preparatory Committee. The resolution of the 31st General Assembly convening the Special Session contained an operative clause asking the Secretary-General to request Member States to give him " their views on the agenda and all other relevant questions " about the Special Session. These were due on April 15, 1977, and by May 20th, 49 replies had been received. These contained responses on a range of issues, including the role of NGOs. Eight States specifically referred to NGOs. Austria wrote that NGOs « as well as recognized international research institutes could be called upon to contribute to the preparation for the Special Session ». Finland felt that « due attention should also be paid to the vital role held by non-governmental organizations * especially considering « The aims of the Special Session and the need for the support of an enlightened public opinion for their attainment ». Iran responded that " it is of cardinal importance that specific and explicit provisions be made so as to benefit from the valuable input of NGOs and other responsible research institutions both at the Preparatory and final stages of the Special Session >. Italy, Mexico, Norway, and Sweden also made statements supportive of NGOs. Finally, Venezuela wrote of « more systematic coordination between the newly-created U.N. Centre for Disarmament and the non-governmental organizations concerned with the subject ». The Stanley Foundation Conference on the « U.N. Special Session on Disarmament » devoted one of its four discussion groups to " The Role of Non-Governmental Organizations ». One section of the report dealt with the formal role of NGOs at the Special Session. These proposals are reprinted in the accompanying box. The discussion group's report also contained another section on the role of the U.N. Secretariat towards NGOs. The Bureau of the Preparatory Committee held at least two inter-sessional meetings which dealt, in part, with the role of NGOs. It was reported that most of the ten members were in favor of giving NGOs an adequate role. However, when at least two members urged a minimal role, the latter viewpoint carried since the Bureau attempted to work through consensus.

The Official Role.

At the opening of the second session of the Preparatory Committee on May ninth. Ambassador Ortiz de Rozas as Chairman made a statement on the role of NGOs. He recalled that the Committee had decided to consider the request made by numerous NGOs and a



I.N.B.E.L.

number of delegations that the officers of the Committee should meet to determine procedures to govern the participation of NGOs in the work of the Committee. He could now report that the officers had unanimously approved the following proposal :
« 1. A well-informed public opinion, be it at national or international levels, can bring, significant contributions toward progress in the field of disarmament. The non-governmental organizations, whose dedication and interest in this field is well-known and highly appreciated by the members of this Committee, could play a stimulating and constructive role in channeling the public concerns in this matter.
« 2. The officers of this Committee are pleased to realize the NGOs' interest in closely following the development of its work and hope that this association will be further strenthened by the continued presence of its representatives in the usual places in this room.
« 3. Notwithstanding the frequent and useful contacts or exchanges that take place between NGOs and individual delegations, and in order to facilitate the knowledge of non-governmental contributions, the Secretarial will provide lists of general circulation of the communications received from the NGOs and institutions known to be conducting research in the field of disarmament. The lists will indicate where the communications and any annexed documentations will be available to delegations ».
As soon as the Chairman had concluded his statement, Mrs. Inga Thorsson of Sweden took the floor and responded that « some progress » had been made making it possible for NGOs to communicate with delegations. Her delegation was particularly gratified that the Secretariat was to provide a list of communications received from non-governmental organizations, since it had always emphasized the importance of well-informed public opinion as a means of achieving positive results in the field of disarmament. She assured other delegations and the non-governmental organizations « whose competence she acknowledged and admired, that her delegation would always be prepared to consider their valuable views on the difficult task before the Committee ».
Six additional ambassadors spoke of the role of NGOs during the meetings of the second session. Ambassador Peter Jankowitsch of Austria felt . the expertise of non-governmental organizations and internationally recognized research organizations could also contribute to an understanding of the problems facing the Committee ». Ambassador S. K. Upadhyay of Nepal felt that the knowledge and experience of NGOs « should be utilized and they should be encouraged to continue their useful work ». Ambassador Alfonso Garcia Robles of Mexico stated that « non-governmental organizations recognized by the U.N. should have all the documentation they need to carry out their complementary work effectively ». Ambassador Mahmoud Mestiri of Tunisia endorsed the decision to invite NGOs to participate in the work on disarmament, « since they would not only submit useful suggestions and proposals but would also help to create a new awareness in world public opinion, which would constitute the best stimulus in the disarmament process ". Ambassador Malcolm J. C. Templeton of New Zealand plainly stated : « While understanding the reasoning behind the adoption of a conservative formulation concerning the participation of non-governmental organizations in the work of the Preparatory Committee, the New Zealand delegation reiterated its belief that such organizations had made and could make a distinctive contribution to the work of the U.N. in the field of disarmament ». Finally, U.S. Am-

bassador James Leonard observed that . while it was necessary that Governments accept and bear the responsibility (or critical decisions in an area of such vital importance as disarmament, the U.S. believed that support and ideas should be sought from all available sources.. He added that, in particular, it believed that there was room for . significant contributions from private and non-governmental organizations and national and international research institutes concerned with disarmament ». He finally « hoped such organizations would use their talents and energies to develop ideas for the Special Session ». The prerogatives of NGOs. as enunciated by the Chairman, were promptly used by some NGOs present at the second session of the Preparatory Committee. They took seriously their new role and at least a dozen attended, some all the meetings, others only a few. When the Chairman formally adjourned several meetings of the Committee, and stopped all record-taking, so that in effect an informal meeting was held, NGOs were allowed to remain in the conference room, air though public and press were asked to - leave.

Also on the second day of the session, the procedure concerning literature was tested and found usable. The U.N. Centre for Disarmament received advance copies of the report of the Conference of the Stanley Foundation on the Special-Session and also a statement from the International Confederation for Disarmament and Peace. The multiple copies of both were placed by the Secretariat in the delegates caucus room outside the conference room where the Preparatory Committee net. In addition, the Secretariat issued an official document, entitled, « List of Communications Concerning Disarmament Received from Non-Governmemental Organizations and Research Institutions >. Two of these lists were issued during the session. Together they listed printed materials from 14 organizations in the U.S.A. and the U.K. Some of this literature was taken quickly, others remained. All were distributed free of cost, although most was priced. The Centre kept six copies of each for its files and for reference by Member States and others. This system was an innovation, at least for NGOs in the field of disarmament, and during the second session appeared to work well.

Informal Role of NGOs.

Quite apart from the formal, consultative role of NGOs in the Preparatory Committee, and a the Special Session itself, there is an informal role. This was also discussed at the Conference of the Stanley Foundation. Its suggestions bear repetition as follows :

• 1, Organizational Programs. Many national and international NGOs have already launched programs within their groups relating to the Special Session. Additional programs should be encouraged. National NGOs could sponsor national meetings and conferences relating to the Special Session and focus their programs on disarment issues, especially during 1977-78. Individually and collectively national NGOs could involve themselves in a dialogue with their governments on the latters' position on the issues to be discussed in the Special Session. There is merit in the practices of Member States of including representatives of NGOs in delegations to U.N. meetings. International NGOs are planning regional and worldwide meetings in preparation for the Special Session. While many NGOs will maintain their own meetings and programs, as much coordination as possible is desirable, especially through the two NGO Committees on Disarmament at Headquarters and Geneva. Eminent persons from all parts of the world could be recruited to give public declarations on how the Special Session might be successful and what changes in governmental policies might be necessary. Such statements should be made as early as possible in order to make an impact on policy formulation of Member States relating to the Speecial Session.

« 2. NGO Tribune. As at other U.N.-related conferences in this decade, a tribune or forum sponsored by NGOs for organizations and individuals might be useful. Such a gathering during the Special Session would constitute a focus for public concern and education. Careful preparation is required by the NGO community, structured (or maximum flexibility. To be successful, the tribune should be truly international, representing groups, individuals, and positions from all social and political systems. The tribune should be open to the widest range of viewpoints on the issues to be dealt with by the Special Session — and any others in the total field of disarmament. Ample funds would be necessary and the Host Country and Host City, as with other previous world conferences, should take some responsibility for seeking special funds and arrangements. While the tribune should necessarily be located at or near U.N. Headquarters, parallel activities and events related to the Special Session could be held in various parts of the world. Such a tribune at Headquarters should not deflect the attention of NGOs on the Register associated with the Special Session itself.

« 3. News Sheet. New sheets prepared by NGOs — such as " Pan " at the World Food Conference and « Planet » at the World Population Conference — have exerted constructive influences on recent U.N. conferences. An independent, NGO-sponsored periodical, open to a wide range of NGO and peace research institute viewpoints, could make a positive impact on the Special Session. Advance planning would be necessary to ensure adequate funding, staffing, and distribution.

« 4. Follow-up. The usefulness of the Special Session and NGO association with it would at least in part depend upon how NGOs as well as Member States use the momentum engendered and materials produced for an extensive public education campaign. NGOs will want to produce their own education and action materials following the Special Session, as well as make use of those avaialable from Member States and the U.N. »

Quite apart from this « charter > for NGOs vis-a-vis the Special Session, many NGOs in many places around the world have already begun work relating to the Special Session. Following are a few early, but specific, examples :

• Auckland. The New Zealand Foundation for Peace Studies and the United Nations Association are already involved in a series of meetings on the Special Session.

• Belgrade. Various national organizations in Yugoslavia have convened to discuss the Special Session.

• Geneva. The Special NGO Committee on Disarmament planned a conference in February for NGOs on the Special Session.

• New York. The World Federation of U.N. Associations (WFUNA) convened an international conference in January on the Special Session.

• Ottawa. Project Ploughshares is bringing together a cross-section of Canadian development and disarmament organizations to relate to the problems of the Special Session.

• Stockholm. A consultation on the Special Session is being sponsored by the Internationa! Peace Research Institute of Oslo in cooperation with the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

• Washington. The Working Group on Disarmament, a coalition of 50 American organizations, recently appointed a Sub-committee on the Special Session which already has held interviews with key members of the U.S. State Department and U.S. Arms Control and Disarmament Agency (ACDA).

The role of NGOs at the Special Session itself will be delineated by a plenary early in the Special Session. However, it may be based upon the success of the Preparatory Committee is dealing with NGOs and the recommendations the Preparatory Committee makes to the Special Session on this subject At the time of working this article. The Preparatory Committee has not yet dealt with this matter, but it was expected to do so during one of its sessions during early 1978 — before the Special Session itself convenes in May of that . year. •

Box :

Strengthening the Role of International NGOs in the Field of Disarmament

« The attainment of world disarmament depends upon the pressures of world public opinion, working partly through world non-governmental organizations. Also world disarmament depends upon the constant input of expertise from international relations and peace research institutes, experts, and other non-governmental organizations as well as governments and non-governmental organizations.

. Since disarmament is so integral to world peace and the whole U.N. system, the traditional relationship of non-governmental organizations through the Economic and Social Council is insufficient. The U.N. General Assembly should deepen and expand its existing ad hoc co-operation with international non-governmental organizations in the field of disarmament by formulating explicitly a consultative role for them on all levels of disarmament discussions and negotiations.

« 1, In disarmament discussions within the U.N. system, including the First Committee, representatives of international non-governmental organizations with an expressed interest in disarmament could be accorded observer status. Where they may be working groups or other committees, these could be open at least to observers from the NGO community on a pooled arrangement whereby a very small number of persons could represent the entire NGO community.

« 2. In any future Special Session of the General Assembly devoted to disarmament or in a world disarmament conference, representatives of non-governmental organizations should be associated with its preparation, proceedings, and implementation.

« 3. In resolutions of the U.N. General Assembly, and other U.N. organs, where Member States and inter-governmental organizations are asked to communicate their views and suggestions on disarmament matters to the Secretary-General, or to other authorities or bodies, the text could explicitly include international non-governmental organizations, institutions, and experts. Since these suggestions from NGOs could be combined and are not likely to be excessive, they might be reproduced by the U.N. or circulated by Member States.

• 4. Within the U.N. system, official or unofficial hearings might occasionally be scheduled on disarmament issues, no that representatives from non-governmental organizations, institutions, and experts might testify on specific issues, and without encroaching on the time of regular, official meetings. This system of hearings could be extended outside New York or Geneva to many world capitals. There is a precedent for such hearings by the Special Committee Against Apartheid and other U.N. bodies.

Stanley Foundation Recommendations « Formal Role of NGOs.

« The Preparatory Committee may want to suggest, and the Special Session may want to adopt, proposals such as the following to make possible the greatest impact of NGOs on the Special Session and world public opinion in the disarmament field :

* (1) Register of NGOs. Any non-governmental organization having status with any organ within the U.N. system could request the U.N. Centre for Disarmament to be placed on a Register of NGOs for the Special Session. Alternatively, in order to restrict the number of possible participants, only members of the NGO Committees on Disarmament at Headquarters or Geneva could be invited to be placed on the Register. Other organizations and peace or international relations research institutes which have special competence in disarmament, but not heretofore associated with the U.N. system, could also ask the Centre to be placed on the Register. Alt NGOs on the Register should inform the Centre of its designated representative and alternate.

• (2) Access to Meetings and Documents. It is assumed that NGOs on the Register will have the same access, as NGOs during the regular session of the General Assembly, to plenary meetings of the Special Session, and its committees, and similar access to Special Session documents.

« (3) NGO Documents. The Centre should periodically make available to Member States an annotated list of documents submitted by NGOs on the Register. These could be obtainable by delegations, in the languages and quantities provided, from the document officer. Alternatively, such documents submitted by NGOs could be made available on special tables, in a special NGO document room at Headquarters or through the Centre.

- (4) NGO Statements. Statements up to 1,000 words in length can be given, either in writing or given orally to a plenary session or a committee of the Special Session, provided they are submitted on behalf of a group of 25 or more NGOs on the Register. The oral intervention could be made at the discretion of the Bureau. Alternatively, the Bureau could convene informal meetings, involving Member States and NGOs, for an exchange of views ».

< (5) The U.N. Secretariat could work closely with international non-governmental organizations to give the publication and dissemination of information on disarmament issues the widest usefulness and increase its impact on the public. Non-governmental organizations, including peace and international relations institutes, with special expertise in the field of disarmament are found in all social systems and could be of valuable use to the Secretariat. The U.N. could circulate any documents on disarmament Issues to interested non-governmental organizations which desire to receive them.

« (6) Representatives of non-governmental organizations could be invited to participate in the preparation and proceedings of review conferences on disarmament legal instruments, as was done at the Review Conference on the Non-Proliferation Treaty.

« (7) Disarmament negotiating forums, such as the Conference of the Committee on Disarmament (CCD), could be more open to representatives of non-governmental organizations. The acknowledged need (or confidentiality to further the negotiations should be balanced by the advantage of keeping the public carefully and fully informed about the issues under discussion.

« Submitted on 14 and 24 June 1976 to the Ad Hoc Committee on the Review of the Role of the U.N. in the Field of Disarmament by the following international non-governmental organizations :

« Christian Peace Conference, Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches. Friends World Committee, International Council of Women, International Humanist and Ethical Union, International Peace Bureau, War Resisters International, Women's International League for Peace and Freedom, World Association of World Federalists, World Conference on Religion and Peace, World Council of Peace, World Education Fellowship, and World Federation of Trade Unions »,

Following up a lead in a document submitted to the Conference Committee on Disarmament (Genève, 1977) on a « Draft agreement on the prohibition of the development and manufacture of new types of weapons of mass destruction and new systems of such weapons » (CCD /511 /Rev. 1), we noted that two of the weapons mentioned in the Annex to the document had seldom been widely discussed :

— « Infrasonic means using acoustic radiation to affect biological targets ».

— « Means using electromagnetic radiation to affect biological targets ». Other documents were found which certainly imply that we would be deluded to concentrate our attention on nuclear weapons and CBW. The following is a summary of some of the items of information.

1. Infrasonic weapons

— High volume, ultra low frequency sound (i.e. below the threshold of human hearing) drives human beings and animals mad. It literally - interferes » with the overall coordination of mind and body. For very high volumes close to the targeted people, the body is reduced to pulp. This type of weapon, used in a less violent manner can insiduously incapacitate large populations without much physical destruction of property or overall loss of life. As a weapon for mass destruction in heavily populated areas it can be very effective. There is little possible in the way of defence against it. It is particularly suitable for urban guerilla warfare.

2. Electromagnetic radiation weapons

— This is the use of broadcast radio waves to disorientate mass populations. The effects are simultaneous over the whole area blanketed by the radio waves and its effects can be made almost instantaneous, — requiring only a matter of seconds to initiate mental instability in each individual. On the other hand, it can also be used to slowly deteriorate the quality of mental activity and body functions by constant exposure to relatively weak radiations over an extended period. The advantages are the completeness of coverage, near impossibility of defence against it and the fact that it involves no logistics. No hardware in the form of missiles, planes, tanks, warships, — neither are troops required to penetrate enemy territory. Specially shielded buildings offer no protection against such radiation. It appears that considerable research is now being undertaken in secret on magnifying transmitters derived from the work of Nikola Tesla (who refused to share a Nobel Prize with Thomas Edison in 1912). These tap the reservoir of approximately two billion volts resulting from the difference in electrical potential between the surface of the earth and the upper atmosphere (and which give rise to 100 lightning bolts striking the earth somewhere every second). This essentially static reservoir of energy is oscillated in a manner which can release the power for practical purposes without the need for connections via wires. Such transmitters can also be used to produce very large electromagnetic standing waves thousands of miles long, originating from below the ground and extending up to the ionosphere. Such phenomena can be used to modify the weather by deflecting trade winds so that particular continents experience long periods of extremely cold weather, drought or flooding. Because the frequencies used are the same as the resonant frequencies of large oil tankers at sea, such electromagnetic waves can cause such tankers to break apart if they are close to the area where the waves are propagated.

Among the 150 different applications outlined by Nikola Tesla, were the worldwide transmission of speech, the worldwide transmission of telegraph, the transmission of electrical power over great distances, the generation of " death rays ", the generation of a curatin of charged particles (to protect a city), the ability to modify weather patterns and the generation of « fireballs » (electrical plasma). It was claimed that these effects could all be produced by the same equipment, depending upon how it was used. For example, tuned to one frequency, large populations could be incited to unstable behaviour, and to another they could be effectively hypnotised into hyper-stable behaviour. Semi-confidential reports are now appearing which link together isolated reports of events noted in newspapers and relate them to research being undertaken by the defence departments of the big powers. It is recognized that experiments on a large-scale have been undertaken, whether on people or to modify weather. Documents available to the public tend to blame one side or the other and have therefore not been cited here.

3. Psychotronic weapons

— A report on parapsychological research by the US Defense Intelligence Agency (DST-181 0 S-387-75, Sept 1975) indicates that « psychotronic » generators have been devised to draw « biological energy» from humans whether by direct contact or by mental concentration. Such energy once accumulated can be used at some later time to create effects similar to magnetism, heat, electricity, and luminous radiation, although not identical with these. There effects are reproducible. In their present form they can be used positively to enhance certain types of growth. It is reported that they can however be used as weapons, by disrupting the psychic equilibrium of individuals, possibly on a mass scale.

« ... psychotronic research will eventually be applied to human problems. As this occurs, the question will arise whether this knowledge and the equipment developed will be used for the enhancement of human freedom and social development, or for regimentation and enslavement. Psychotronics could conceivably play a role in contributing to the survival of the human species; by emphasizing the interconnections between all living beings, it should help to reduce human aggressive tendencies. By the same token, it could also be applied to increase such aggressive tendencies and it has powerful potential for use as an effective weapon against groups of men and key leaders ».

bibliography....

Proceedings - Meeting reports/Comptes rendus

INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION - (ICAO). *Report of the Economic Commission, Assembly* - 22nd Session. Montreal, 13 September - 4 October 1977. Doc 9212 A22-EC, 22 p.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE - (ILO). *International Labour Conference,* (Maritime) Session, Geneva, 176. 338 p. Several languages.

INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION - (ICAO)- *Airworthiness Committee. Eleventh Meeting* - Report. Montreal, 23 February - 10 March, 1976. Doc. 9167, AIR C/11, 100 p. approx.

Legal committee. - (ICAO) - *Proceedings 22nd Session,* Montreal 19 October-5 November 1976. 2 vols., Doc 9222-LC /177-2, 226 p.

INTERNATIONAL SOCIETY FOR HORTICULTURAL SCIENCE. (ISHS). *Symposium on Tissue Culture for Horticultural Purposes.* Ghent, Belgium, 6-9 September 1977, 459 p.

INTERNATIONAL SOCIETY FOR HORTICULTURAL SCIENCE. *Symposium on Production of Potted Plants and Cut Flowers.* Aas, Norway. Alnarp, Sweden. 9-16 Augustus 1976 in Acte Horticulturae. Number 64, December 1976. 249 p. One of the various technical sessions of ISHS published.

FEDERATION UNIVERSELLE DES ASSOCIATIONS D'AGENCES DE VOYAGES - (FUAAV) - *Actes du 9e. Congrès,* Naples 10-14 Novembre 1975. 96 p.

UNIVERSAL FEDERATION OF TRAVEL AGENTS ASSOCIATIONS - (UFTAA) - 10th *Congress Records.* Colombo. 18-22 October 1976, 91 p.

INTERNATIONAL UNION OF PUBLIC TRANSPORT - (UITP) - 42e. Congrès *international,* Montréal 1977. 8 Vols., 150 p. approx.

EUROPEAN SOCIETY FOR OPINION AND MARKETING RESEARCH (ESOMAR) - *Research for Decision-making.* Oslo, Aug.-Sept. 1977, 2 vols., Vol. 1 : 568 p.; Vol. 2 : 392 p.

INTER-AMERICAN COMMISSION ON HUMAN RIGHTS. *Third Report on the Situation of Human Rights in Chile.* Doc. 10 DEA/Ser. L/V/II.40, 11 February 1977. Original: Spanish. 92 p.

BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES. *Recueil des travaux du Bureau International des Poids et Mesures.* Vol. 5, 1975-1976, 300 p. approx.

FEDERATION DES INDUSTRIES MECANIQUES ET TRANSFORMATRICES DES METAUX - (FIMTM) - *Annuaire de la mécanique.* Edition quadrilingue. 314 p. approx.

WORLD ORT UNION/UNION MONDIELE ORT - Proceedings *of the central committee meeting,* London, 10th to 13 July, 1977, 168 pp.

Reference publications - studies
Ouvrages de référence - études

The European Commission Library : *List of periodicals 1976 - 1977.* 122 pages listing all magazines, official journals, parliamentary reports and information bulletins from international organisations which are received regularly by the EEC library, Luxembourg.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. Bureau Régional de l'Europe. *Vocabulaire de la santé publique* par J. Hogarth. Présentation par E.J. Aujaleu. Copenhague 1977. Vol. 4, 271 p.

International Labour Office Geneva, *Special services of rural workers' organisations.* A workers'education manual 1978, 89 p. From a series of Studies by ILO.
Also, *Accident prevention on board ship at sea and in port.* ILO Codes of Practice. 188 p.

Our Need for New Worlds by Earl Hubbard. 1976. 56 p.

NATIONS-UNIES. Les *Nations-Unies et les droits de l'homme.* Nations-Unies, Service de l'Information, New-York, 1973, OPI / 501, 124 p.

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL - CNUCED /GATT. *Le marché des jouets en bois dans certains pays.* Genève, 1976. 127 p.

Vers des communautés chrétiennes responsables. Numéro spécial « Laies aujourd'hui ». Bulletin du « Pontificium Conseilium Pro Laicis », 23 /24, 1977 269 p.

EUROPEAN SOCIETY FOR OPINION AND MARKETING RESEARCH - (ESOMAR) - *Handbook of Marketing Research 1977/78. 558* p.

COMMISSION ELECTROTECHNIQUE INTERNATIONALE - (CIE) - *Catalogue des publications 1978,* parues au 31 décembre 1977, 197 p.

THE EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION - (EFTA) - *Structure, rules and operation. September* 1976, 146 p.

Creating Alternative Futures - The end of Economies; by Hazel Henderson. 403 pages, S 4.95.
After arguing her case for a restructuring of economic thought, while showing the limits of the economic method itself Ms Henderson proposes alternative futures for industrial countries, involving new forms of citizen networking, coalition-building, social groupings and community - based, decentralized, economic activities; in short Ms Henderson proposes socially-appropriate technologies to ensure a « fair and peaceful future ».

Annual Reports/Rapport annuels

ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE - (AELE) - Les échanges de *l'AELE 1975,*avril 1977, 177 p.

INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION - IDF - *Annual Bulletin* 1977.DOC. n° 96 - 100, 130 p. approx.

ASOCIAC1ON LATINOAMERICANA DE INSTITUCIONES FINANCIERAS DE DESARROLLO. (ALIDE). *Annual report 1976.* 63 p.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER. COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE. COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. Onzième *rapport général sur l'activité des Communautés européennes, 1977.* Bruxelles-Luxembourg, février 1978, 372 p.

ORGANIZATION OF AMERICAN STATES. *Directory, July 1977,* 39 p.

UNION DES ASSOCIATIONS EUROPEENNES DE FOOTBALL (UEFA) - *rapport du secrétaire général pour les* années 1976-1977, 22 pages.

L'Apartheid et les ONG

L'Organisation des Nations-Unies a fait distribuer le texte du « Programme d'action . contre l'apartheid et l'exercice du droit à l'autodétermination par l'ensemble de la population sud-africaine, sans distinction de race, de couleur ou de croyance. Ce programme constitue une recommandation faite aux gouvernements, aux organisations et aux particuliers.

Un chapitre de ces recommandations s'adresse aux Syndicats, aux Eglises, aux mouvements anti-apartheid, aux mouvements de solidarité et à d'autres ONG.

Dans la variété de ces recommandations, il appartiendra aux OING tenues au respect des principes de la Charte des Nations-Unies relatifs aux Droits de l'Homme, à la non-discrimination raciale, à la libre disposition des peuples, d'apprécier, en toute indépendance, l'opportunité de leur action.

The United Nations has distributed a « Programme of Action », which underlines how apartheid constitutes a violation of the United Nations Charter and its defence of the * Rights of Man ». It supports the right to autodétermination for the entire population of South Africa as a whole, without distinction of race, colour or belief.

All organizations, non-governmental and intergovernmental, and all specialized societies and institutions are called upon to contribute actively to the anti-apartheid campaign.

The UN have also re-issued the useful reference brochure, « Apartheid in Practice », by Mr Leslie Rubin, first published in 1970. The HCR have distributed anti-apartheid documentation and posters. In addition many NGOs world-wide have contributed to the campaign.

In Memoriam : **Jacques Rueff**

L'UAI a tristement ressenti la mort à 81 ans d'un de ses membres les plus éminents, l'économiste français Jacques Rueff, membre de l'Académie française et chancelier de l'Institut de France.
Spécialiste des questions financières et monétaires, auteur de plusieurs livres sur ces problèmes, il avait succédé en 1964 à Jean Cocteau à l'Académie française.

M. Jacques Rueff s'était fait remarquer, dans les années soixante, comme un partisan inconditionnel de l'or au sein du système monétaire.

Il avait été expert à la Société des Nations. Après la guerre de 1940-45, il devint président de l'Agence interalliée des réparations, à Bruxelles, poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination en 1952 à la Cour de justice de la C.E.C.A., puis après 1958 à la Cour de justice des Communautés européennes.

M. Jacques Rueff laisse une œuvre économiques et financiers dont - Le Péché monétaire de l'Occident». Tous ces livres étaient empreints d'humanisme et d'une culture raffinée.

L'UAI présente à la famille et aux amis du défunt ses condoléances émues.

Your conference At Risk

by Peter West*

The Organisers of Conferences and those who attend them are subject to a certain degree of risk from any causes. Insurance is able to provide cover against many of the losses that can occur, usually at a relatively low cost. To take first the Conference organiser, there is a need for basic Insurances against fire, theft and other perils on the office contents and, in addition general third party or public liability and employers liability covering accidents to employees. The liability insurances should not be restricted to the office building but should cover liability to members of the staff and to members of the public on a world wide basis.

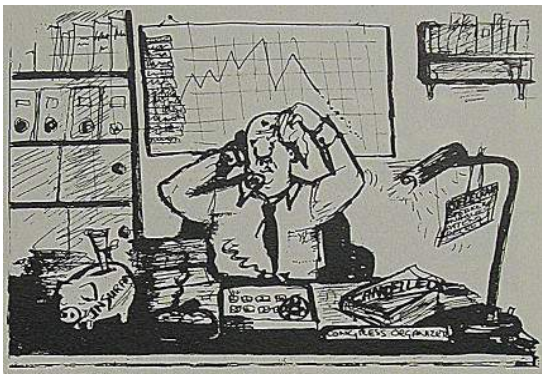
In these days, when much consideration is given to staff welfare, Pension Sche-'mes. Life Assurance and Permanent Health Insurance must not be overlooked. With such fringe benefits it is easier to recruit and retain staff. Life Assurance can be provided on one of two bases :

(a) Death by Accident.

(b) Death from any cause during the period of service with the Company. Item (b) is usually covered in connection with a Pension Scheme and pension benefits are geared to an employee's salary and length of service with the Company.

The question of Permament Health Insurance arises if the employee occupies a Key position whereby his or her absence would cause the firm some difficulty. The Benefits can be used to pay the salary of a "replacement or, if the services of the employee are so valuable, to enable the Company to pay his or her salary during the period of absence.

Having made adequate provision for the Company's own insurance requirements, consideration must be given -to the wider field of protecting Conference organisers against other losses. The first is insurance against the possibility of the Conference having to be abandoned or curtailed through some unforseen circumstance. It is possible to insure against the ascertained loss of expenses and costs incurred or committed due to the cancellation, postponement, curtailment or abandonment due to any cause beyond the control of the organiser. It should be stressed that the policy would not cover cancellation due to financial causes, lack of support or non-appearance of individual participants.



'whilst non-appearance of, say, an important speaker or visitor is excluded from the normal cover, it may be possible to arrange a special insurance to cover this risk. This is a rather more difficult cover to arrange, however. as it is necessary to obtain a great deal of information, including a medical report, on the person concerned.

In addition to abandonment cover, there is a need to cover general Third Party of Public Liability to cover the Organisers against claims which may be brought against them for persibak injury and loss of or damage to property arising out of the Conference. The owners of Buildings and halls in which Conferences are held premises. These conditions should be carefully examined and the Third Party Insurers informed so that the policy can give adequate protection, as the normal policy will probably exclude exclude liability assumed under Contract. The Organisers may also have a responsibility amounting to a legal liability to the Conference delegates whulst they are in their care, and this would include such things as coach trips and visits to places of interest.

Another aspect which needs considération is the insurance of any special equipment or furniture which may have to be hired for the Conference, The Conditions of Hire should be carefully studied to ascertain whether or not insurance cover has to be arranged by the hirer.

Finally, there is the question of the Delegates' own insurance requirements. This should include cover against loss of Conference Fee, loss of deposits, air fare and other non-returnable outgoings due to the inability of the delegates to attend the Conference due to death, accident or illness of the delegate or close relative or business colleague. The insurance should also cover medical and hospital fees, additional travel or hotel expenses as a result of illness or accident of the delegate and cost of emergency travel as a result of the death illness or accident to a close relative or business colleague at home. The normal insurance * package * would include loss of or damage to Personal Effects and loss of money, travellers cheques, passport, tickets and the like.

This is only a brief summary of the essential insurances which organisers and Delegates should consider. The costs are relatively low considering the wide measure of protection which is given. The UIA congress department will be glad to transmit any further quieries concerning the above insurances.

The UIA congress department will be glad to transmit any further queries concerning the above insurances.

** Article contributed by Mr West, Chairman, Conference Insurance Brokers Ltd, London, UK.*

18th EDITION

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1978

6th SUPPLEMENT

1978 Jul 3-7 Hamburg (Germany. Fed Rep)
Regionalkommission fur Europe des int Tierseuchenamtes. 8th Conference.
P : 200-250.
Hamburg Messe und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

1978 Jul 3-14 Louvain-la-Neuve (Belgium)
Advanced study institute on water resources and land use planning.
P Laconte, Expansion Dept., Université Catholique de Louvain, 13 avenue G Lemaitre, B-1348 Louvain-la-Neuve.

1973 Jul 6-12 Olympie (Greece)
dans la société. (YB n° A 2303)
Comité Olympique Hellénique, 4 rue Kapsali, Athens 138. Greece,

1978 Jul 6-18 and Jul 20-Aug 1 Chalon-sur-Saône (France)
Council for the Professional Photographers of Europe. Workshops Europhot pour jeunes photographes, apprentis ou étudiants. (YB n° A 0456)
28 quai des Messageries, F-71100 Chalon-sur-Saône.

1978 Jul 10-12 Keele (UK)
Associated Country Women of the World. Council meeting and open day. (YB n° A 0098)
ACWW. 50 Warwick Square, London SW1V 2AJ, UK.

1978 Jul 10-12 London (UK)
3rd Int symposium on uranium supply and demand. P : 300.
Mrs A Fortescue, Conference Associates, 34 Stanford Road, London W8 SPZ.

1978 Jul 10-14 Manila (Philippines)
Asian Pacific Oplometric congress. P : 1000.
Dr Eduardo Genabe, Optometric Association of the Philippines, 1420 Taft Avenue. Manila, POB 2390.

1978 Jul 12-14 Exeter (UK)
in storage.
IFST, Easton Street, London NWA 2ED. UK.

1978 Jul 13-16 Buenos Aires (Argentina)
World Tourism Organization. Regional Commission for americas. 4th session. (YB n° A 2745)
59 Avenida del Generalising, Apartado de Correos, 36000 Madrid 16. Spain.

1978 Jul 15-16 Manila (Philippines)
Int soft lens/contaci lens symposium. P : 500.
Susan de Jesus Ongoco, Bausch and Lomb Philippines, 2174 Pasong Tamo, Mafciti, Philippines.

1978 Jul 16-29 Tihange (Belgium)
L'Université de Paix. Session int : Désarmement et développement.
Secrétariat de l'Université de Paix, rue du Marché 35, B-5200 Huy, Belgium.

1978 Jul 17-20 Las Vegas (Nev, USA)
World University. 3tst Annual conference of the world university corporations. (YB n° B 4581).
711 East Blacklidge Drive, Tucson. Ariz 85719, USA.

1978 Jul 17-21 Paris (France)
Unesco. Meeting of organizers activities for migrant worker education on the role of associations of migrant workers in the education and training of mi-3'ant workers and their families. (YB n° A 3383)
Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

Le signe • indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

6e SUPPLEMENT

1978 Jul 20 Tokyo (Japan)
Organization tor Industrial Spiritual and Cultural Advancement • Intasian (YB n° A 3024)
OISCA-Int, 6-12 Izumi 3-chome Suginami-ku, Tokyo 168.

1978 Jul 20-30 Caracas (Venezuela)
Organization of American Stales. Regional Scientific and Technological Development Program, Basic Sciences. Physics. 3rd Latin American symposium on magnetic resonance and hyperfine interactions. (YB *no* A 3030)
Dr Manfred Hunger. KKK Latin American Symposium of magnetic resonance and hyperfine interaction, Apartado 59102, Los Chaguaramos, Caracas 104.

1978 Jul 22-26 Washington (USA)
Int Association of Convention and Visitors Bureau. Meeting. (Y6 n° B 3S49)
IACV8, James L Dooley, 334 East Broadway, Suite 248, Louisville, KY 40202, USA.

1978 Jul 23-27 Louisville (KY, USA)
Int Association of Auditorium Managers. Meeting. (YB n° B 2628)
IAAM, W R Feder, 111 East Wacker Drive, Chicago, IL 6060l, USA.

1978 Jut 24-25 SERDANG (Malaysia)
Chairman. Organising Committee on Veterinary Education, c/o Faculty of Veterinary Medicine Animal Science, University Pertanian Malaysia. Serdang, Selangor, Malaysia.

1978 Jul 24-29 Madison (Wis, USA)
Dr J W Porter, Dept of Physiological Chemistry, University of Wisconsin, Medical Center, 1215 Linden Drive, Madison, Wis 53706.

1978 Jul 30-Aug 4 Budapest (Hungary)
1978 European case development workshop.
Mr Tamas Benedek, Hungarian Management Development Centre, 1456 Budapest, POB 76.

1978 Jul 31-Aug 4 London (UK)
Int congress of humanists. P : 300.
Mr K Furness, British Humanist Assoc.. 13 Prince of Wales Terrace, London W8 5PG.

• 1978 Aug 1-4 Lyngby (Denmark)
Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on the physics and mechanics of ice. P : inv. (YB n° A 2788)
Prof P tryde, Technical University of Denmark, DK-2800 Lyngby.

1978 Aug 6-11 Helsinki (Finland)
27th Int agricultural congress.
Suomen Mohilaishoitajien, Keskujarjesto Sumo, M Kalevi Vesterinen, POB 112, 33101 Tampere 10.

1978 Aug 14-17 Washington (USA)
Congrès int sur l'énergie récupérée de biomasse et déchets. Ex.
Ms Kathy Fisher, Inst. of Gas Technology, 3424 South State Street. IIT Center, Chicago, lit 60616, USA.

• 1978 Aug 14-21 Tel Aviv (Israel)
Int Federation of Social Workers. General meeting and symposium : Social work and the multi-cultural society. P : 200. (YB n° A 2007)
IFSW - General meeting and Fifth symposium, c/o Israel Association of Social Workers, Histadrut Building, 93 Arlosoroff Street, Tel Aviv,

The sign • indicates supplementary information of modification to previous announcements.

1978 Aug 16-19 Madras (India)
Jaycess Int, Regional conference. (YB n° A 2853)
Neman Millwala, c/o Madras Jaycees, No 172 N.S.C. Bose Road, Madras, 600 001.
1978 Aug 18-28 Ariccia (Rome (Italy))
Int school on disarmament and research on conflicts : Energy and related conflicts, violence at substate level.
Carlo Schaerf, Istituto di Fisica, Università degli Studi di roma,c Piazzale delle Scienze 5, I-00185 Rome.
1978 Aug 21-26 (Argentina)
Organization of American States, Regional Scientific and Technological Development Program, Basic Sciences, Physics. Latin American seminar on laser and its applications to physics and chemistry : Dye lasers.
(YB n° A 3030)
Dr Mario Garavagalia. Physics Department, Universidad Nacional de la Plata, Casma de Correo n° 67, La Plata 1900, Argentina.
1978 Aug 22-23 Bergen (Norway)
nology, Nygaarsgatan 114 , N-5000 Bergen.
• 1978 Aug 24-30 Graz (Austria)
Int Union of Pure and Applied Physics. Symposium : Few body systems and nuclear forces. (YB n° A 2768)
Prof, H. Zingl, Inst. fur Ttieoretische Phipslk, Universitatsplatz 5, A-8030 Graz.
1978 Aug 28-Sep 1 Sendal (Japan)
Int conference on X-ray and XUV spectroscopy : use of spectroscopy in
Prof Takeshi Watanabe, Department of Applied Physics. Tohoku University, Sendai 980, Japan.
• 1978 Aug 29-30 Poznan (Poland)
European countries.
Conference Secretary, c/o Prof Gruchman, Vice-Recteur, Akademia Ekonomiczna, Marcklewkiego, 60-967 Poznan.
1978 Aug-Sep Dublin (Irsland)
W24 Dimensional and Modular Co-ordination, meeting. (YB n° A 1723)
POB 20704, NL-3001 JA Rotterdam, Netherlands.
1978 Sep 2-9 London (UK)
26th Int congress of aerospace medicine. P : 200-300.
Dr K G Bergin, Cavendish Medical Centre, 99 New Cavendish Street, London w1m 7FQ.
• 1978 Sep 3-6 Sao Paolo (Brazil)
(YB n° A 4270)
Sec. Gen. Prof. JJ. Garma-Rodrigues, Faculdade de Medlcina, USP Caixa Postal 2921, 01000 Sao Paulo.
1978 Sep 3-7 . Istanbul (Turkey)
Société Spéologique de Turquie. 2nd Int conference.
Dr Temucin Aygen, BP255, Osmanbey, Istanbul.
1978 Sep 3-8 London (UK)
Ms Beryl Skinner, The Alcohol Education Centre, The Maudsley Hospital, London SE5.
• 1979 Sep 4-8 Berlin (West)
European Thyroid Association. Meeting. (YB n° A 0877)
Prof M P Koenig, Sec. Treasusrer, Inselspital, CH-3010 Berne.
1976 Sep 4-8 Budapest (Hungary)
Int conference on ion beam modification of materials : Ion beam modification of different materials and the physical and chemical basis of device technologies using ion beams.
Int conference on ion beam modification materials, Central Research Institute of Physics, POB 49, H-1525 Budapest.
1978 Sep 4-8 Cambridge (UK)
European Federation for Medical informatics. 1st Congress.
MIN, De Pintelaan 135, B-9000 Gent, Belgium.
1978 Sep 4-8 Manila (Philippines)
South East Asia regional computer conference. P : 1200.
Col Juan Sanchez, Philippine Computer Society Limketai Bldg, Ortigas Awe-
1978 Sep 4-8 Paris (France)
unesco, Réunion des responsables des centres régionaux ou nationaux d' information sur le droit d'auteur. (YB n° A 3363)
Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

1978 Sop 4-9 Dijon (France)
M Denis Bergmann, INRA, Economie, 6 Passage Tenaille, F-75014 Paris.
• 1978 Sep 4-9 Graz (Austria)
Dr F.M. Wageneder. Institut fur Anesthesiologie der Universitat Graz, Landeskrankerhaus, A8036 Graz.
1978 Sep 5-7

London (UK)
. Electronic Displays 78 ., Int conference. P : 300.
Mr J A C Shearsmith, Director, Network, Brewery House, 64 High Street, Newport Pagnall, Berks MK16 SE G, UK.
1978 Sep 7-10 Brussels (Belgium)
Secretariat SIRMCE, rue du Sceptre 5, B-1040 Brussels.
1978 Sep 7-10

Sorrento (Italy)
Prof L Minale. Laboratorio per la chirnica di Molecole di Interesse Biologie,
• 1978 Sep 6-3 Reading (UK)
appraisal of crystals, including both organic and inorganic; materials.
Dr R A M Scott, Division of Materials Science and Physics. Thames Polytechnic, Wellington Street, London SE18 6PF, UK.
• 1978 Sep 10-13 Tirgu-Mures (Rumania)
European Sleep Research Society. 4e Congrès européen de recherche sur
Pr P Passouant, European Sleep Research Society, Laboratoire de Médecine expériementale, boulevard Henri IV, F-34000 Montpellier, France.
1978 Sep 10-13 Washington (USA)
Dr K L Mittal, Symposium Chairman, Dept 49F, Bldg 300-078, IBM Corporation, Hopewell Jet, NY 12533,-USA.
1978 Sep 10-14 Vancouver (Canada) (YB n° A 2193/A 1413)
Can West Conference Services, 1315-925 West Georgia, Vancouver B.C.. V6C 1RS, Canada,
1978 Sep 10-16 Osaka (Japan)
Symposium . " Water relations in food ".
Louis B Rockland. Western Reg. Res. Center, USDA-ARS, 800 Buchana Street. Berkeley. Cal 94710, USA.
1978 Sep 11-15 Washington (USA)
Unesco. Comité du Patrimoine Mondial. 2e session. (YB n° A 3383)
Place de Fontenoy, F-75700 Paris,
• 1978 Sep 11-16 Hamburg (Germany. Fed Rep)
Int Federation tor Housing and Planning. Congrès mondial : La réanimation immeubles et des zones d'âge et de qualités moyens, affectés à des fins
labrer graduellement. (YB no A 1826)
Congress centrum Hamburg. POB 302360, 9-2000 Hamburg 36.
1978 Sep 12-14

Madrid (Spain)
Int Council for Building Research Studies and Documentation. Commission W19 Large Concrete elements, meeting. (YB n° A 1723)
POB 20704, NL-3001 JA Rotterdam, Netherlands.
1978 Sep 12-15

Berlin (West)
pratique (en relation avec la 4e int conference on very large data bases). Ex.
AMK Berlin, Ausstellungs-Messe-Kongress-GmbH Postfach 191740, Messedamm22, D-1000 Berlin 19.
1978 Sep 12-15

Reading (UK)
Conférence : Rile de l'alimentation végétale en médecine préventive.
Prof L Genevois, 18 rue Duban, F-75016 Paris.
1978 Sep 13-16 Bergamo (Italy)
European Finance Association. 5th Annual meeting.
Prof Girogio Szegó, Conference Chairman, Istituto di Bergamo, Via Salvecchio 19, I-24100 Bergamo.
1978 Sep 17-20 Amsterdam (Netherlands)
opportunité commerciale
IFA, c /o Dittmar Consulting B.V.. Hemonylaan 27, Amsterdam.
1978 Sep 17-24 Budapest (Hungary)
Int symposium on Karst hydrology.
Magyar Karst- es Barlangkutatasi Tarsulat. Kossuth Lajos ter 6-S, H-1055 Budapest.

1978 Sep 10-21
(Africa)
World Tourism Organization/UN ECA, Tourism and African development.
(YB no A 2745 B 4174)
59 Avenida del Generalising, Apartado de Correos, 36000 Madrid 16, Spain.

1978 Sep 18-22 Washington (USA)
FAO- Codex Committee on Food Hygiene. 15th session.
(YB n° A 0971)
FAO, Resp. M Mc Nally, via délie Terme di Caracallo. 1-00100 Rome.

• 1978 Sep 18-27 Kigall (Rwanda)
Wortd Health Organization, Regional Committee for Africa 28lh session.
(YB *n°* A 3548)
WHO. regional office. Africa, POB N°6, Brazaville. Congo.

1978 Sep 19-22 Lyon (France)

J Bonnod. DVM, IfFA-Credo, BP 109, F-692IO L'Abresle. France.

1978 Sep 21-23 Rome (Italy)
FAO. Consultation : Réseau coopératif européen sur le blé Durum.
(YB n° A 0971)
Chief. Conference Programming Section. FAO, via délie Terme di Caracalla,
I-00100 Rome.

1978 Sep 25-28 London (UK)
Int symposium on the skin of vertébrales. P : 200.
Mr T O'Grady, Linnaen Society of London, Burlington House, Piccadilly,
London W1.

1978 Sep 25-29 Washington (USA)
FAO. Codex Committee on Processed Fruits and Vegetables. 14th session.
(YB n° A 0971)
Chief, Conference Programming Section, FAO, via délie Terme di Caracalla,
I-00100 Rome.

1978 Sep 26-29 Hanover (NH, USA)

S C Colbeck, CRREL, Hanover, NH 03755, USA.

1978 Sep 26-Oct 1 Asilomar (Cal, USA)
Industrial Designers Society of America. Annual meeting : Thrival : Beyond survival.
Brian J Wynne, Executive Director, Industrial Designers' Society of America,
1750 Old Meadow Road, McLean, VA 22101, USA.

1978 Sep 28-Oct 1 Dusseldorf (Germany Fed Rep)
Congrès int el foire ISO (Froid, chaleur, bruit, humidité).
Dusseldorfer Messegeseilschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03, D-4000
Dusseldorf 30.

1978 Sep Athens (Greece)

(YB n° A 0854)
Or C Dacou-Voutetafcis, PaecS. Clinik of Athens University, 39 Carneadou
Street, Athens 141, Greece.

1978 Sep
Grenada (Antilles)
World Health Organization. Regional Committee for America, meeting.
(YB n° A 3548)
WHO, Reg. Office, 525, 23rd Street NW. Washington DC 20037, USA.

1978 Sep 30-Oct 1 London (UK)

psycho-analytical societies. P : 400.
Dr M Johns. British Psychoanalytical Society, c / o Portman Clinic, Fitzjohns
Avenue, London NW3.

1978 Oct beginning
European Centre for Study and Information on Multinational Corporations. Round table : Investment and divestment of multinational corporations in Europe : 1) Objectives and issues from multinational companies viewpoint, 2) objectives and issues from unions' viewpoint. (YB no A 4549)
ECSIM. avenue Adolphe La comble 66-68, B-1040 Brussels.

1978 Oct 2-6
Ottawa (Canada)
FAO. Codex Committee on Food Labelling. 13th session.
(YB n° A 0971)
Chief, Conference Programming Section, FAO, Via délie Terme di Caracalla,
I-00100 Rome.

• 1978 Oct 2-6 Varna (Bulgaria)
Int Society tor the Study of Infectious and Parasitic Diseases. 7th Ini. congiess. (YB n° A 2520)
Dr D. Stoyanov, 26, VI. Zainov Bid, POB 33, 1504 Sofia, Bulgaria.

• 1978 Oct 2-12 Recife (Brazil)
Int Union of Architects, Group . Construction 4- Industrialization .. 6th

countries. . (YB n° A 2689)
1 rue d'Ulm, F-75005 Paris.

1978 Oct 6-8 London (UK)
League for the Exchange of Commonwealth Teachers. Conference. P : 250.
(YB no A 4089)
Mr EE Davey, League for the Exchange of Commonwealth Teachers, 124 Pelgrave Square, London SW1V 2BL.

1978 Oct 6-8 Oberzelring (Austria)

(YB NO A 2580)
Burgermeisteramt Oberzeiring, A-8762 Oberzeiring.

1978 Oct 6-8
Whilby (UK)

WAMRAC, Secretary Len Colley, Micasa, 13 Ferry Road, Wawne, Nr Hull HU7 SXU, UK.

1978 Oct 8-13 London (UK)

Mr F J Underhill, Secretary General, British Greyhound Racing Federation, St Martin's House, 140 Tottenham Court Road. London WIP OAS,

1978 Oct 9-12 Madrid (Spain)
Int Association for Insurance Law. World congress. (YB no A 3896)
Seccion Espanola, AIDA, Padilla 46, 3e Madrid 6.

1978 Oct 9-12
(Bahrein)

the East Mediterranean. (YB *no* A 3548)
WHO Reg. Office. POB 1517, Alexandria, Egypt.

19758 Oct 9-13 Nantes (France)
FAO, General Fisheries Council for the Mediterranean. 14th session.
(YB n° A 0971)
Chief. Conference Programming Section, FAO, via delle Terme di Caracalla,
I-00100 Rome.

1978 Oct 9-20 Geneva (Switzerland)

réunion. (YB n° A 2622)
Place des Nations, CH-1211 Geneva 20.

1978 Oct 10-13 Munich (Germany, Fed Rep)

IMIA. Secrétariat général, Koniginstrasse 28. D-8000 Munich 44.

1978 Oct 10-16 The Hague (Netherlands)
FAO. Codex Committee on Food Auditives. 12th session.
(YB n° A 0971)
Chief, Conference Programming Section. FAO, via délie Terme di Caracalla.
1-00100 Rome.

1978 Oct 11-14 Dusseldorf (Germany. Fed Rep)
Congrès du nettoyage des bâtiments et de l'hygiène des entreprises et salon

Düsseldorf Messegeseilschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03, D-4000
Diisselclorf 30.

1978 Oct 11-15 (Région du Jura. Switzerland, France)
Commission des Phénomènes Karstiques. France/Société Suisse de Spéologie. Colloque sur la géologie et l'hydrogeologie du Jura.
institut de Géologie de l'Université. 11 rue E Argand. CH-2000 Neuchâtel.

1978 Oct 12-16 London (UK)
3rd World conference of " People to people " .. P : 200-250.
Mr G McGowan, Director, The Council for Int Contact, POB 818. 171/183
Fulham Palace Road. London W6 8QU.

1978 Oct 13 New York (USA)
Airport Associations Coordinating Council. 28th Meeting.
(YB n° A 4015)
AACC, POB 125, CH-1215 Geneva-Airport.

1978 Oct 13-14 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Echo-cardiology congress. P : 300-400.
Hamburg Messe und Congress GMBH. Jungiusstrasse. Postfach 302360,
D-2000 Hamburg 36.

• 1978 Oct 15-18 Buenos Aires (Argentina)
Surely Panamerican Association. 5th General assembly. P : 300.
Congresos Int S.A., Reconquista 533-6°Piso, 1003 Buenos Aires.

1978 Oct 15-21 Monte-Carlo (Monaco)
British Association of Social Psychiatry/National Association lor Gitted

Mr Heinz Norden, Secretary. 3A Greenaway Gardens. London NW3 7D), UK.

1978 Oct 16-18 London (UK)
Int Council lor Educational Media. Conference and general assembly. Ex.
(YB n° A 1726)
Mr G G Marchant. ESVA; 254 Belsize Road. London NW8.

1978 Oct 16-19
Brussels (Belgium)
European Nuclear Society/American Nuclear Society. Int meeting on nuclear power reactor safety. (YB no B 2879)
J P Van Dievoet. c / o Belgonucléaire, rue du Champ de Mars 25. B-1050
Brussels.

1978 Oct 16-20
Rome-Ischia (Italy)

EGA Congressi, viale Tiziano 19, I-00196 Rome.

1978 Oct 17-21 Munich (Germany. Fed Rep)
Transport ' 78 - Congrès et salon.

1978 Oct 23-27
Bonn (Germany, Fed Rep)

(YB no A 0971)

Chief, Conference Programming Section, FAO. via délie Terme di Caracalla, i-00100 Rome.

1978 Oct 23-28
Baden-Baden (Germany. Fed Rep)
Assurance Transport Terrestre. Congrès annuel.

DTV, verband e.V., Rodingsmarkt 16 VI. D-2000 Hamburg 11 Germany, Fed

Rep,

1978 Oct 23-Nov 17
Geneva (Switzerland)

(YB n° A 2622)
Place des Nations, CH-1211 Geneva 20.

1978 Oct 25-28 Rome (Italy)

Conférence mondiale : Développement et coopération industrielle.
EGA. viale Tiziano 19. I-00196 Rome.

• 1978 Oct 29-Nov 4
Jaipur (India)
Int Federation of Organizations for School Correspondence and Exchange/

(YB n° A 1968/A 3383)
Secretariat FIOCES, 29 rue d'Ulm, F-75230 Paris cedex 05.

1978 Oct 30-Nov 1
Aachen (Germany, Fed Rep)

Congress-Project Management. Gunther Sachs, Letzter Hasenpfad 53, D-6000 Frankfurt/M 70.

1978 Nov 3-5
Kingston (Canada)

National Research Council Canada. Conference on the study of the history of Canadian science and technology.

A W Tickner, Senior Archival Officer. National Research Council of Canada,

Ottawa, Ontario K1A ORG.

• 1978 Nov 3-6
Kuala Lumpur (Malaysia)
Lions Int. 17th orient and S.E. Asia forum. P : 3000. (YB n° A 2936)
Forum organising Committee, 14-Djalan Silang, Kuala Lumpur.

1978 Nov 5-22
Penang (Malaysia)
General Conference of Seventh-Day Adventists. Far Eastern Division. Seminar. P : 140. (VB n° A 0991)
Seventh Day Adventists Far Eastern Division, 840 Thompson Road, Singapore 11.

1979 Nov 6-11
London (UK)
Int Yacht Racing Union. Conference. P : 150. (YB no A 2824)

Mr N Hacking. Int Yacht Racing Union. 60 Knightsbridge, London SW1X

7JX.

• 1978 Nov 12-15
Buenos Aires (Argentina)

Congresos Int s.a., Reconquista 533-6° Piso, 1003 Capital Federal, Buenos Aires.

1978 Nov 13-14
Geneva (Switzerland)
Council of World Organizations interested in the Handicapped. 25th Annual council meeting. (YB n° A 0458)

Norman Acton, General Secretary. 432 Park Avenue South, New York, NY

10016. USA.

• 1978 Nov 13-15
London (UK)
Int Society of Tropical Dermatology. Interim congress. (YB n° 2573)

Dr Coleman Jacobson, Int Soc of Tropical Dermatology, 3707 Gaston Avenue,

Dallas. Texas 75246, USA.

1978 Nov 15
Paris (France)
Int Chamber of Commerce. Séminaire sur le transport multinational

38 Cours Albert ler, F-75008 Paris. (YB no A 1490)

1978 Nov 15-18
Manila (Philippines)

111th Asian advertising congress. P: 400.

Quintin Pastrana, General Manager and President, Asia Communications Center, 6th Floor, Kalaw-Ledesma Bldg, 117 Gamboa, Legaspi Village. Philippines.

1978 Nov 16
London (UK)
Conference on new techniques in crystallography.

Prof M Hart, Secretary Conference, Department of Physics, King's College

Strand, London WC2R 2LS, UK.

1978 Nov 16-18 Auckland (New Zealand)
Seminar on bridge design and research.

BRU Secretary, POB 12-041, Wellington North. New Zealand.

1978 Nov 16-18
Berlin (West)
Int Institute of Management, Science Center Berlin. Conference : Func-

of operation.

Dr Anant R Negandhi, Conference Coordinator, IIM, Science Center Berlin
5-7 Criegstrasse, D-1000 Berlin 33.

1978 Nov 20 Liege (Belgium)

M Lambert Matray, Président de l'Association Allemagne Belgique, 9 Boulevard Frère urban, B-4000 Liège.

1978 Nov 20-24 Copenhagen (Denmark)

(YB no A 0571)
I-00100 Rome.

1978 Nov 22-25 Dusseldorf (Germany. Fed Rep)
MEDICA - Int congress; Diagnosis-therapeutics-technics. Ex.

Dusseldorfer Messegesellschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03 D-4000

Dùsseldorf 30.

1978 Nov 28-30 Paris (France)
Int conference on tne use of By-products and Waste in civil engineering.

Ecole National des Ponts et Chaussées, Direction de Formation continue

28 rue des Saint-Pères, F-75007 Paris.

1978 Nov 28-Dec 1 Bangkok (Thailand)

réunion. (YB no A 2622)
ITU. Place des Nations. CH-1211 Geneva 20.

1978 Nov 29-Dec 1 Heidelberg (Germany, Fed Rep]
European Society lor Opinion and Marketing Research. Seminar on social research in the public sector. P : 80-100. C : 8-15. (YB no A 0853)

Karel Slootman, c/o Esomar, Raadhuisstraat 15. Amsterdam. Nether.

lands.
1978 Nov 29-Dec 2 Manila (Philippines)

Mr Eugenio Teyes, National Organization of Certified Public Accountants, PICPA House, 700 Shaw Blvd, Mandaluyong. Manila.

1978 Nov
Amsterdam (Netherlands)
European Society for Opion and Marketing Research. Seminar : Industrial marketing research. P : 100-120. C : 8-15. (YB n° A 0853)
ESOMAR Central secretariat, Raadtiuisstraa! 15. 1016 DB Amsterdam.

1978 Dec 1-10 Manila (Philippines)
Filipinas Int philatelic congress and exhibition. P : 5000.

Eliseo Ocampo, George Zamora, Graphic Concepts and Designs, Rm 310.

Manila Bank Bldg. Ayala Avenue, Makati, Philippines.

1978 Dec 2-9 Manila (Philippines)
Asian Oceania Postal Union. Meeting. P : 100. (YB no A 0082)

Felizardo Tanabe, Acting Postmaster General, Bureau of Posts, Plaza Law-

ton, Manila.

1978 Dec 4-8 Manila (Philippines)
Inl Commission on Irrigation and Drainage. 2nd regional Afro-Asian conference. P : 250. (YB n' A 1562)
Mr Onofre Qiazon, Bureau of Public Works, Manila.

1978 Dec 5-9 Kuala Lumpur (Malaysia)

250. C : 9.

The Institution of Engineers, Malaysia. Bangunan Ingénieur, Lots 60 and 62. Jln 52/4, Petaling Jaya, Selangor. Malaysia.

1978 Dec 11-15 Paris (France)

dures d'évaluation des acquis scolaires dans la perspective de l'éducation permanente. (YB no A 3383)
Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

1978 Dec 12-15 Liege (Belgium)
Council of Europe. Colloquium on television. (YB n° A 0435)
Ministère de la Culture française. Administration des Relations culturelles internationales, 158 avenue de Cortenbergh, B-1040 Brussels.

1979 Jan 3-4 Bangor (UK)

Institute of Physics, Compatational Physics. Plasma Physics. Quantum Electronics and Spectroscopy Groups. Physics conference on laser plasma interactions.

The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square. London

SW1X 8QX, UK.

1979 Jan 15-18 Budapest (Hungary)
Int Federation for Information Processing, TC 5 ;Int Federalion of Automatic Control. Working conference on . Socio-Technical aspects of computerization .. (YB n° A 1828 / A 1862)
IFIP, 3 rue do Marché. CH-1204 Geneva.

1979 Jan 24-26 Monte-Carlo (Monaco)
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar : Money (provisional title) C : 8-15. (YB no A 0853)
ESOMAR Central secretariat. Raadhuisstraat 15, Amsterdam 1016 DB. Netherlands.

• 1979 Jan 29-Feb 4 Yamagala (Japan)
11th Interski - World congress for ski instruction. P : 1000. C : 24,

Organising Committee, 11 th Interski, Japan 79, c.'o Kishi Memorial Gym-

nasium 507, 1-1-1-1, Jinnan. Shibuya-ku, Tokyo, Japan.

1979 Jan
Manila (Philippines)
Int Council of Woman. Int seminar for rural women. (YB n° A 1763)
ICW. 13 rue Caumartin, F-75009 Paris,

1979 Jan
(Asia)
Service Civil Int. Int Committee. Meeting, (YB no A 2805)
Asian Regional Secretarit, SCI House, KS Green Park. New Delhi 110016,
India.

1979 early
Moshi
(Tanzania)
(YB n° A 2430)
ISA, CP 20. Palais Wilson, CH-1211 Geneva 14.

1979 Feb 5-10
Christchurch (New Zealand)
Int Union of Biological Sciences. Int symposium on reproduction in (lowering plants. (YB no A 2698)
IUBS, Prof E S Ayensu. National Museum of Natural History, Smithsonian Institution, Washington DC 20560, USA.

1979 Feb 8-14
Dusseldorf (Germany, Fed Rep)
IMPRINTA : int congress and Ex.
Dusseldorf Messegesellschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03, D-4000 Dusseldorf 30.

1979 Feb 11-15
Manila (Philippines)
Dr Baltazar Reyes, Jr, President, Philippine Psychiatric Association, c / o Philippine Convention Bureau, POB 3451, Manila.

• 1979 Feb 11-16.
Jerusalem (Israel)
World assembly of Jewish war veterans. P : 1000.
POB 16271. Tel Aviv.

1979 Feb 18-23
Tel Aviv (Israel)
Ini conference of building constructors and promoters, p ; 500.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv.

1979 Feb 19-23
Geneva (Switzerland)
UN Economic Commission lor Europe. Meeting on general energy problems. (YB n° B 4176)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Feb 23-24
Louvain la Neuve (Belgium)
(YB n° A 1876)
REUL, Halles Universitaires, UCL, B-1348 Louvain-la-Neuve.

1979 Feb
Atlanta (Ga, USA)
American Academy of Forensic Sciences. Annual meeting.
Executive Secretary, AAFS, Rockwall Bldg, 11400 Rockville Pike, Rockville, Md 20852, USA.

1979 Feb
Christchurch (New Zealand)
E J Godley, Botany Division. Dept of Scientific and Ind. Research, Private Bag, Christchurch.

1979 Feb
Manila (Philippines)
1st Multi-sectoral world tobacco congress. P : 3000.
Mr Bernardo C Vargas, Chief Information Officer, Philippine Tobacco Ad-

1979 Feb
(Germany, Fed Rep)
ging environment lor pharmaceutical marketing. P : 80-100. C : 8-15. (YB n° A 0853)
ESOMAR Central secretariat, Raadhuisstraat 15, 1016 DB Amsterdam. Netherlands.

• 1979 Mar 1st week
Toulouse (France)
Int Federation ot Automatic Control/Int Federation of Operational Research Societies. Symposium : Comparison of automatics and operation research techniques applied to large systems analysis and control. (YB n° A 1862/A 1966)
Symposium Secretariat, AFCET • 156 Bd Pereire, F-85017 Paris.

1979 Mar 13-16
Paris (France)
ONG Standing Committee. Colloque sur te droit à la communication,
c /o Unesco, Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

1979 Mar 14-23
Jerusalem (Israel)
Albert Einstein Centenary. P ; 100.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Mar 20-22
London (UK)
European Control Data Users Association. « ECODU 78 .. Conference. P : 250.
Mr D Ball, ECODU-Data Handling Group, CERN, CH-1211 Geneva 23, Zwitserland.

1979 Mar 26-29
Chicago (III, USA)
American Physical Society. General meeting.
335 E 45th Street, New York, NY 10017.

1979 Mar 27-Apr 7
Geneva (Switzerland)
UN Economic Commission for Europe. 34th Session, (YB n° B 4176)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Mar 28 -30
Birmingham (UK)
Institute of Physics, Nuclear Physics Sub Cornmittee. Conference on nuclear
The Meetings Officer, The institute of Physics. 47 Belgrave Square London SW1X 8QX UK.

1979 Mar
Florence (Italy)
Int Federation for Information Processing. TC 4, Working Conference on technology.. (YB no A 1628)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1979 Mar
Tucson (Ariz. USA)
Dr T Gehrels, Lunar and Planetary Laboratory, Tucson, Ariz, USA.

1979 Spring
Agra (India)
Int Seniors Citizens Association. 9th Congress. (YB no A 2454)
ISCA, 11753 Wilshire Boulevard, Los Angeles, Cal 90025, USA.

1979 Spring
London (UK)
World Council for the Welfare of the Blind. Cultural Affairs Committee. Meeting of sub-committee on computerized braille. (YB n° A 3499)
58 avenue Bosquet, F-75007 Paris.

1979 Spring
New York (USA)
Conference of Int Catholic Organizations. 23rd General assembly. (YB n° A 0406)
OIC, rue Washington 186. B-1050 Brussels.

1979 Spring
Rome (Italy)
European Commission for the Control of Foot-and-Mouth Disease. 23rd Session. (YB n° A 0626)
FAO. Via delle Terme di Caracalla, I-00100 Rome.

1979 Spring
(Israel)
Int Association of Literary and Linguistic Computing. Meeting.
Prof Uzi Orman, Hebrew University, Jerusalem.

1979 2nd quarter
London (UK)
« Formal models and practical tools for Information design systems -. (YB n° A 1828)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1979 Apr 1-7
Canterbury (UK)
Dr D Atkinson, East Mailing Research Station, Maidstone, Kent ME19 6BJ, UK.

1979 Apr 2-6
London (UK)
World Veterans Federation. 4th Int conference on legislation concerning veterans and war victims. (YB n° A 3605)
16 rue Hamelin, F-75016 Paris.

1979 Apr 2-6
San Diego (Cal, USA)
6th Int vacuum metallurgy conference on special melting and metallurgical coatings.
Mr R W Buckman, Jr., POB 18006, Pittsburgh, Pa 15236, USA.

1979 Apr 4-6
Bath (UK)
Institute of Physics and the Chemical Society, Joint Carbon and Graphite mechanical properties of carbons and graphites in their different environments.
The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1XBOX, UK.

1979 Apr 8-11
Lake Yamanaka (Japan)
K Fujiwara, Conf. Secretary, Institute of Physics, College of General Education, University of Tokyo, Komba 3-8-1, Tokyo 153.

1979 Apr 8-13
Amsterdam (Netherlands)
Int Montessori Association. Congress : Help the child to shape man's future. P ; 1000. C : 30. Ex. (YB n° B 2267)
AMI, Koninginneweg 151, Amsterdam 1075 CN, Netherlands.

1979 Apr 9-13
London (UK)
Mr C Dunham, General Secretary. BLESMA, 185 High Road, Chadwell Heath, Romford, Essex, UK.

• 1979 Apr 2nd part
Istanbul (Turkey)
(YB n° A 1850)
IFAP, 1 rue d'Hauteville, F-75010 Paris.

1979 Apr 17-20
Oxford (UK)
institute of Physics, Static Electrification Group. Conference on electrostatics 1979 : Applications, hazards fluids, solids, measurement techniques
The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX. UK.

1979 Apr 17-21 Dubrovnik (Yugoslavia)
Federation of European Biochemical Societies. Special meeting on enzymes. (YB no A 0936)
FEBS. Prof L L M van Deenen. Biochemisch Laboratorium RU, Padualaan 8. De Uithof, Utrecht, Netherlands.

• 1979 Apr 19-26 Seoul (South Korea)
Pacific Area Travel Association, Workshop and conference, (YB n° A 3042)
PATA, 228 Grant Avenue, San Francisco. Cal 94108, USA.

1979 Apr 22 Boulder (Col, USA)
Workshop on solar-terrestrial predictions.
Col 80302.

• 1979 Apr 22-27 Seoul (Korea South)
Rehabilitation Int. 6th Pan-Pacific conference on rehabilitation. P : 500. Ex. (YB no A 2501)
Dr Jung Soon Shin, Korean Society for Rehabilitation of the Disabled, 15-San, Sinchon-dong, Sudaemoon-ku. Seoul.

1979 Apr 23-27 Atlanta (Ga. USA)
Int Reading Association. 24th Annual convention. (YB no A 2401)
800 Barksdale Road. POB 8139, Newark, DE 19711, USA.

• 1979 Apr 23-27 Kuala Lumpur (Malaysia)
Asian Pacific Dental Federation. 9th Congress. P : 2000. C : 20- Ex. (YB n° A 0063)
Or Lim Chee Shin, Chairman, POB 237, Petaling Jaya Selangor. Malaysia.

1979 Apr 23-28 Jablonna (Poland)
European Physical Society. 9th Europhysics conference on macro molecular physics : Structure and properties of polymer networks. P : 120. (YB no A 0834)
A Ziabicki, Institute of Fundamental Technological Research, Polish Academy of Sciences, Swietokrzyska 21, PL-00-049 Warsaw.

1979 Apr 24-28 Graz (Austria)
Symposium on electronics and avalanches.
Dr W Fritzsche, Institute of Electronics, Technical University of Graz, Inffeldgasse 12, A-8010 Graz.

1979 Apr 28-May 3 Cincinnati (Ohio. USA)
American Ceramic Society. 81st Annual meeting.
Frank P Reid, Executive Director, The American Ceramic Society Inc.. 65 Ceramic Drive. Columbus, Ohio 43214, USA.

1979 Apr Brussels (Belgium)
Int Federation of Air Traffic controllers Association. Meeting. (YB n° A 1852)
c/o Tourist Information Brussels, rue du Marché-aux-Herbes 61, B-1000 Brus *sels.*

1979 Apr Hong Kong (Hong Kong)
Commonwealth Association of Architects. Conference. P : 300. (YB n° A 0360)
The Hong Kong institute of Architects, 52-54 Wellington Street, 10/F. Cheong Sun Bldg, Hong Kong.

1979 Apr Manila (Philippines)
Int symposium on volcanology. P ; 300.
Mr Gregorio Andal, Commissioner, Commission on Volcanology, c/o Philippine Convention Bureau, P08 3451, Manila.

1979 Apr-May Kiel (Germany Fed Rep)
Scientific Committee of Oceanic Research/Int Association for the Physical Sciences of the Ocean/Int Union of Geodesy and Geophysics. Workshop (YB n° B 3210/A 1223/A 2722)
SCOR, R I Currie, Dunstaffnage Marine Research Laboratory. POB 3, Oban, Argyll PA344AD, UK.

1979 May 7 - Jun 1 Graz and Vienna (Austria)
Unesco/Int Federation for Documentation, int school and workshop for teachers and workers in the information field. (YB n° A 3383/A 1323)
Mrs A Schurek. Division for the General Information Programme, Unesco, Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

1979 Max 7-Jun 1 Manila (Philippines)
United Nations Conference on Trade and Development. UNCTAD V. (YB n° B 3381)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 May 9-12 The Hague (Netherlands)
Council of European Municipalities. 13th General assembly. P : 2500. (YB n° A 0448)
c/o Holland Organizing Centre, 16 Lange Voorhout. The Hague, Netherlands.

1979 May 10-11 London (UK,
European Society for Paediatrie Gastroenterology and Nutrition. Annual meeting, P ; 200.
Dr J Walker-Smith, Institute of Child Health, 30 Guildford Street, London WCI.

1979 May 14-16 Houston (Texas, USA)
American Society for Quality Control. 33rd Annual technical conference ;
Darlene C Schmidt, Manager, Public Information Service. ASOC, 161 West Wisconsin Avenue, Milwaukee, Wis 53203, USA.

1979 May 14-18 Ottawa (Canada)
Canadian Hydrographie Service/Int Federation of Surveyors/Canadian Institute of Surveying. Int hydrographic technical conference : Development of ocean resources. Ex. (YB no A 2020)
The Organizing Committee, Int Hydrographie technical conference Room 209. 615 Booth Street, Ottawa, Ontario K14 OE6, Canada.

• 1979 May 14-18 Stockholm (Sweden)
Int Union of Heating Distribution. 19e Congrès : Installations et méthodes solutions nouvelles. Ex. (YB no A 2727)
Stockholmd Energiverk, Fack, S-104 32 Stockholm.

• 1979 May 14-19 Goteborg (Sweden)
Int Federation tor Housing and Planning. Congrès in! : Le succès et les Goteborg. (YB *no* A 1826)
FIHUAT, 43 Wassenaarseweg, The Hague, Netherlands.

1979 May 15-18 Hamilton (New Zealand)
Int Association on Water Pollution Research. Meeting : Tne agricultural industry and its effects on water quality. (YB no A 1379)
IAWPR, POB 395, Pretoria. South Africa.

1979 May 19-26 Hong Kong (Hong Kong)
Int taxation and estate planning conference. P : 250.
Asian seminars, 904 Entertainment Bldg, 30 Queen's Road, C, Hong Kong.

1979 May 20-23 Stockholm (Sweden)
(YB n° A 0570)
EFMD, Place Stephanie 20, B-1050 Brussels, Belgium.

1979 May 21-23 Ann Arbor (Mich, USA)
Int Federation for Information Processing/Ini Federation of Automatic Control/Computer Automated Systems Association. Conference - Prolamat - : turing technology. (YB no A 1828/A 1862)
Society of Manufacturing Engineers, 20501 Ford Road, POB 930, Dearborn, Mich 48128, USA.

• 1979 May 21-24 London (UK)
European Liaison Committee for Pulp and Paper. Conference : Web formation and consolidation. (YB no A 0798)
154 Boulevard Haussmann, F-75008 Paris. James Brewster Associates Ltd, 97.99 Park Street, London

1979 May 21-26 Bordeaux (France)
Int Federation for Information Processing, TC 4. Working conférence on periences .. (YB n° A 1828)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

• 1979 May 23-25 London (UK)
Int Public Relations Association. Board of Management, Council and 6th World public relations congress : Challenges of a charging world. P : 150. C : 30. (YB n° A 2386)
Congress Office, 8th Public Relations World Congress, 43 Charles Street. London WIX 7PB, UK.

1979 May 24-26 Dusseldorf (Germany, Fed Rep)
European Federation of Chemical Engineering. Meeting on • Trennung und Anreicherung von Stoffen ». (YB no B 0725)
Bunsen-Gesellschaft, Carl-Bosch-Haus, Varrentrappstrasse 40/42, D-6000 Frankfurt 90, Germany Fed Rep.

1979 May 28-31 Paris (France)
Int Federation for Information Processing. TC 6 (Data Communication). 2nd Int conference on c Tele-informatics >. (YB no A 1828)
IFIP, T6. Mr L Pouzin, Directeur des Projets Pilotes. IRIA, Domaine de Voluceau BP 5, F-78150 Rocquencourt, France.

1979 May Brussels (Belgium)
European Asphalt Pavement Association. Congress. (YB n° B 0562)
234 rue du Faubourg Saint Honoré, F-75008 Paris.

1979 May Budapest (Hungary)
ICG, 74 rue de la Fédération. F-75015 Paris.

1979 May Geneva (Switzerland)
Intergovernmental Committee for European Migration. 4e Séminaire sur l'adaptation et l'intégration des immigrants permanents. (Y B no A 1112)
16 rue Jean-Trembley, CH-1211 Geneva 19.

1979 May Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization. Executive Committee. 31st session. (YB no A 3556)
W O. CP5. CH-1211 Geneva 20.

1979 May Manila (Philippines)
3rd Conference of Red Cross and Rod Crescent landers of countries within A.SEAN. P : 50.
Dr Vicente Galvez, Secretary. PNRC, 860 U N Avenue, Ermltn, Manila.

• 1979 May Manila (Philippines)

ference. P : 200, (YB n° A 4401)
Mr Rosendo R Marquez, President, community Chests and Councils of the Philippines, Inc., 867 A. Quezon avenue, Quezon City. Philippines.

1979 May or Jun Brussels (Belgium)
Int Committee on Aeronautical Fatigue. Symposium. (YB n° A 1627)
Mr A Maenhaut, Ministère des Communications, Direction technique. Aerodrome de Haren, Hangar 7, B-1130 Brussels.

1979 Jun 2-15 (Israel)
American Society lor Surgery of the Hand. Int meeting. P : 300.
Kenes. P08 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Jun 4-7 Madrid (Spain)
European Federation for the Welfare of the Elderly. 9th Int congress : The quality of life for the welfare of the elderly. (YB n° A 0716)
EURAG-Secretariat Général, Schmiedgasse 26/1/100, A-8010 Graz, Austria.

1979 Jun 4-7 Tokyo (Japan)
79 Int physical distribution conference. P : 1000. C : 20.
Japan physical Distribution Management Association, c / o Japan Management Association, Kyotitsu Bldg. 3-1-22, Sniba Park, Minato-ku, Tokyo 105,

1979 Jun 7-10 Monte Carlo (Monaco)
Latin-Mediterranean Medical Union. Section Surgery. 16th Congress. (YB n° A 2898)
Prof C L Chatelin, Sec. Gen., 26 Blvd des Moulins, Monte-Carlo.

1979 Jun 9-15
Dusseldorf (Germany, Fed Rep)
Int foundry congress and Ex.
Düsseldorfer Messegesellschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03, D-4000 Dusseldorf 30.

• 1979 Jun 10-16 Prague (Czechoslovakia)

Int Federation of Automatic Control/Int Federation lor Information Procès-Prague 79 .. (YB no A 1862/A 1828)
IFAC/1FIT Symposium on software for computer control, Institute of Information theory and automation, 18076 Prague 8, POB 6.

• 1979 Jun 11-13 Stockholm (Sweden)
Scientific Committee on Problems of the Environment. 4th General assembly. (YB n° B 2321)
SCOPE, 51 Boulevard de Montmorency, F-75016 Paris.

1979 Jun 11-13
Uppsala (Sweden)

in the 1980'S.
Swedish Society for Technical Documentation, Box 5073. 10242 Stockholm.

• 1979 Jun 11-14 Berlin (West)
European Federation of Finance House Associations. Conference. P : 300. C: 15. (YB n° A 0731)

1979 Jun 17-21 Jerusalem (Israel)
5th Int symposium on sex education. P ; 400.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Jun 17-23
Frankfurt (Germany, Fed Rep)
European Federation of Chemical Engineering. Europaisches Treflen fur Chemische Technik und 19. Achema-Ausstellungstagung. (YB n° B 0725)
DECHEMA, Postfach 97 01 46, D-6000 Frankfurt 97.

1979 Jun 18-20 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Bundesministerium fur Forschung und Technologie. Int symposium verketirstechnologie. P : 1900.
Hamburg Messe und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360, 0-2000 Hamburg 36.

1979 Jun 18-22 Paris (France)
ONG. 17th Conference,
c/o Unesco, Place de Fontenoy, F-75700 Paris.

• 1979 Jun 18-22
Prague (Czechoslovakia)
Int Council for Reprography, 5th Int congress. (YB n° B 1729)
Mr K Stolehda, Poslova 7, 110 00 Prague 10.

1979 Jun 24-29 Jerusalem (Israel)
Int conference on sub-retinal space. P ; 200.
Kenes, POB 16277, Tel Aviv, Israel,

1979 Jun 24-30 Dallas (USA)
American Library Association. Annual conference.
ALA, 50£ Huron Street, Chicago, 111 60611, USA.

1979 Jun 25 -28 London (UK)

Conference Services Ltd, The Conference Centre 43 Charles Street London W1X 7PB, UK.

• 1979 Jun 25-30
Odense (Denmark)
Scandinavian Society of Anaesthosiolonysis, Postgraduate course and con-

patient dental anaesthesia. P: 500. C: 10. (YB no A 3200)
Department of Anaesthesiology, University Hospital, DK- 5000 Odense.

1979 Jun 28
Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Union of Railways, Int railways' day. (YB n° A 2772)
UIC, 14-16 rue Jean-Rey, F-75015 Paris.

• 1979 Jun
Alnarp (Sweden)
Int Society for Horticultural Science. Section lor Vegetables. 1st Symposium on quality of vegetables. P : 50. (YB n° A 2488)
Symposium Secretary Dr Torsten Nilssen, Department of Vegetable Crops, Agricultural College of Sweden, S-230 53 Alnarp.

• 1979 Jun
Skiernlewice (Poland)
Int Society lor Horticultural Science, Section Ornamental Plante. Symposium

ISHS, Bezuidenhoutseweg 73, The Hague. Netherlands. Prof. or. S.A. Pieniazek, Res Inst. of Pomology, Skierniewice.

1979 Jun (Switzerland) (prob)
Comparative Education Society In Europe. Conference : The contribution of comparative education to the formulation of national educational policy. (YB n° A 0388)
Prof Dr Henk van Daele, Secretary CESE, Seminarie voor Historische en vergelijkende pedagogiek, Baerlsoenkaai, B-9000 Gent, Belgium.

1979 Summer early (Norway)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation. Commission W61 Joints in Exterior Walls, Meeting. (YB n° A 1723)
POB 20704, NL-3001JA, Rotterdam.

1979 Summer . Moscow (USSR)
World Association for the Advancement of Veterinary Parasitology. 9th Int conference. (YB n° A 3475)
Or C A Simonas, Secr. Treas. WAAVP, Dept of Applied Helminthology and Entomology, School of Veterinary Medicine, Aristotelian University, Thessaloniki, Greece.

1979 Middle Rome (Italy)

(YB n° A 0971 /B 4161)
Chief. Conference Programming Section, FAO, via délie Terme di Caracalla, 1-00100 Rome.

• 1979 Jul 2-6 Oxford (UK)
Int Federation of Automatic Control. 8th Symposium on automatic control in space. (YB n° A 1862)
IFAC Space symposium. The Institute of Measurement and control, 20 Peel Street, London W87PD, UK.

• 1979 Jul 2-7 Paris (France)
Int College of Surgeons. 11th European federation congress. (YB n° A 1513)
Prof J. Reynier. 10, av. de l'Opéra, F-75001 Paris.

• 1979 Jul 7-13
Teheran (Iran)
World Scout Bureau. 27th Conference, P : 500. (YB n° A 0194)
Case Postale 78, CH-1211 Geneva, Switzerland.

• 1979 Jul 8-13 Tel Aviv (Israel)
World Federation of Hemophilia. Congress. P : 500. (YB n° A 3523)
Kenes, POB 16271. Tel Aviv. Israel.

• 1979 Jul 12-21 Rome (Italy)
FAO World conference on agrarian reform and rural development, (YB n° A 0971)
Chief, Conference Programming Section. FAO, via délie Terme di Caracalla, I-00100 Rome.

• 1979 Jul 15-23 Neishaboor (Iran)
World Scout Bureau. 15th World Jamboree. Jamboree for cultural development. (YB no A 0194)
Case Postale 78, CH-1211 Geneva, Switzerland.

1979 Jul 16-20 Paris (France)
Association Européenne des Sociétés de Neuro-Chirurgie. 6e Congrès.
Prof B Pertuiset, Président du 6e Congrès, Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, 83 Boulevard de l'Hôpital, F-75013 Paris.

1979 Jul 17-22
Jerusalem (Israel)
12th Shock tube symposium. P : 300.
Kenes. POB 16271, Tel Aviv, Israel,

1979 Jul 20-22 Acapulco (Mexico)
Association of Int Colleges and Universities. 6th Annual int conference.
Dr John W Johnston, President, 501 East Armour. Kansas City, Mis 64109, USA.

1979 Jul 22-27 Harrogate (UK)
European Association for Animal Production. 30th Annual meeting.
(YB no A 0546)
EAAP, Corso Trieste 67, I-00198 Rome.

1979 Jul 22-27 Jerusalem (Israel)
World Council for Gifted Children. 3rd Int conference. P : 500.
(YB no B 0805)
Kenes. Pob 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Jul 25-31
Tel Aviv (Israel)
Int workshop on the " At Risk " infant. P : 300.
Kenes. POB 16271. Tel Aviv. Israel.

1979 Jul Geneva (Switzerland)
Int Bureau of Education. Int conference on éducation. 37th session : The improvement of the organization and management of éducation systems as a means of raising efficiency in order to extend the right to education.
(YB n° B 1427)
IBE, Palais Wilson. 1211 Geneva 14.

1979 Jul
Singapore (Singapore)
6th Asian regional conference on soil mechanics and foundation engineering. P : 350-400.
Institute of Engineering, c/o Singapore Professional Centre, Bl 23. Outram Park, Singapore 3.

1979 Jul Varenna (Italy)
Inter-Union Commission on Geodynamics. Symposium : Physics of the earth's interior. (YB n° B 4486)
c/o ICSU, 51 Bd de Montmorency, F-75016 Paris.

1979 Jul Winnipeg (Canada)
Int Union of Biological Sciences. 3rd int conference on ephemeroptera.
(YB n° A 2698)
IUBS, Prof E S Ayensu, National Museum of Natural History. Smitnsonian Institution. Washington. DC 20560, USA.

1979 Jul

(Tunisia)

Faycal Ben Kassine Bay, Jeunes Science, 28 avenue Habid Bourgiba, Tunis.

1979 Jul

(YB n° A 0971)
Via délie Terme di Caracalla, I-00100 Rome.

1979 Aug 5-10 Bergen (Norway)
Inl Fellowship of Former Scouts and Guides. 13th General assembly and seminar. (YB n° A 2049)
rue Major René Dubreucq 25, B-1050 Brussels.

1979 Aug 6-18 Kyoto (Japan)
16th Int cosmic ray conference. P: 600. C: 35.
Prof S Miyaké, C : o Cosmi Bay Laboratory, University of Tokyo 3-2-1, Midorr-cho, Tanashi, Tokyo 188.

• 1979 Aug 8-13 Brussels (Belgium)
Int Federation of the Temperance Blue Cross Societies. Conference.
(YB n° A 2031)
Jean-Paul Widmer, Route de Florissant 51, CH-1206 Geneva,
or: Mr Ernest Meurice, rue de la Houlette 9, B-6328 Sar-Dane-Avelines, Belgium.

• 1979 Aug 12-18 Moscow (USSR)
Int Political Science Association. Triennal congress. (YB n° A 2369)
M. Gleb Kossor, Economic Dept. Academy of Sciences, Institute of Information for social sciences, 28/45 Krasikova Street, Moscow.

1979 Aug 13-17 Copenhagen (Denmark)
5th European crystallographic meeting (ECM-5) : Crystallography in biology and pharmacy, metal complexes, materials science and experimental methods.
Dr Ingrid Kjoller Larsen, Department of Chemistry 8C, Royal Danish School of Pharmacy, Universitetsparker 2, DK-2100 Copenhagen.

• 1979 Aug 14-23 Montreal (Canda)
Int Astronomical. 17th. General assembly. (YB no A 1382)
General Secretary IAU, Prof Edith A Müller, Observatoire de Genève, CH-1290 Sauverny (GE).

• 1979 Aug 19-24
Jerusalem (Israel)
Int Organization for Medical Physics. 5th Int conference. P : 2000.
(YB n° A 2311)
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Aug 19-24 Jerusalem (Israel)
Medical and biological engineering- 12th int conference. P : 2000.
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Aug 20-24 Cologne (Germany, Fed Rep
1. Europaisches Symposion uber organische Chemie. P : 300-500.
Gesellschaft Deutscher Chemiker GDCh, Postfach 900440, D-6000 Frankfurt/Main 90, Germany.

• 1979 Aug 20-24 Helsinki (Finland)
Int Union of Biological Sciences. 20th General assembly and scientific session -(YB n° A 2698)
IUBs. 34 Bld de Montmorency, F-75016 Paris.

1979 Aug 20-31 Vienna (Austria)
United Nations, World conference on Science *and* technology for development. (YB no A 3375)
UN, New York, NY 10017, USA, Or: Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Aug 22-26
Brussels (Belgium)
Ligue Universelles dos Francs-Maçons. Congres int.
Rue du Persil 8, B-1000 Brussels.

1979 Aug 26-31 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Society of Haematology. European and African Division, 5th Meeting. P : 1500. (YB no A 2546)
Hamburg Messe und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Poslfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

1979 Aug 27-29 Dublin (Ireland)
Irish Association for Economic Geology/Institution of Mining and Metallurgy. 4th Int symposium Prospecting in areas of glaciated terrain. Ex.
(YB no B 2371)
Institution of Mining and Metallurgy, 44 Portland Place, London w1N 46R. UK.

1979 Aug 27-30 Ottawa (Canada)
Int Astronomical Union. Symposium : Solid particles in the solar system.
(YB no A 1382)
IAU. Astronomy Dept, Panepistimiopolis, Athens 621, Greece.

1979 Aug 28-31 London (UK)
BHRA Fluid Engineering. 2nd Int conference on the behaviour of offshore structures (BOSS'79).
Organising Secretary, BHRA Fluid Engineering, Cranfield, Bedford MK43 OAJ, UK.

1979 Aug 29-31
Julich (Germany, Fed Rep)
Conference on neutron and magnetism. P : 120.
K H Fischer, Conference Secretary, KFA Julich, IFF, Postfach 1913, D-5170 Julich.

1979 Aug 30-Sep 1 Cologne (Germany Fed Rep)
Int Congress of lipid- biochemistry. P : 300-300.
Institut fur Physiotogische Chemie, Joseph-Stelimannstrasse 52, 0-5000 Cologne 41.

1979 Aug 31-Sep 8 Durham (UK)
Int summer school on the characterization of crystal growth defects by X-ray methods.
Dr B Tanner, Department of Physics, University of Durham, Sciences Laboratories, South Road, Durham DH1 3LE, UK.

1979 Aug Berlin (West)
3rd Int research forum on information science.
Prof Dr G Wersig, Institut fur Publizistik und Dokumentationswissenschaft, Hagenstrasse 56, 1000 Berlin 33.

1979 Aug Karlsruhe (Germany, Fed Rep)
Int Union of Theoretical and Applied Mechanics/Int Association tor Hydrauliic Research. Symposium : Field experience with flowinduced vibrations.
(YB n° A 2768/A 1193)
c/o ICSU. 51 Bdde Montmorency, F-75016 Paris.

• 1979 Aug
(Northern Europe)
Int Society for Horticultural Science, Commission Horticultural Engineering. Symposium on int transport systems for maximizing the labour efficiency of greenhouses. (YB n° A 2488)
Dr H. G. Germing, IMG, POB 43, Wageningen, Netherlands.

1979 Aug Sep

la formation des cadres des industries alimentaires.
(YB n° A 1518)
24bis rue de Théran, F-75008 Paris.

1973 Sep 1st week Warsaw (Poland)
Int Federation for Information Processing, TC 7 9th Conference on optimization. (YB no A 1828)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

• 1979 Sep 1-6 San Francisco (Cal, USA)
Int Society of Surgery/Int Federation of Surgical Colleges/Int Cardiovascular Society. Congress. P : 2500.
(YB n° A 2571/A 2019/A 1443)
Mr William T Maloney, President PRRI. 5 Beacon Street. Boston, MA 02106, USA.

1979 Sep 2-5 Herzliyya (Israel)
European Teratology Society. Congress. (YB *no* B 2966)
Prof H Klingberg. NES.Ziyyona, Israel.

1979 Sep 2-6 Brussels (Belgium)
European Osciety tor Opinion and Marketing Research. Meeting.
(YB no A 0853)
Mr Eric Vaes, CEGOS, avenue de la Croix de Guerre 191, B-1120 Brussels.

• 1979 Sep 2-7 Jerusalem (Israel)
Int Society of Neurochemistry. 7th Int meeting, P • 1000.
(YB no B 2493)
Kenes, POB 16271. Tel Aviv, Israel.

• 1979 Sep 2-10 Davos (Switzerland}
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 30th General assembly. (YB n° A 2767)
IUPAC, Bank Court Chambers, 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oulord 0X4 3YE, UK.

• 1979 Sep 3-7
London (UK)
Int Union for Health Education. 10th Int conference : Health, education In action-achievements and prioitees. (YB n° A 2659)
Conference Services Ltd, The Conference Centre, 43 Charles Street, London WIX7PB, UK.

1979 Sep 3-8 Copenhagen (Denmark)
Int Federation of Liberary Associations. 52nd Congress ; Library legislation. (YB n° A 1945)
IFLA. POB B2128, 2508 EC The Hague, Netherlands.

1979 Sep 3-8 Hong Kong (Hong Kong)
Int convention of Institute of Chartered Secretaries and Administrators. P : 1000.
Mr Ian Harris, Association of Institute of Chartered Secretaries and Administrators in Hong Kong, GPO Box 6526, Hong Kong.

1979 Sep 3-8 Sofia (Bulgaria)
UN Economic Commission for Europe. Seminar on development and use Of industrial handling equipment. (YB n° B 4176)
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Sep 4-7 Munich (Germany, Fed Rep)

symposium on basic research in gerontology. (YB n° A 1293)
German Convention Service, Kongressorganisation W E Stoehrer OGH, Hohe Bleichen 13. D-2000 Hamburg 36, Germany, Fed Rep.

• 1979 Sep 4-8 Hamburg (Germany, Fed Rep)
European Association of Radiology. 4th Congress. P : 3000-4000. (YB n° A 0865)
Hamburg Mess und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

• 1979 Sep 9-14 Jerusalem (Israel)
Int College of Psychosomatic Medicine. 5th Int congress. P : 1000. (YB n° A 4072)
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1979 Sep 10-15 Lancaster (UK)
2nd European crystal growth conference.
Mr F W Ainger, Secretary ECCG-2, Alien Clark Research Centre, The Plessey Research (Caswell) Ltd., Caswell, Towcester, Northands NN1 8EO, UK.

• 1979 Sep 11-14
Ankara (Turkey)
Balkan Medical Union. 16e Cours int de perfectionnement ; Actualités en médecine. (YB n° A 0182)
Prof Agr M Popescu Buzeu, UMB, 1 rue Gabriel Péri, 70148 Bucharest, Ruma-

• 1979 Sep 15-18 Berlin (West)
AMK Berlin Compagny for Exhibitions, Fairs and Congresses Ltd/ONLINE Conferences Ltd, UK. Medcomp 79 - 2 nd Int congress, on computing in medicine. Ex.
AMK Berlin, ftussteliungs-Messe-Kongress-GmbH, Messedamm 22 D-1000 Berlin 19.

1979 Sep 16-21 Holburg
Int Road Federation. 16th World road congress. (YB n° A 2418)
IRF, 63 rue de Lausanne, CH-1202 Geneva.

• 1979 Sep 16-21 Vienna (Austria)
Permanent int Association of Road Congresses. 16th congress. Road techniques traffic. P : 1200-1500. C : 60-65. (YB n° A 3112)
Comité d'organisation Autrichien, Eschenbachgasse 9/3, A-1010 Vienna.

1979 Sep 16-22 Cambridge (UK)
European Association for Animal Production. 81h Symposium on energy metabolism. (YB n° A 0546)
EAAP. corso Trieste 67,1-00198 Rome.

1979 Sep 16-22 Hamburg (Germany, Fed Rep)
XII. Int Strafrechiskongress. P: 1600.
Hamburg Mess und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

1979 Sep 17-22 Leipzig (German, Dem Rep)
4th Colloquium : Specialized ampere : systems In condensed phases, studies Dynamical processes of molecular by radiofrequency-spectroscopy and

A Lôsche, Physikalisches Institut der K Marx Universitât, Linnéstrasse 5. DDR-701 Leipzig C1.

1979 Sep 23-27
London (UK)
Society for Forensic Haemogenetics. 8th Int congress. P : 300.
Dr P J Lincoln, Senior Lecturer, The London Hospital, Medical College, Turner Street, London E1 2AD.

1979 Sep 23-28 London (UK)
European Brushmakers' Federation. Annual conference. P : 250.
Mr S A Snellgrove, British Brush Manufacturers Federation, Baptist Church House, 4 Southampton Row, London WC1.

• 1979 Sep 24-28 (Darmstadt Germany, Fed Rep)
Int Federation of Automatic Control, 5th Symposium on Identification and system parameter estimation. (YB no A 1662)

1139, D-4000 Dusseldorf 1.

• 1979 Sep 24-28 London (UK)
European Federation of Savings and Loan Institutions for Construction, 6th European congress. P : 500. C: 13. (YB no A 0751)
Mr Shears, The Building Societies Association, 14 Park Street, Mayfair London W1Y4AL, UK.

1979 Sep 24-28
European Association for Animal Production. 4th Int symposium on Karakul production. (YB n° A 0546)
EAAP. Corso Trieste 67. I-00198 Rome.

1979 Sep 24-30 Lucerne (Switzerland)
Int Silk Association. Congress. (YB n° A 2463)
55 Montée de Choulans, F-69323 Lyon cedex 1, France.

1979 Sep 25-26 London (UK)
European Mechanical Handling Confederation. Section IV. Conference. P : 80. (YB n° A 0807)
Mr K Barlow, British Industrial Truck Association, 7 Ludgate Broadway, London EC4V6DX.

• 1979 Sep 25-27 London (UK)

information technology 79. (YB *n* ° A 1828)
IFIP Secretariat, 3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1979 Sep 30-Oct 3 Florence (Italy)

symposium. (YB n° A 2193 A 1413)
Secretariat, MGR, Piazia S Ambrogio, 16 Milan.

1979 Sep Athens (Greece)

W51 Acoustics, Meeting. (YB n° A 1723)
POB 20704, NL - 3001JA, Rotterdam.

1979 Sep Brighton (UK)
39th Int congress on pharmaceutical sciences. P : 2000.
Tony Hewison, Resort and Conference Services Department, Marlborough House, Old Steine, Brighton BN1 1EQ.

1979 Sep
Brussels (Belgium)
Int Union of Therapeutics. 15th Congress. (YB n° A 2789)
Prof Lequime- ULB, Hôpital St Pierre, rue Haute 322, B-1000 Brussels.

1979 Sep Liege (Belgium)
Association French-Speaking Doctors. Congress. P : 500-1000. (YB n° B 0139)
Prof Van Cauwenberghe. Université de Liège, Hôpital de Bavière, Boulevard de la Constitution, B-4020 Liège.

1979 Sep (Germany, Fed Rep)
Int Federation for Home Economics. European Region/German Home Economics Association. Joint meeting : The development of the child- also a task for the household. ' (YB n° A 1929)
IFHE. 64 avenue Edouard Vaillant, F-92100 Boulogne, France.

1979 Autumn London (UK)
Int Federation lor Information Processing. Council and general assembly meeting. (YB n°A1828)
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1979 Autumn (France)
Int Federation of Tourism Journalists and Writers. Congress. (YB n° A 2033)
FIJET, Eric Sasselaan 7, B-2020 Antwerp, Belgium.

1979 Oct 4-6 Milan (Italy)
Italian Society of Pédiatrie Surgery. Congress. Ex.
Secretariat, MGR, Piazza S Ambriogio, 16 Milan.

1979 Oct 14-18 Minneapolis (USA)
American Society for information Science, annual meeting.
ASIS, 1155 Sixteenth Street, NW, Suite 210, Washington, DC 20036, USA.

1979 Oct 14-20 Manila (Philippines)
9th Conference of Asian and Pacific accountants. P : 1500.
Mr Eduardo Villanueva, Philippine Institute ol Certified Public Accountants, PICPA House, 700 Shaw Blvd. Mandaluyong, Metro Manila.

1979 Oct 15-19 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Union for Child Welfare. Int congress. P : 300-400. (YB n° A 2653)
Hamburg Messe und Congress GMBH, Juniusstrasse. Postfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

1979 Oct 15-19 Singapore (Singapore)
1st South East Asian and Pacific regional congress of clinical biochemistry. p : 600.
Singapore Clinical Biochemistry Society, c/o Clinical Biochemistries Laboratories. Dept of Pathology, Outram Road. Singapore 3.

1979 Oct 17-20 Cologna (Germany, Fed Rep)
Int Kongress und Ausstellung Sportstattenbau und Baderanlagen. P : 1700.
IAKS, Institut fur Sportstatlenbau, Kolner Strasse 68. D-5000 Cologne 40.

1979 Oct 17-20 Manila (Philippines)
Int Narcotics Control Officers Association. Convention.
Mr John Bellizi. Executive Director. Incentive Journey Consultants, Inc. 16 West 61 Street, New York, NY 10023, USA,

1979 Oct 22-23 Tokyo (Japan)
Int Federation of Pédiatrie and Adolescent Gynecology. Japan Society of Study on Medical Care of Adolescents. 5th Int symposium on pédiatrie and adolescent gynecology.
5th Int Symposium.... Dept of Obstetrics and Gynecology Jichi Médical School. Minamikawachi-machi. Tochigi-ken 329-04, Japan.

* 1979 Oct 26-27
YORK (UK)
Conférence int sur le freinage.
c /o int Union of Railways, 14-16 rue Jean Rey, F-75015 Paris.

1979 Oct Cordoba (Spain)
ethods. (YB n° A 0971)
Chief, Conference Programming Section, FAO. via délie Terme di Caracalla, I-00100 Rome.

1979 Oct Le Havre (France)
Int institute for Transport Law. Colloque : Le contrat de traction. (YB n° B 4126)
1DIT, 3 rue Jacques-Lelieur. F-76000 Rouen.

1979 Oct
Tokyo (Japan)
Int Federation of Automatic Control/Int Federation for Information Processing TC5 3rd Symposium on " Ship operation automation " .
IFIP. 3 rue du Marché, CH.1204 Geneva (YB no A 1862 / A 1828)

1979 Oct Toronto (Canada)
Richelieu Int. Int congress. (YB n° A x B 2776)
R G Mathias. 260 rue Dalhousie (bureau 303). Ottawa. Ontario KIN 8V1. Canada.

1979 Oct (Germany, Fed Rep)
European Weed Research Society. Symposium. (YB n° A 09CM)'
EWRS, ARC Weed Research Organization, Besbroke Hill, Yarnton, Oxford 0X5 1PF, UK.

1979 Nov 2nd week
Manila (Philippines)
Regional Asian congress for radiation protection. P : 2500.
Dr Celia Anatolio, Director, Radiation Health Office, Department of Health, c / o Philippine Convention Bureau, POB 3451. Manila.

1979 Nov 11-16 Berlin (West)
Int Association of Skal Clubs. 40th World congress. (YB n° A 1345)
AMK Berlin, POB 191740, D-1000 Berlin 19.

1979 Nov 12-14
London (UK)
World Psyhiatric Association/Royal College of Psychiatrists. Symposium on science and psychiatry. (YB no A 3577)
WPS Secretariat, Psych. Universitatsklinik, Laiarettgasse 14, 1097 Vienna Austria. '

1979 Nov 15-19
Hamburg (Germany, Fed Rep)
Deutsche Akademie fur Psychoanalyse e.W. 11th Int symposium. P : 700.
Hamburg Messe und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360 D-2000 Hamburg 36.

1979 Nov 21-24
Dusseldorf (Germany Fed Rep)
MEDICA - Int congress : Diagnosis-therapeutics-technics. Ex.
Dusseldorf Messegesellschaft mbH-NOWEA, Postfach 32 02 03 D-4000 Dusseldorf 30.

1979 Nov 21-24
Manila (Philippines)
5th Asian-Australian congress of neurological surgery, p : 500.
Philippine Society of Neurologic Surgeons, Dr Romeo H Gustilo Makati Medical Center, Makati, Metro Manila.

• 1979 Nov 24-29
Tel Aviv (Israel)
Int Union School and University Health and Medicine. 8th Int congress. P : 500 - (YB n° A 2775)
Kenes.POB 16271. Tel Aviv.

1979 Nov Manila (Philippines)
World Veterans Federation. 16th General assembly. (YB no A 3605)
c/o Philippine convention Bureau, POB 3451, Manila.

1979 Nov - Dec Brussels (Belgium)
Mr J c De Potter, Secrétaire général ULB, avenue Paul Héger 28. B-105

• 1979 Dec 4-14
Manila (Philippines)
Int Statistical Institute/Bernoulli Society for Mathematical Statistics and Probability/Int Association of Survey Statisticians, int Association tor Statistlcal Computing. 42nd Session.
ISI, Permanent Office, 428 Prinses Beatrixlaan, 2270 AW Voorburg, Netherlands.

1979 DEC 8 - 10 Manila (Philippines)
Int Year of the child consultations and 3rd your ; Decade of the Filipine child P : 5000.
Ally. Ester de Jesus-Amor, Executive Director, Council of tne Welfare of tn, Child, Department of Social Services and Development Bldg, 2nd Floor Manila.

1979 Doc 22-29 Hannover (Germany, Fed Rep)
DLMPS/Int Union of the History and Philosophy of Science. Int congress for logic, methodology and philosophy of science. (YB no A 2766)
c/o ICSU, 51 Bd de Montmorency, F-75016 Paris.

1979 Dec Innsbruck (Austria)
FAO. Consultation : European cooperative network on pesticides Jirnpact on environment). (YB n° A 0971)
Chiet, Conference Programming Section, FAO, via délie Ternie di Caracalla 1-00100 Rome.

South East Asia and Pacific League against Rheumatism. Philippines Rheumatism Association. Congress. P : 700 C ; 10.
(YB n° A 3255)

1980 Feb 11-16
Wellington (New Zealand)
Int Union of Geological Sciences. 5th Gondwana symposium. (YB no A 2723)
IUGS, Dr S van der Helde, Rijks Geologische Dienst. POB 379, Haarlem Netherlands.

1980 Feb 26-Mar 7 Canberra (Austria)
1st Pan-Pacific conference on drugs and alcohol.
Mr Pierre Stolz, AFADD., POB 477, Canberra. ACT, 2601 Australia.

1980 Apr 7-10
Kyoto (Japan)
Int conference on liquefied natural gas. P : 2000. C : 40.
Secretariat of LNG-6, Secretary General Y Shibazaki, c / o The Japan Gas Association, 38, Shiba-Kotohira-cho, Minato-hu, Tokyo 105.

1980 May 1-4
Liege (Belgium)
Rassemblements mondial des clubs Richelieu. P : 800-1000.
Club Richelieu Liège, M F Pierot, Secrétaire, 16 place du XX Août, Bte 6, B-4000 Liege.

1980 May 10-15
Manila (Philippines)
2nd Pacific congress in psychiatry.
Dr Baltazar Reyes, Jr, President, Philippine Pyschiatric Association, Room 305, Mirasol Bldg, G Apacible cor. Taft Avenue, Manila.

1980 May 19-23 London (UK)
Int Council for Pressure Vessel Technology. 4th Int conference on pressure vessel technology.
Mr A J Tugwell, Assistant Groups Secretary, Institution of Mechanical Engineers, 1 Birdcage Walk, Westminster, London SW1H 9JJ, UK.

• 1980 May 2-31 Tokyo (Japan)
Int Association of Hydrogen Energy. 3rd World conference. P : 1000. C : 27. (YB n° A 4531)
Prof T Ohta, Int Association of Hydrogen Energy, Japan Branch, c / o Faculty of Engineering, Yokohama National University, 155 Tokiwadai, Hodogaya-ku, Yokohama, Japan. '

• 1980 May
Aarslev (Denmark)
Int Society for Horticultural Science, Section Ornamental Plants. 3rd symposium on flower bulbs. (YB n° A 2488)
State Exp. Station, OK-5792 Aarslev. Denmark.

1980 May Brussels (Belgium)
Congrès mondial d'orthopédie dento-laciale.
Dr J De Coster, rue Archimède 1, B-1040 Brussels.

1980 Jun 2-4
London (UK)
10th Int drop forgers convention. P : 600.
Mrs F Pannell, Conference Services Ltd, 43 Charles Street, London Wl.

1930 Jun 2-6 London (UK)
World congress of paediatric cardiology. P : 1300.
Mrs P E Longtey, Conference Consultants, 4L Portman Mansions, Cfiiltern Street, London W1M 1LF.

1980 Jun 3-6 Liege (Belgium)
Congrès du Guide (Association européenne des utilisateurs de gros ordinateurs IBM). P : 1220-1500.
M Outkerk, S A Cockerill, 60 rue d'Harscamp, B-4020 Liège.

1980 Jul 6-12 Bayreuth (Germany, Fed Rep)
Int Confederation for Thermal Analysis. 6th int conference on thermal analysis. (YB no A 1651)
6th ICTA-80, POB 1120. D-8672 Selb/Bavaria.

1980 Jun 1-13 Brussels (Belgium)
Mr M J Ratcliffe, TWCO Oxford Road 142-144. Cowley, Oxford 0X4 202, UK.

1980 Jun 14-16.
Kingston (Canada)
Rehabilitation Int, Medical Commission Pre-world congress seminar on medical rehabilitation. (YB no A 2501)
Society for Rehabilitation of the Disabled, Prof Dr Karlheinz Renker, Harz 42-44, Halte (Saale), German Dem Rep.

1980 Jun 16-18 Brussels (Belgium)
European Society of Toxicology. 22nd mooting. (YB n A 0858)
Mr J M Ratcliffe , TWCO. Oxford Road 142- 144, Cowley, Oxford 0X4 202. UK.

1980 Jun 16-20 London (UK)
Int Association of Solid Wastes, Congress. P: 1500.
Mrs J Best-Devereux, Assistant Secretary, Institute of Solid Wastes Management, 23 Portland Place, London WIN 4DE.

1980 Jun 16-20 Oslo (Norway)
Int Council tor Building Research Studies and Documentation. 8th Congress and 10th general assembly. (YB n° A 1723)
CIB POB 20704, NL-3001JA, Rotterdam, Netherlands.

1980 Jun 23-27 Toronto (Canada)
Int Association on Water Pollution Research. 10th Int conference on water pollution research. (YB n° A 1379)
IAWPR, POB 395, Pretoria, South Africa.

1980 Jun Berlin (West)
Int Special Tooling Association, Conference. (YB n° A 4321)
ISTA. Iyoner Strasse 18, Postfach 710109, D-6000 Frankfurt-Niederrad 71, Germany Fed Rep.

1980 Jun Singapore (Singapore)

Educare Int, Pty Ltd, 16 Bridge Street, Sydney, NSW 2000, Australia.

• 1980 Jun Vienna (Austria)
Int Seed Testing Association. 19th Int convention. (YB n° A 2452)
ISTA Secretariat, Reckenholz, POB 412, CH-8046 Zurich.

1980 Jul 18-20 Acapulco (Mexico)
Association of Int Colleges and Universities. 7th Annual int Conference.
Or John W Johnston, President, 501 East Armour, Kansas City, Mis 64109, USA.

1980 Jut 20-25 San Francisco (Cal, USA)
Int New Thought Alliance. Convention. P : 2000. (YB n° B 4653)
Ms Mimi Ronnie, Executive Director, 4533 N Scottsdale Road, Suite 208, Scottsdale, Arizona 85251, USA.

• 19SO Jul 21-26 Paris (France)
Int Union of Immune-logical Sciences. 4th Int Congress of immunology. P : 7.000 (YB n° A 4222)
IUIS, Institut fur Min Immunologie, Inselspital, CH-3008 Berne, Switzerland.
or : Congrès Services, Mr Duprat. 1 rue J. Lefebvre, F-75009 Paris.

• 1980 Jul 24-31 Kyoto (Japan)
Int Association of Theoretical and Applied Limnology. Congress. (YB n° A 1362)
Dr R G Wetzel Kellogg Biological Station, Michigan State University, Hiokory Corners, MI 49060, USA.

1980 Jul 28-Aug 1 London (UK)

Symposium Officer, 4th Int symposium of the Detection and Prevention of-Cancer Association, 2nd Floor, Dering Yard, 67/8 New Bond Street, London Wl.

1980 Jul - Aug Hong Kong (Hong Kong)
Int Council on Social Welfare. 1980 Convention. P : 2000. (YB n° A 1771)
Hong Kong Council of Social Service, 12/F, Duke of Windsor Social Service Bldg, 15 Hennessy Road, Hong Kong.

1980 Aug 4-8 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Kongress der Taubstummenlehrer. P : 1800.
Hamburg Messe und Congress GMBH, Jungiusstrasse, Postfach 302360, D-2000 Hamburg 36.

1980 Aug 17-27 Vancouver (Canada)
Int Federation of University Women. 20th Conference. (YB n° A 2037)
37 Quai Wilson, CH-1201 Geneva.

• 1980 Aug 18-22 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Society of Internal Medicine. 15th Congress. (YB n° A 2S51)
ISIM. Dr P C Frel. Hôpital Nestle. CH-1011 Lausanne, Switzerland.

1980 Aug 31 - Sep 5 Jerusalem (Israel)
Int Committee on Surface Active Agents. 8tn Int congress. P : 800. (YB n° A 1618)
Kenes, POB 16271, Tel Aviv, Israel.

1380 Sep 1-5 Kyoto (Japan)
15th Int conference on the physics of semiconductor. P : 1000. C : 33.
Prof H Kawamura, Dept of Physics. Faculty of Science, Osaka University,

• 1980 Sep 8-13 Madrid (Spain)
Int PaedLatric Association. 16th Congress. (YB n° A 2336)
Château de Longchamp, Bois de Boulogne, F-75016 Paris,

HOTEL

teranga

Rue Colbert - B.P. 3380
DAKAR - SENEGAL

Téléphone : 511.44
Cable : TERANGADAKAR
Telex : 469

*

Situé au cœur'de Dakar, en bord de mer, face à l'Ile de Gorée. A 20 minutes de l'aéroport de Yoff.

L'hôtel le plus luxueux du Sénégal
264 chambres - Air conditionné - télévision
3 restaurants avec spécialités
3 bars
1 salon de thé
Night-club
Galerie marchande (8 boutiques)
Agence de voyages

Télex - Téléphone
Travaux de secrétariat - Reprographie
Zone d'animation sportive (piscine, ski nautique, voile, tennis, pêche en haute-mer)

Salle de Congrès : 25 à 600 personnes.

Equipée pour congrès, séminaires, expositions.

UTH
International Hotels

19 bid Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 266.19.40-266.33,17 - Télex : 650425F
Réservation Centrale: Tél.: 7764152
Télex : 610692

1980 Sep 15-19 Ferrara (Italy)
European Federation of Corrosion. 5th European symposium on corrosion inhibitors (YB n° A 0728)
istituto Chimico dell' Université di Ferrara, Centre di studi sulla Corrosione " Aldo Dacco ", via L Borsari 46, I-44100 Ferrara.

1980 Sep 23-27. Berlin (West)
3. europaischer Kongress fur Klinische Gerontologie. P : 500,
Kongresshalle Berlin, John-Foster-Dulles Allee 10, D-1000 Berlin 21.

1980 Sep 35-27
London (UK)
9th Int congress of European law. P : 400-500.
Mr J A Boxhall. Institute of Advanced Legal Studies, Charles Clore House, 17 Russell Square, London WC2.

• 1980 Sep-29 Oct 4 Hamburg (Germany. Fed Rep)
World Energy conference. 11th Conference. P : 5000. Ex.
(YB n° A 3510)
Hamburg Messe und Congress GmbH, Jungiusstrasse 18, 2000 Hamburg 36.

* 1980 Sep 30-Oct 3 Kyoto (Japan)
3rd Int conference on Ferrites. P : 800. C : 15.
Prof M Sugimoto, Dept of Electronics, Faculty of Engineering, Saitama University, Urawa, Saitama Pref, Japan.

1980 Oct 4-5 Tokyo (Japan)
Int Federation (or Information Processing. Council meeting.
(YB n° A 1828)
3 rue du Marché. CH-1204 Geneva.

• 1980 Oct 6-17 Tokyo (Japan) and Melbourne (Australia)
Int Federation for Information Processing, Congress. P ; 4000. Ex.
IFIP Congress '80, GPO Box 880G, Melbourne, Vict. , Australia 3001 or : IFIP Secretariat, 3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1980 Oct 11-13 Melbourne (Australia)
Int Federation for Information Processing. General assembly.
(YB no A 1828) ,
3 rue du Marché, CH-1204 Geneva.

1980 Oct 14-17 London (UK)

Int electrical vehicles congress : Drive electric 80. P : 1100.
Mr R E Halliwell, The Electricity Council, 30 Millbank, London SW1P 4RD

1980 Oct Montreal (Canada)
Richelieu Int. Int congress. (YB no B 2776)
R G Mathias, 260 rue Dalhousie (Bureau 303), Ottawa, Ontario KIN 8VI Canada.

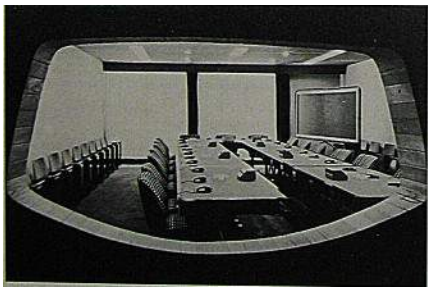
Cancellation:

The Commonwealth Human Ecology Council announce the cancellation of their Ecological scientific education conference, due to be held in London, February, 1979.

Le Palais des Congrès de Liège fête son 20ème anniversaire

Vue d'ensemble dans le grand loyer du Palais des Congrès de Liège

View of a conference room at the Congress Palace, Liège



En vingt ans, de mai 1958 à avril 1978, le Palais des Congrès a accueilli et partiellement organisé 13,500 manifestations, dont 1,500 congrès, auxquels ont participé 500,000 congressistes.

Le premier congrès s'est tenu au Palais des Congrès du 27 au 31 mai 1958. Il s'agissait du Congrès international des Centrales thermiques et hydrauliques modernes, organisé par l'Association des Ingénieurs de Montefiore.

Depuis 1958, l'activité du Palais des Congrès n'a cessé d'augmenter. Sa « vitesse de croisière » actuelle est de 900 à 1000 manifestations par an, dont une centaine de congrès (57 % de congrès nationaux et 43 % de congrès internationaux).

En dehors des capitales d'Etat et de Genève, qui constitue un cas particulier, Liège est la ville d'Europe qui reçoit le plus de congrès internationaux. Pour la Belgique, Liège est la deuxième ville de congrès, après Bruxelles.

Le 20e anniversaire du Palais est aussi celui de l'activité professionnelle de quatre personnes qui y sont en fonction depuis le début : le Directeur, *M.* André Schreurs; Mlle Marcelle Duvivier, Secrétaire de Direction; Mme Line De Wuffel. Rédacteur, et Mme Laetitia Lemaire, Première hôtesse.

Le Directeur du Palais des Congrès de Liège, M. Schreurs à été successivement président de l'Association internationale des Palais de Congrès, président de la Centrale Belge des Congrès, et, de 1974 à 1977, président de la Fédération européenne des Villes de Congrès.